

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 874

[C — 2009/29098]

23 JANVIER 2009. — Décret portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux

Article 1^{er}. § 1^{er}. Aux fins du présent titre, on entend par :

a) « Profession réglementée » : toute fonction à exercer dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé; artistique; de promotion sociale et supérieur non universitaire; secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux;

b) « Qualifications professionnelles » : les qualifications attestées par un titre de formation, une attestation de compétence visée à l'article 4, *littera a*), 1^{er} tiret et/ou une expérience professionnelle;

c) « Titre de formation » : les diplômes, certificats et autres titres délivrés par une autorité d'un Etat membre désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat membre et sanctionnant une formation professionnelle acquise principalement dans la Communauté européenne;

d) « Autorité compétente » : toute autorité ou instance habilitée spécifiquement par un Etat membre à délivrer ou à recevoir des titres de formation et autres documents ou informations, ainsi qu'à recevoir des demandes et à prendre des décisions, visées dans le présent décret;

e) « Formation réglementée » : toute formation qui vise spécifiquement l'exercice d'une profession déterminée et qui consiste en un cycle d'études complété, le cas échéant, par une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle;

f) « Expérience professionnelle » : l'exercice effectif et licite de la profession concernée dans un Etat membre;

g) « Etat membre » : Etat membre de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse dès que la Directive 2005/36/CE s'appliquera à ces pays;

h) « Demandeur » : ressortissant d'un Etat membre;

i) « Pays tiers » : pays autre que ceux mentionnés au *littera g*) du présent article.

§ 2. Est assimilé à un titre de formation tout titre de formation délivré dans un pays tiers dès lors que son titulaire a, dans la profession concernée, une expérience professionnelle de trois ans sur le territoire de l'Etat membre qui a reconnu ledit titre et certifiée par celui-ci.

Art. 2. Le présent titre transpose partiellement la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. Il établit les règles selon lesquelles, lorsqu'elle subordonne l'accès à une profession réglementée ou son exercice à la possession de qualifications professionnelles déterminées, la Communauté française reconnaît, pour l'accès à cette profession et son exercice, les qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres Etats membres (*ci-après dénommé(s) « Etat membre d'origine »*) et qui permettent au titulaire desdites qualifications d'y exercer la même profession.

Art. 3. La reconnaissance des qualifications professionnelles par la Communauté française permet au bénéficiaire d'accéder en Communauté française à la même profession que celle pour laquelle il est qualifié dans l'Etat membre d'origine et de l'y exercer dans les mêmes conditions que les titulaires de qualifications professionnelles prescrites par la Communauté française.

Aux fins du présent titre, la profession que peut exercer le demandeur en Communauté française est la même que celle pour laquelle il est qualifié dans son Etat membre d'origine si les activités couvertes sont comparables.

Art. 4. Pour l'application de l'article 6, les qualifications professionnelles sont regroupées selon les niveaux suivants tels que décrits ci-après :

a) attestation de compétence délivrée par une autorité compétente de l'Etat membre d'origine désignée en vertu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat sur la base :

- Soit d'une formation ne faisant pas partie d'un certificat ou d'un diplôme au sens des *litterae b*), *c*), *d*) ou *e*) ou d'un examen spécifique sans formation préalable ou de l'exercice à temps plein de la profession dans un autre Etat membre pendant trois années consécutives ou pendant une durée équivalente à temps partiel au cours des dix dernières années;
- Soit d'une formation générale du niveau de l'enseignement primaire ou secondaire attestant que son titulaire possède des connaissances générales;

b) Certificat sanctionnant un cycle d'études secondaires :

- Soit général, complété par un cycle d'études ou de formation professionnelle autre que ceux visés au *littera c*) et/ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;
- Soit technique ou professionnel, complété le cas échéant par un cycle d'études ou de formation professionnelle tel que visé au tiret précédent et/ou par le stage ou la pratique professionnelle requis en plus de ce cycle d'études;

c) Diplôme sanctionnant :

- Soit une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire autre que celui visé aux *litterae d*) et *e*) d'une durée minimale d'un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est, en règle générale, l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement

universitaire ou supérieur, ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études post-secondaires;

- Soit, dans le cas d'une profession réglementée, une formation à structure particulière équivalente au niveau de formation mentionné au point *d*), conférant un niveau professionnel comparable et préparant à un niveau comparable de responsabilités et de fonctions (fonctions visées à l'annexe II de la Directive 2005/36/CE précitée);

d) Diplôme sanctionnant une formation du niveau de l'enseignement post-secondaire d'une durée minimale de trois ans ne dépassant pas quatre ans ou une durée équivalente à temps partiel, dispensée dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus du cycle d'études post-secondaires;

e) Diplôme certifiant que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires d'une durée d'au moins quatre ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement de niveau équivalent et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires.

Art. 5. Est assimilé à un titre de formation sanctionnant une formation visée à l'article 4, y compris quant au niveau concerné, tout titre de formation ou ensemble de titres de formation qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat membre, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté européenne, reconnue par cet Etat membre comme étant de niveau équivalent et qu'il y confère les mêmes droits d'accès à une profession ou d'exercice de celle-ci, ou qui prépare à l'exercice de cette profession.

Est également assimilée à un tel titre de formation, dans les mêmes conditions que celles prévues au premier alinéa, toute qualification professionnelle qui, sans répondre aux exigences prévues par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre d'origine pour l'accès à une profession ou son exercice, confère à son titulaire des droits acquis en vertu de ces dispositions. En particulier, ceci s'applique dans le cas où l'Etat membre d'origine relève le niveau de formation requis pour l'accès à une profession ou son exercice et où une personne ayant suivi la formation antérieure, qui ne répond pas aux exigences de la nouvelle qualification, bénéficie de droits acquis en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives; dans un tel cas, la formation antérieure est considérée par la Communauté française, aux fins de l'application de l'article 6, comme correspondant au niveau de la nouvelle formation.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsqu'en Communauté française, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession de qualifications professionnelles déterminées, la Communauté française accorde l'accès à cette profession et son exercice, dans les mêmes conditions que les titulaires de qualifications professionnelles prescrites par elle, aux demandeurs qui possèdent l'attestation de compétences ou le titre de formation qui est prescrit par un autre Etat membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer.

Les attestations de compétences ou les titres de formation doivent remplir les conditions suivantes :

- a*) Avoir été délivrés par une autorité compétente dans un Etat membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat;
- b*) Attester d'un niveau de qualification professionnelle au moins équivalent au niveau immédiatement inférieur à celui exigé en Communauté française, tel que décrit à l'article 4.

§ 2. L'accès à la profession et son exercice, visés au § 1^{er}, doivent également être accordés aux demandeurs qui ont exercé à temps plein la profession visée audit paragraphe pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans un autre Etat membre qui ne réglemente pas cette profession, à condition qu'ils détiennent une ou plusieurs attestations de compétences ou un ou plusieurs titres de formation.

Les attestations de compétences ou les titres de formation doivent remplir les conditions suivantes :

- a*) Avoir été délivrés par une autorité compétente dans un Etat membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat;
- b*) Attester d'un niveau de qualification professionnelle au moins équivalent au niveau immédiatement inférieur à celui exigé en Communauté française, tel que décrit à l'article 4;
- c*) Attester la préparation du titulaire à l'exercice de la profession concernée.

Toutefois, les deux ans d'expérience professionnelle visés au premier alinéa ne peuvent pas être exigés lorsque le ou les titres de formation détenus par le demandeur sanctionnent une formation réglementée au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, lettre *e*), des niveaux de qualification décrits à l'article 4, lettres *b*), *c*), *d*) ou *e*).

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, lettre *b*), et au § 2, lettre *b*), la Communauté française autorise l'accès à une profession réglementée et son exercice lorsqu'elle subordonne l'accès à cette profession à la possession d'un titre de formation sanctionnant une formation de l'enseignement supérieur ou universitaire d'une durée de quatre ans et que le demandeur possède un titre de formation du niveau décrit à l'article 4, lettre *c*).

Art. 7. § 1^{er} L'article 6 ne fait pas obstacle à ce que la Communauté française exige du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumette à une épreuve d'aptitude dans un des cas suivants :

- a*) Lorsque la durée de la formation dont il fait état en vertu de l'article 6, § 1^{er} ou § 2, est inférieure d'au moins un an à celle requise en Communauté française;
- b*) Lorsque la formation qu'il a reçue porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le titre de formation requis en Communauté française;
- c*) Lorsque la profession réglementée en Communauté française comprend une ou plusieurs activités professionnelles réglementées qui n'existent pas dans la profession correspondante dans l'Etat membre d'origine du demandeur, au sens de l'article 3, alinéa 2, et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique qui est requise en Communauté française et qui porte sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par l'attestation de compétences ou le titre de formation dont le demandeur fait état.

§ 2. Si la Communauté française fait usage de la possibilité prévue au § 1^{er}, elle doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

Aux fins de l'application du § 1^{er} lettres *b*) et *c*), on entend par « matières substantiellement différentes », des matières dont la connaissance est essentielle à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le migrant présente des différences importantes en termes de durée ou de contenu par rapport à la formation exigée en Communauté française.

Le § 1^{er} est appliqué dans le respect du principe de proportionnalité. En particulier, si la Communauté française envisage d'exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation ou passe une épreuve d'aptitude, elle doit d'abord vérifier si les connaissances acquises par le demandeur au cours de son expérience professionnelle dans un Etat membre ou dans un pays tiers sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, la différence substantielle visée à l'alinéa 2.

Art. 8. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il est créé au sein du Ministère de la Communauté française une « Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement » chargée :

- 1° D'examiner les demandes de reconnaissance introduites par les titulaires de qualifications professionnelles acquises dans un ou plusieurs autres Etats membres;
- 2° De déterminer quelles professions réglementées lesdits titulaires peuvent exercer en Communauté française;
- 3° De déterminer à quels titres correspondent en Communauté française leurs qualifications professionnelles;
- 4° De déterminer les mesures de compensation auxquelles, le cas échéant, ils doivent se soumettre.

§ 2. La Commission visée au § 1^{er} est composée comme suit :

- Un président : le directeur général de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique;
- Un président suppléant : le directeur général adjoint du service général de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique;
- Les membres effectifs et membres suppléants suivants :
 - 1° Un agent et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique et nommés à titre définitif;
 - 2° Deux agents et leurs suppléants, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française et nommés à titre définitif;
 - 3° Deux agents et leurs suppléants, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné et nommés à titre définitif;
 - 4° Un membre et son suppléant choisis par le Gouvernement parmi les inspecteurs de l'enseignement secondaire du degré inférieur, nommés à titre définitif;
 - 5° Un membre et son suppléant choisis par le Gouvernement parmi les inspecteurs de l'enseignement secondaire du degré supérieur, nommés à titre définitif;
 - 6° Un membre et son suppléant par organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française; ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition de leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés à titre définitif;
 - 7° Un membre et son suppléant par organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux; ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition des organes de représentation, chacun en ce qui le concerne;
 - 8° Un membre et son suppléant représentant les universités et proposés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française;
 - 9° Un membre et son suppléant représentant les Hautes Ecoles et proposés par le Conseil général des Hautes Ecoles.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement, pour un terme de quatre ans renouvelable.

§ 3. La Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement peut solliciter l'avis d'experts.

§ 4. Les modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement sont fixées par le Gouvernement.

Art. 9. Si, préalablement à l'examen de la demande de reconnaissance introduite par un titulaire de qualifications professionnelles visées à l'article 8, le Président de la Commission mentionnée au même article constate que ladite demande est visée par un des cas décrits à l'article 7, § 1^{er}, il sollicite l'avis du Service général de l'inspection.

Le Service général de l'Inspection établit une liste des matières qui, sur base d'une comparaison entre la formation requise en Communauté française et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par les qualifications professionnelles dont ce dernier fait état.

Dans un délai de quarante jours calendrier à dater de l'envoi du dossier au Service général de l'Inspection, celui-ci transmet à la Commission ladite liste.

La Commission, éventuellement assistée d'un (de) membre(s) du Service général de l'Inspection invité(s) à siéger à titre d'expert(s), choisit parmi cette liste les matières dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer en Communauté française la profession réglementée pour laquelle la demande de reconnaissance est introduite.

En l'absence de réponse du Service général de l'Inspection ou en cas de réponse hors délai, la Commission fixe elle-même les matières dont la connaissance est une condition essentielle pour pouvoir exercer en Communauté française la profession réglementée pour laquelle la demande de reconnaissance est introduite.

Le Gouvernement notifie au demandeur les mesures de compensation auxquelles il doit se soumettre, soit, à son choix, une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation.

Si le demandeur choisit l'épreuve d'aptitude, le contrôle de ses connaissances dans les matières retenues par la Commission est réalisé par la présentation des examens relatifs auxdites matières auprès d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française de son choix. Ce contrôle doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans son Etat membre d'origine ou de provenance. La déontologie applicable aux activités concernées en Communauté française peut également être reprise dans ces matières.

Les résultats des examens auxquels a été soumis le requérant sont communiqués au Président de la Commission par les autorités de l'établissement d'enseignement concerné.

Si le demandeur choisit le stage d'adaptation, il s'engage à suivre dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française de son choix la partie de la formation correspondant aux matières retenues par la Commission et incluant obligatoirement un stage pratique d'exercice de la profession réglementée en situation réelle. La durée de ce dernier doit être comprise entre 90 et 300 heures. L'évaluation de cette formation est

réalisée à l'occasion du stage pratique en situation réelle par les services d'inspection de l'enseignement qui en communiquent les résultats au Président de la Commission. Après avoir pris connaissance des résultats susmentionnés, le Président, au nom de la Commission, remet un avis au Gouvernement.

Art. 10. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, sont abrogés les articles *2bis*; 3, alinéas 3 et 4; *4bis*; *4ter* et *4quater*.

Art. 11. L'article 10*ter*, § 2, 2° de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure de l'enseignement supérieur est remplacé par la disposition suivante :

« 2° correspondants en application de l'article 62, alinéa 1^{er}, 1° du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. ».

Art. 12. A l'article 6, § 5, 2°, lettre *c*), 2^e tiret de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les termes « des articles 3, alinéas 3 et 4; *4bis*; *4ter* et *4quater* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements », sont remplacés par les termes « du titre I du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement. ».

Art. 13. A l'article 6, § 4, 2°, lettre *c*), 2^e tiret l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, les termes « des articles 3, alinéas 3 et 4; *4bis*; *4ter* et *4quater* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements », sont remplacés par les termes « du titre I du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement. ».

Art. 14. A l'article 6, § 4, 2°, lettre *c*), 2^e tiret de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, les termes « des articles 3, alinéas 3 et 4; *4bis*; *4ter* et *4quater* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements », sont remplacés par les termes « du titre I^{er} du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement. ».

Art. 15. A l'article 6, § 4, 2°, lettre *c*), 2^e tiret de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, les termes « des articles 3, alinéas 3 et 4; *4bis*; *4ter* et *4quater* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements », sont remplacés par les termes « du titre I du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement. ».

Art. 16. L'article 4, § 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les titres de capacité visés au paragraphe 1^{er} peuvent aussi être des titres étrangers reconnus équivalents en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités. ».

Art. 17. L'article 82, § 3 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les titres de capacité visés au paragraphe 1^{er} peuvent aussi être des titres étrangers reconnus équivalents en application de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités. ».

TITRE II. — Dispositions modificatives diverses

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'enseignement en immersion linguistique et en immersion en langue des signes

Art. 18. A l'arrêté royal du 14 avril 1964 déterminant les modalités de fixation des subventions-traitements aux membres du personnel des établissements officiels subventionnés d'enseignement moyen et normal, porteurs de titres de capacités jugés suffisants, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 1^{er}bis, inséré par le décret du 17 juillet 2003, est abrogé;

2° Il est inséré un article 3bis rédigé comme suit :

« Article 3bis. Les titres jugés suffisants pour les fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé à l'article 3 du présent arrêté, délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé à l'article 3 du présent arrêté, délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé à l'article 3 du présent arrêté, complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent d'au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé à l'article 3 du présent arrêté, complété par le certificat de la connaissance approfondie de la langue de l'immersion (CCALI);

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé à l'article 3 du présent arrêté, complété par le certificat de la connaissance approfondie de la langue néerlandaise (CCALN);

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé à l'article 3 du présent arrêté, complété par le certificat de la connaissance approfondie de la langue allemande (CCALA). ».

Art. 19. A l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 1^{er}bis, inséré par le décret du 17 juillet 2003, est abrogé;

2° L'article 4, abrogé par l'arrêté royal du 30 juillet 1975, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 4. Les titres jugés suffisants pour les fonctions de membre du personnel enseignant chargé des cours en immersion linguistique sont fixés comme suit :

1° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé aux articles 2 et 3 du présent arrêté, délivré dans la langue de l'immersion;

2° Le titre étranger équivalent au titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé aux articles 2 et 3 du présent arrêté, délivré dans la langue de l'immersion;

3° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé aux articles 2 et 3 du présent arrêté, complété par un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré dans la langue de l'immersion ou par un titre étranger équivalent d'au moins à ce certificat délivré dans la langue de l'immersion;

4° Le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé aux articles 2 et 3 du présent arrêté, complété par le certificat de la connaissance approfondie de la langue de l'immersion (CCALI);

5° Pour les cours d'immersion en langue néerlandaise, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé aux articles 2 et 3 du présent arrêté, complété par le certificat de la connaissance approfondie de la langue néerlandaise (CCALN);

6° Pour les cours d'immersion en langue allemande, le titre jugé suffisant pour exercer la fonction correspondante hors immersion linguistique fixé aux articles 2 et 3 du présent arrêté, complété par le certificat de la connaissance approfondie de la langue allemande (CCALA). ».

Art. 20. A l'article 7, point 7, lettre b) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 1993 et modifié par les décrets du 13 juillet 1998, du 17 juillet 2003, du 17 décembre 2003 et du 11 mai 2007, le 1^{er} tiret est complété par les termes suivants : « et à l'article 24 du décret du 3 février 2006 relatif à l'organisation des examens linguistiques. »

Art. 21. A l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 6, § 5, 2°, lettre b), les termes « de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par les termes « de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités »;

2° L'article 6, § 5, 2° est complété par un lettre d) rédigé comme suit :

« d) pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger pour lequel une demande a été transmise régulièrement à l'instance administrative compétente en vue d'obtenir une habilitation à enseigner des cours en immersion linguistique en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion. »;

3° L'article 6, § 6, alinéa 3 est complété par les termes « et d). »;

4° L'article 11ter est abrogé.

Art. 22. A l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 6, § 4, 2°, *littera b)*, les termes « de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par les termes « de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités »;

2° L'article 6, § 4, 2° est complété par un *littera d)* rédigé comme suit :

« *d)* pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger pour lequel une demande a été transmise régulièrement à l'instance administrative compétente en vue d'obtenir une habilitation à enseigner des cours en immersion linguistique en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion. »;

3° L'article 6, § 5, alinéa 3 est complété par les termes « *et d)* ».

Art. 23. A l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 6, § 4, 2°, *littera b)*, les termes « de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par les termes « de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités »;

2° L'article 6, § 4, 2° est complété par un *littera d)* rédigé comme suit :

« *d)* pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger pour lequel une demande a été transmise régulièrement à l'instance administrative compétente en vue d'obtenir une habilitation à enseigner des cours en immersion linguistique en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion. »;

3° L'article 6, § 6, alinéa 3 est complété par les termes « *et d)* ».

Art. 24. A l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 6, § 4, 2°, *littera b)*, les termes « de l'article 36, alinéa 4 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques » sont remplacés par les termes « de l'article 43 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités ».

2° L'article 6, § 4, 2° est complété par un *littera d)* rédigé comme suit :

« *d)* pour considérer comme titre jugé suffisant du groupe B, un titre obtenu à l'étranger pour lequel une demande a été transmise régulièrement à l'instance administrative compétente en vue d'obtenir une habilitation à enseigner des cours en immersion linguistique en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à la procédure d'examen des demandes d'habilitation à enseigner en langue d'immersion. »;

3° L'article 6, § 5, alinéa 3 est complété par les termes « *et d)* »;

Art. 25. Dans l'article 4, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécialisé et primaire spécialisé, modifié par le décret du 11 mai 2007, les termes « *11bis* et *11ter* » sont remplacés par les termes « *et 11bis* ».

Art. 26. A l'article 2, § 1^{er} du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement, modifié par le décret du 11 mai 2007, les termes « de l'article *11bis* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, de l'article *11bis* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, de l'article *11bis* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale » sont remplacés par les termes « de l'article *11ter* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, de l'article *11ter* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, de l'article *11ter* de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale ».

Art. 27. Au décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré un chapitre *VIIbis* « De la rémunération des fonctions en immersion » libellé comme suit :

« CHAPITRE *VIIbis*. — De la rémunération des fonctions en immersion

Art. 30bis. Les membres du personnel enseignant chargés des cours en immersion bénéficient de l'échelle de traitement à laquelle leur titre de capacité de base, hors compétence linguistique particulière requise en la matière, leur donnerait droit s'ils exerçaient la fonction correspondante dans l'enseignement organisé en langue française. ».

2° L'article 36 est remplacé par un article 36 rédigé comme suit :

« Article 36. Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire, désignés en qualité de temporaire prioritaire, nommés ou engagés à titre définitif, avant l'entrée en vigueur du présent décret, dans une fonction de membre du personnel chargé de cours en immersion linguistique, restent, tant sur le plan administratif que sur le plan pécuniaire, soumis aux dispositions qui leur étaient applicables jusque là, lorsque celles-ci leur sont plus favorables. ».

Art. 28. A l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, le point 20°, supprimé par le décret du 11 mai 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 20° Classe bilingue français-langue des signes : classe au sein de laquelle une partie des élèves bénéficie d'un enseignement en langue française pendant que simultanément des élèves sourds ou malentendants bénéficient d'un apprentissage en immersion en langue des signes et en français écrit; ».

Art. 29. L'article 3 du même décret est modifié comme suit :

- a) Les alinéas 1^{er} à 4 forment le § 1^{er};
- b) Un § 2 libellé comme suit est inséré :

« § 2. Dans les classes bilingues français-langue des signes, pour les élèves sourds, l'horaire comprend 2 périodes supplémentaires réservées au cours de langue des signes et de culture des Sourds. »

Art. 30. A l'article 4 du même décret, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, il est inséré un nouvel alinéa 2 libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans les classes bilingues français-langue des signes, pour les élèves sourds, l'horaire comprend 2 périodes supplémentaires réservées au cours de langue des signes et de culture des Sourds. »

Art. 31. L'article 13 du même décret est complété par un § 4 rédigé de la manière suivante :

« § 4. A partir du 1^{er} septembre 2014, le titre requis pour la fonction, respectivement, d'instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes et d'instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes, comprend, outre les éléments visés aux §§ précédents, une formation de 480 périodes visant l'acquisition de compétences en matière de bilinguisme oral-écrit, dont le Gouvernement approuve le contenu sur proposition de l'Institut de la Formation en cours de carrière. »

Art. 32. Dans le chapitre II du même décret est insérée une section *3bis* rédigée comme suit :

« Section *3bis*. — De l'apprentissage par immersion en langue des signes et en français écrit en classes bilingues français-langue des signes

Art. *13bis*. § 1^{er}. Sur demande du chef d'établissement, après avoir pris l'avis du conseil de participation visé à l'article 3, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou à défaut de l'instance de concertation locale, ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française, le Gouvernement peut autoriser une école à organiser l'ensemble des cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans le cadre de classes bilingues français-langue des signes.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un pouvoir organisateur à assurer dans une des écoles ou implantations qu'il organise l'ensemble des cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans le cadre de classes bilingues français-langue des signes. La demande est accompagnée de l'avis du conseil de participation visé à l'article 3 et du résultat de la consultation préalable de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise, ou à défaut, de l'instance de concertation locale, ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Par école concernée, au moins un tiers des enseignants en langue des signes en classes bilingues français-langue des signes est de culture sourde. Au moins un de ces enseignants de culture sourde est affecté aux classes de l'enseignement maternel.

Lorsqu'une école ou une implantation organise des classes bilingues français-langue des signes, cette organisation est intégrée dans le projet d'établissement.

§ 2. L'élève aborde l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes au niveau de la première année de l'enseignement maternel.

Par dérogation à l'alinéa précédent, une commission créée au sein de l'établissement, qui comprend au moins le directeur et les instituteurs qui ont en charge l'année concernée, peut autoriser un élève à aborder cet apprentissage dans une autre année pour autant qu'il apporte la preuve d'une maîtrise des compétences nécessaires.

Une école fondamentale qui commence à organiser l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes le fait de manière progressive du début de l'enseignement maternel à la sixième année de l'enseignement primaire et garantit qu'un élève ayant entamé l'apprentissage par immersion puisse poursuivre cet apprentissage durant la suite de sa scolarité primaire au sein du même établissement.

Art. *13ter*. § 1^{er}. Dans l'enseignement maternel, l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes est assuré par un instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes.

Dans l'enseignement primaire, l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes est assuré par un instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes.

§ 2. Pour l'application des articles 24, § 1^{er}, alinéa 2 et 34, § 2 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et de l'article *29bis*, § 4 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les services prestés avant le 1^{er} février 2009 par les membres du personnel désignés ou engagés à charge d'un pouvoir organisateur, porteurs du titre requis respectivement pour la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes ou d'instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes, sont réputés l'avoir été dans la fonction respectivement d'instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes ou d'instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes.

Les services prestés avant le 1^{er} février 2009 par les membres du personnel désignés ou engagés à charge d'un pouvoir organisateur, non porteurs du titre requis conformément à l'alinéa 1^{er}, sont réputés l'avoir été dans la fonction respectivement d'instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes ou d'instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes, et avoir obtenu une dérogation visée à l'article 6, § 5, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, par année scolaire complète prestée. »

Art. 33. A l'article 29 du même décret, il est ajouté un § 3 libellé comme suit :

« § 3. Pour les classes bilingues français-langue des signes, aux périodes calculées selon le § 1^{er}, s'ajoutent :

- a) 6 périodes par élève sourd ou malentendant fréquentant une classe bilingue français-langue des signes;
- b) 2 périodes par classe bilingue français-langue des signes réservées au cours de langue des signes et de culture des Sourds.

Les périodes allouées pour l'organisation de classes bilingues français-langue des signes en vertu de l'alinéa 1^{er} ne sont en aucun cas considérées comme des périodes du capital-périodes obtenu en application des articles 29 à 32 et 34 du présent décret ».

Art. 34. A l'article 41 du même décret, il est ajouté un § 3 libellé comme suit :

« § 3. Pour les classes bilingues français-langue des signes, aux périodes calculées selon le § 1^{er}, s'ajoutent :

- a) 6 périodes par élève sourd ou malentendant fréquentant une classe bilingue français-langue des signes;
- b) 2 périodes par classe bilingue français-langue des signes réservées au cours de langue des signes et de culture des Sourds.

Les périodes allouées pour l'organisation de classes bilingues français-langue des signes en vertu de l'alinéa 1^{er} ne sont en aucun cas considérées comme des périodes du capital-périodes obtenu en application des articles 29 à 32 et 34 du présent décret. ».

CHAPITRE II

Du congé pour exercer provisoirement une fonction dans l'enseignement ou un centre psycho-médico-social

Art. 35. Dans l'intitulé du chapitre VII de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que rétabli par le décret du 1^{er} juillet 2005, les termes « l'enseignement universitaire » sont complétés par les termes « , et les centres psycho-médico-sociaux ».

Art. 36. Dans l'article 23 du même arrêté royal, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les termes « l'enseignement universitaire » sont complétés par les termes « , ou dans les centres psycho-médico-sociaux »;

2° Dans le dernier alinéa le terme « article » est remplacé par le terme « paragraphe »;

3° Il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Un congé peut être accordé par le Gouvernement aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement une fonction dans l'enseignement de la Communauté germanophone ou dans un centre psycho-médico-social de la Communauté germanophone.

Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service. Il peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour une partie de celles-ci. ».

Art. 37. Dans l'intitulé du chapitre III de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que rétabli par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 1998, les termes dans l'enseignement » sont complétés par les termes « et les centres psycho-médico-sociaux ».

Art. 38. Dans l'article 14 du même arrêté royal, tel que rétabli par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « l'enseignement universitaire » sont complétés par les termes « , ou dans les centres psycho-médico-sociaux »;

2° Il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Un congé peut être accordé par le Gouvernement aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement une fonction dans l'enseignement de la Communauté germanophone ou dans un centre psycho-médico-social de la Communauté germanophone.

Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service. Il peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour une partie de celles-ci. ».

Art. 39. L'article 61bis de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel qu'inséré par le décret du 13 décembre 2007, est complété par un § 4 libellé comme suit :

« § 4. Un congé peut être accordé par le Gouvernement aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} pour exercer provisoirement une fonction dans l'enseignement de la Communauté germanophone ou dans un centre psycho-médico-social de la Communauté germanophone.

Ce congé n'est pas rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service. Il peut être accordé pour toutes les prestations que le membre du personnel exerce à titre définitif ou pour une partie de celles-ci. »

CHAPITRE III

De l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Art. 40. L'article 4, § 4, du décret du 2 juin 1998, organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, dont le texte actuel forme l'alinéa 1^{er}, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les règles d'approbation des programmes de cours. ».

Art. 41. A l'article 12, § 1^{er}, 1^o, littéra a) du même décret, les termes « pour les élèves âgés de moins de 12 ans et 3 périodes pour les élèves âgés de 12 ans au moins » sont supprimés.

Art. 42. A l'article 35 du même décret, remplacé par le décret du 17 juillet 2003, l'alinéa 2, 1^o est remplacé comme suit :

« 1^o pour le domaine de la musique :

- 280 périodes-année par groupes complets de 4 élèves pour les élèves inscrits dans le 2^e degré;
- 360 périodes-année par groupes complets de 3 élèves pour les élèves inscrits dans le 3^e degré. ».

Art. 43. A l'article 51 du même décret, modifié par le décret du 17 juillet 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 3 est complété de la manière suivante :

« 19° professeur de formation vocale jazz;

20° professeur de musique électroacoustique; »

2° Le § 4 est complété par un point 8° rédigé comme suit :

« 8° professeur de formation pluridisciplinaire. ».

Art. 44. A l'article 106 du même décret :

1° Le point 1° est remplacé comme suit :

« 1° professeur de formation musicale :

a) Titres requis :

- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur délivré dans une spécialité de l'enseignement musical et complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- Diplôme de licencié, section écriture et théorie musicale, option formation musicale, complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- Diplôme de master à finalité didactique, section écriture et théorie musicale, option formation musicale;
- Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie, section écriture et théorie musicale, option formation musicale, complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- Diplôme de bachelier en formation musicale ou en éducation musicale, délivré au terme de l'Enseignement supérieur artistique de type court;
- Diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en formation musicale ou en éducation musicale (AESI).

b) Titres jugés suffisants :

- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur délivré dans une spécialité de l'enseignement musical;
- Diplôme de licencié, section écriture et théorie musicale, option formation musicale;
- Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie, section écriture et théorie musicale, option formation musicale.

c) Titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement :

- DAPE du solfège préparatoire;
- DAPE du solfège ordinaire;
- DAPE du solfège de perfectionnement;
- CAPE de la formation musicale;
- AESI en formation musicale ou en éducation musicale;
- AESS du domaine de la musique. ».

2° Un nouveau point 18° rédigé comme suit est inséré :

« 18° professeur de formation vocale jazz :

a) Titres requis :

- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur de formation vocale, chant jazz, complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- Diplôme de licencié en musique, section jazz et musiques légères, option chant, complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- Diplôme de master à finalité didactique en musique, section jazz et musiques légères, option chant;
- Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie en musique, section jazz et musiques légères, option chant, complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- La reconnaissance d'expérience utile complétée par un titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants :

- Diplôme de l'enseignement artistique supérieur de formation vocale, chant jazz;
- Diplôme de licencié en musique, section jazz et musiques légères, option chant;
- Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie en musique, section jazz et musiques légères, option chant;
- La reconnaissance d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique :

- CAPE de formation vocale, jazz;
- AESS du domaine de la musique. »

3° Un nouveau point 19° rédigé comme suit est inséré :

« 19° professeur de musique électroacoustique :

a) Titres requis :

- Diplôme de master à finalité didactique en musique électroacoustique;
- Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie en musique électro-acoustique complété par un titre d'aptitude pédagogique;
- Diplôme de licencié en musique électroacoustique complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de l'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur délivré dans une autre spécialité complété par la reconnaissance d'expérience utile et un titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants :

— Licence en musique électroacoustique;

— Diplôme de l'enseignement supérieur artistique ou artistique supérieur délivré dans une autre spécialité complété par la reconnaissance d'expérience utile.

c) Titres d'aptitude pédagogique :

— CAPE de musique électroacoustique;

— AESS du domaine de la musique. « .

Art. 45. A L'article 107 du même décret, un point 8° rédigé comme suit est inséré :

« 8° Professeur de formation pluridisciplinaire :

a) Titres requis :

— Diplôme de l'enseignement artistique supérieur de déclamation, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'art dramatique, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de l'enseignement artistique du 3e degré délivré dans la spécialité « théâtre », complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de l'enseignement supérieur artistique du type court délivré dans la spécialité « Interprétation dramatique », complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur du domaine du théâtre et des arts de la parole;

— Diplôme de licencié du domaine du théâtre et arts de la parole, option art dramatique ou art oratoire, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de licencié du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de master à finalité didactique du domaine du théâtre et arts de la parole, option art dramatique ou art oratoire;

— Diplôme de master à finalité spécialisée ou finalité approfondie ou sans finalité spécifique du domaine du théâtre et arts de la parole, option art dramatique ou art oratoire, complété par un titre d'aptitude pédagogique;

— Diplôme de master à finalité didactique du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication;

— Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie, ou sans finalité spécifique, du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication, complété par un titre d'aptitude pédagogique.

b) Titres jugés suffisants :

— Diplôme de l'enseignement artistique supérieur de déclamation;

— Diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'art dramatique;

— Diplôme de l'enseignement artistique du 3e degré délivré dans la spécialité « Théâtre »;

— Diplôme de l'enseignement supérieur artistique du type court délivré dans la spécialité « Interprétation dramatique »;

— Diplôme de licencié du domaine du théâtre et arts de la parole, option art dramatique ou art oratoire;

— Diplôme de licencié du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication;

— Diplôme de master à finalité spécialisée ou finalité approfondie ou sans finalité spécifique du domaine du théâtre et arts de la parole, option art dramatique ou art oratoire;

— Diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie, ou sans finalité spécifique, du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, option interprétation dramatique ou théâtre et techniques de communication.

c) Titres d'aptitude pédagogique :

— DAPE du français parlé;

— CAPE de diction-déclamation;

— CAPE d'art dramatique;

— CAPE de formation pluridisciplinaire du domaine des arts de la parole et du théâtre;

— AESS du domaine des arts du spectacle et technique de diffusion et de communication;

— AESS du domaine du théâtre et des arts de la parole. ».

Art. 46. A l'article 112, alinéa 1^{er} du même décret, le point 3) est remplacé par un point 3° rédigé de la manière suivante :

« 3° six membres choisis parmi : les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement artistique nommés ou engagés à titre définitif, les membres du service de l'Inspection de l'enseignement artistique et les titulaires d'un diplôme universitaire en psychopédagogie ou en sciences de l'éducation.

Trois de ces membres sont désignés par le pouvoir organisateur et trois par le Gouvernement ou son délégué sur proposition de l'inspection de l'enseignement artistique pour le domaine concerné.

Pour chaque catégorie de membres choisis, deux suppléants sont proposés.

Parmi les six membres visés à l'alinéa 1^{er}, sont désignés au maximum un membre du service de l'Inspection de l'enseignement artistique et au maximum un titulaire d'un diplôme universitaire en psychopédagogie ou en sciences de l'éducation. ».

Art. 47. Les services accomplis avant l'entrée en vigueur du présent décret par les professeurs de formation musicale détenteurs du diplôme de bachelier en formation musicale ou en éducation musicale, délivré au terme de l'Enseignement supérieur artistique de type court ou du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en formation musicale ou en éducation musicale (AESI), sont assimilés, pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et des articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, aux services rendus par les professeurs de formation musicale porteurs du titre requis.

Art. 48. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 complété par le décret du 2 juin 2006 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les termes « secondaire artistique à horaire réduits » sont insérés entre les termes « en alternance » et les termes « et de promotion sociale. ».

CHAPITRE IV. — *Du remplacement des puéricultrices*

Art. 49. Dans l'article 24 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le remplacement d'un puériculteur nommé titre définitif absent ou de son remplaçant est soumis aux mêmes conditions que le remplacement des membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental ordinaire. »

Art. 50. Dans l'article 34 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le remplacement d'un puériculteur nommé à titre définitif absent ou de son remplaçant est soumis aux mêmes conditions que le remplacement des membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental ordinaire. »

Art. 51. Dans l'article 44 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le remplacement d'un puériculteur nommé à titre définitif absent ou de son remplaçant est soumis aux mêmes conditions que le remplacement des membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental ordinaire. »

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires statutaires relatives à l'enseignement spécialisé subventionné par la Communauté française*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 52. Le présent chapitre s'applique à l'ensemble des situations statutaires qui découlent ou ont découlé des réformes successives de l'organisation de l'enseignement secondaire professionnel spécialisé de forme 3.

Art. 53. Les effets de droit visés aux articles 54, 56, 57 et 58 sont limités à l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2 et 3.

Section II. — Des membres du personnel définitifs

Art. 54. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction dont relevait un cours avant l'entrée en vigueur du présent chapitre, est réputé nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction dont relève dorénavant ledit cours conformément à l'annexe au présent décret.

Art. 55. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, conserve le bénéfice de cette reconnaissance pour la spécialité considérée dans l'exercice de sa nouvelle fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} conserve le bénéfice de la rémunération attachée à sa fonction d'origine, sauf si la rémunération afférente à la fonction d'origine lui procure une rémunération moins élevée.

Section III. — Des membres du personnel temporaires

Art. 56. Pour l'application des articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les services rendus dans la fonction dont relevait le cours avant l'entrée en vigueur du présent chapitre par le membre du personnel, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) dont relève désormais le cours en vertu de l'annexe au présent décret. Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2008/2009, les membres du personnel sont réputés avoir introduit leur candidature dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 34 et 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Art. 57. Pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les services rendus dans la fonction dont relevait le cours avant l'entrée en vigueur du présent chapitre par le membre du personnel, sont réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) dont relève désormais le cours en vertu de l'annexe au présent décret. Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2008/2009, les membres du personnel sont réputés avoir introduit leur candidature dans les formes et délais prescrits aux mêmes articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 précité.

Art. 58. Les dérogations acquises avant l'entrée en vigueur du présent chapitre par le membre du personnel dans un (des) cours visé(s) à l'annexe, en application de l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial, sont réputées avoir été également acquises dans la (ou une des) fonction(s) dont relève désormais le cours conformément à l'annexe du présent décret.

Art. 59. Le membre du personnel temporaire qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle, conserve le bénéfice de cette reconnaissance pour la spécialité considérée dans l'exercice de sa nouvelle fonction de professeur de cours techniques, ou de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle.

CHAPITRE VI. — *De la médiation scolaire et de la discrimination positive*

Art. 60. Dans l'article 32 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, l'alinéa 3 est remplacé par un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« A défaut de présentation à la convocation visée à l'alinéa 1^{er} et chaque fois qu'il l'estime utile, le chef d'établissement délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation, un médiateur visé au chapitre V du présent décret moyennant l'accord préalable des coordonnateurs du service de médiation scolaire ou, sollicite le directeur de centre psycho-médico-social, afin qu'un membre du personnel de ce centre accomplisse cette mission. Le délégué établit un rapport de visite à l'attention du chef d'établissement. Le Gouvernement peut préciser les modalités de la visite. »

Art. 61. Dans le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, il est inséré un article 4*bis* formulé comme suit :

« Article 4*bis*. Par dérogation à l'article 4, les listes des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, en ce compris les établissements ou implantations d'enseignement secondaire prioritaires, pour l'année scolaire 2009-2010 sont celles des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, en ce compris les établissements ou implantations d'enseignement secondaire prioritaires, pour l'année scolaire 2008-2009.

Le prochain classement par l'Administration des implantations de l'enseignement fondamental et des établissements ou implantations de l'enseignement secondaire tel que visé au § 2 du même article et l'établissement des listes tel que visé au § 4 du même article seront réalisés au plus tard le 1^{er} octobre 2009.

La durée des projets trisannuels visés à l'article 8, § 2, à l'article 11, § 3 et à l'article 12, § 1^{er}, est automatiquement portée de trois à quatre années, soit l'année scolaire 2009-2010 comprise, les moyens humains et de fonctionnement attribués dans ce cadre étant prolongés également. »

CHAPITRE VII. — *De l'inspection*

Art. 62. Dans l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 1995 portant création d'un Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007, les termes « d'un Inspecteur coordonnateur des Centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés par les termes « de l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux et de l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale. »

Art. 63. Dans l'article 10, § 4, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des Conseillers pédagogiques, les termes « et 2°, a), b), e), g) » sont remplacés par les termes « , 2° ».

Art. 64. Dans l'article 53 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 4, les termes « Sans préjudice de l'alinéa suivant, » sont insérés avant les termes « Lorsque l'épreuve sanctionne »;

2° L'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5.

« Lorsque le nombre de membres du personnel définitifs relevant du Service de l'Inspection visé à l'alinéa précédent est insuffisant pour constituer le jury conformément à cet alinéa, l'Inspecteur général coordonnateur est membre du jury. »

Art. 65. L'article 88 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Nul n'est admis à la formation visée à l'alinéa 1^{er}, 6° s'il ne remplit, à la date d'introduction de la demande de participation, les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°. ».

Art. 66. L'article 162 du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques est remplacé par la disposition suivante :

« Article 162. § 1^{er}. Sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur en cause les membres du personnel qui, à quelque titre que ce soit, occupent un emploi vacant d'une fonction de promotion d'inspecteur, pour autant qu'ils répondent aux conditions suivantes :

a) Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) Etre de conduite irréprochable;

c) Jouir des droits civils et politiques;

d) Avoir satisfait aux lois sur la milice;

e) Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

f) Etre nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

g) Compter une ancienneté de service de quinze ans au moins;

h) Compter une ancienneté de fonction de dix ans au moins;

i) Ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes.

§ 2. Le(s) membre(s) du personnel visé au § 1^{er} qui ne remplissent pas toutes les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une nomination à titre définitif en vertu de cette disposition, sont réputés désignés à titre provisoire dans la fonction d'inspecteur en cause. ».

CHAPITRE VIII. — *Modification au décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences*

Art. 67. A l'article 57 du décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences, les termes « , respectivement à la première année B et » sont supprimés.

Art. 68. Les conséquences statutaires liées à l'application de l'article précédent ne sortent leurs effets qu'à partir du 1^{er} février 2009.

CHAPITRE IX. — *Du congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse*

Art. 69. Dans l'article 8*bis* de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, tel que remplacé par le décret du 8 mai 2003, l'alinéa 1^{er} est complété par les termes « ou lorsqu'ils accueillent un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil ».

Art. 70. Dans l'article 13*bis* de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que remplacé par le décret du 8 mai 2003, l'alinéa 1^{er} est complété par les termes « ou en vue de l'accueil d'un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil ».

Art. 71. Dans l'article 13 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que remplacé par le décret du 8 mai 2003, l'alinéa 1^{er} est complété par les termes « ou en vue de l'accueil d'un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil ».

Art. 72. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 14 octobre 1985 relatif aux congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse, octroyés aux membres du personnel subventionnés des centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés, l'alinéa 1^{er} est complété par les termes « ou en vue de l'accueil d'un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil ».

CHAPITRE X. — *Des congés des membres des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 73. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 11 juin 1981 relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux et office d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés, les termes « la moitié » sont remplacés par les termes « au moins la moitié ».

Art. 74. Dans l'article 2, 3^e de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, les termes « la moitié » sont remplacés par les termes « au moins la moitié ».

CHAPITRE XI. — *Du congé pour activités sportives*

Art. 75. § 1^{er}. Le présent chapitre est applicable aux membres du personnel, en activité de service, visés par :

1° L'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° La loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

3° L'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française;

4° L'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux;

5° Le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

6° Le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

7° Le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

8° Le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnel, droits et devoirs des étudiants);

9° Le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

10° Le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés;

11° Le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

12° Le Titre I^{er} du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion;

13° Le décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le présent chapitre n'est pas applicable aux membres du personnel :

1° Titulaires d'une des fonctions visées à l'article 6, E, c), 27. et F, c), 10., à l'article 6^{ter}, 6°, a), à l'article 7, c), 12. lorsque cette fonction est exercée au sein d'un internat autonome ou d'un home d'accueil, à l'article 7, c), 13., et à l'article 10 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° Titulaires d'une des fonctions visées à l'article 2, § 1^{er}, 3. et 4. de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux;

3° Titulaires d'une des fonctions visées aux articles 3 et 4, 1°, 2°, 4°, 5° et 6° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection;

4° Titulaires d'une des fonctions visées à l'article 5, C du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

5° Aux titulaires d'une des fonctions visées aux articles 69, 6° et 75, 4° du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

6° Aux titulaires de la fonction visée à l'article 2, 2°, a) du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

7° Aux titulaires de la fonction visée à l'article 6, 2°, a) du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.

Art. 76. Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

1° « Décret du 8 décembre 2006 » : le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

2° « Manifestation sportive » : les Jeux Olympiques, les Jeux Paralympiques, les Championnats du Monde ou d'Europe, les Universiades ainsi que toute compétition y assimilée par le Gouvernement après avis du Service du Ministère de la Communauté française désigné par le Gouvernement, compte tenu de la notoriété et du niveau de la compétition;

3° « Sportif de haut niveau » : le sportif reconnu comme tel en application de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret du 8 décembre 2006;

4° « Arbitre international » : le membre du personnel affilié à une fédération sportive reconnue en application du décret du 8 décembre 2006 et/ou gérant une discipline olympique, et ce en tant qu'arbitre, juge-arbitre, juge ou assimilé et qui est appelé à exercer ses activités à l'occasion d'une manifestation sportive.

Art. 77. A sa demande, il peut être accordé un congé pour activités sportives au membre du personnel visé à l'article 75 qui a la qualité de sportif de haut niveau ou d'arbitre international, en vue de sa participation et/ou de sa préparation à la participation à une manifestation sportive.

Peut également se voir accorder, à sa demande, un congé pour activités sportives, le membre du personnel visé à l'article 75 qui assure l'encadrement sportif et/ou physique et/ou psychologique d'un sportif de haut niveau.

Le congé visé au présent article est accordé pour le temps de la participation et/ou de la préparation à la participation du sportif de haut niveau ou de l'arbitre international à la manifestation sportive concernée.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

La demande est introduite conformément à la procédure décrite à l'article 79.

Art. 78. La durée du congé pour activités sportives ne peut excéder, en une ou plusieurs périodes, trente jours ouvrables, selon le cas, par année scolaire, par année académique ou par exercice.

Par jours ouvrables, il y a lieu d'entendre les jours de scolarité et, en ce qui concerne les centres PMS, les jours de fonctionnement.

Pour les membres du personnel visés à l'article 75, désignés ou engagés à titre temporaire, le congé prend en tout cas fin au plus tard au moment où la désignation ou l'engagement à titre temporaire prend fin.

Art. 79. Dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française, la demande de congé pour activités sportives est introduite, par la voie hiérarchique, auprès du Gouvernement par le membre du personnel.

Dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française, la demande de congé pour activités sportives est introduite par le membre du personnel auprès du pouvoir organisateur dont il relève.

La demande est accompagnée de l'avis de la fédération sportive concernée et du Service du Ministère de la Communauté française visé à l'article 76, 2°.

Elle doit être introduite au moins trente jours avant le début du congé et mentionner la date à laquelle le congé sollicité prend cours ainsi que la durée de celui-ci.

Art. 80. Dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française, le congé est accordé par le Gouvernement. Dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française, le congé est accordé par le pouvoir organisateur qui le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 81. Il est mis fin d'office au congé pour activités sportives à la date à laquelle le membre du personnel perd la qualité de sportif de haut niveau ou d'arbitre international. Pour des raisons exceptionnelles dûment motivées, il peut également être mis fin au congé pour activités sportives avant l'expiration de son terme, à la demande de l'intéressé. La demande est introduite selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 79, alinéas 1^{er} à 3.

Art. 82. Lorsqu'il est procédé au remplacement du membre du personnel qui a obtenu un congé pour activités sportives en application du présent chapitre, ce remplacement est effectué par priorité par un ou plusieurs membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge selon les dispositions applicables en la matière. Dans les emplois de sélection et de promotion, le membre du personnel peut toutefois être remplacé temporairement par un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de recrutement qui donne accès à la fonction de sélection ou de promotion. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa 1^{er} s'appliquent à l'emploi de recrutement temporairement abandonné.

Sans préjudice des alinéas 1^{er} et 2, le remplacement s'effectue dans le respect des règles statutaires relatives au recrutement ainsi que dans le respect des conditions de subventionnement.

CHAPITRE XII

Du congé pour don d'organes ou de tissus dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux

Art. 83. Dans l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, il est inséré un article 4^{ter} libellé comme suit :

« Article 4^{ter}. Le membre du personnel peut obtenir un congé pour don d'organes ou de tissus. Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

La durée de ce congé correspond à celle de l'hospitalisation et de la convalescence éventuellement requise. Sont également couvertes les absences justifiées par les examens médicaux préalables.

Un certificat médical atteste de la durée nécessaire du congé. »

Art. 84. L'article 6 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'abrogé par le décret du 8 mai 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 6. Le membre du personnel, définitif ou temporaire, peut obtenir un congé pour don d'organes ou de tissus. Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

La durée de ce congé correspond à celle de l'hospitalisation et de la convalescence éventuellement requise. Sont également couvertes les absences justifiées par les examens médicaux préalables.

Un certificat médical atteste de la durée nécessaire du congé. »

Art. 85. Dans l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, il est inséré un article 5^{bis} libellé comme suit :

« Article 5^{bis}. Le membre du personnel peut obtenir un congé pour don d'organes ou de tissus. Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service. La durée de ce congé correspond à celle de l'hospitalisation et de la convalescence éventuellement requise. Sont également couvertes les absences justifiées par les examens médicaux préalables. Un certificat médical atteste de la durée nécessaire du congé. ».

CHAPITRE XIII. — *Des fonctions de sélection et de promotion*

Art. 86. Dans l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969, sont ajoutés deux alinéas nouveaux libellés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, les porteurs d'un titre du niveau supérieur, nommés à la fonction de sous-directeur, ou ayant exercé, à titre temporaire cette fonction et y comptant une ancienneté de fonction de plus de 600 jours répartis sur 3 années scolaires au moins, peuvent également être nommés à la fonction de directeur dans l'enseignement de promotion sociale.

L'ancienneté de fonction vise l'exercice de la fonction de sous-directeur et l'exercice à titre temporaire, par le sous-directeur, des fonctions supérieures de directeur dans l'enseignement de promotion sociale. ».

Art. 87. L'article 123^{ter}, § 1^{er}, du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, est modifié comme suit :

1^o A l'alinéa 1^{er}, les termes « et dans l'enseignement modulaire propre à l'enseignement de promotion sociale de régime 1 » sont supprimés.

2^o Il est créé un alinéa 2, disposant ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le respect de la procédure décrite ci-dessous, tout élève a le droit d'introduire un recours écrit contre les décisions de refus prises à son égard par le Conseil des études réuni dans le cadre des unités de formation mettant en œuvre les formations visées au chapitre II du Titre II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, ainsi que des unités de formations destinées aux candidats aux fonctions de sélection et aux fonctions de promotion autres que celle de directeur et d'inspecteur. A peine d'irrecevabilité, ce recours doit mentionner les irrégularités précises qui le motivent. »

Art. 88. Un nouvel article 54*quinquies* est inséré dans le décret du 1^{er} février 1993, disposant ce qui suit :

« Article 54*quinquies*. Quand un membre du personnel est titulaire à titre définitif d'une charge incomplète dans une fonction de sélection, le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer peut, par dérogation à l'article 50*bis* du présent décret et à sa demande, compléter la charge de son membre du personnel et à sa demande, par une extension de son engagement à titre définitif dans la même fonction. »

Art. 89. Dans l'article 71*nonies* du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

« — suite à la fin du stage de direction prévu à l'article 33 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. »

Art. 90. Un nouvel article 44*quater* est inséré dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné :

« Article 44*quater*. Quand un membre du personnel est titulaire à titre définitif d'une charge incomplète dans une fonction de sélection, le pouvoir organisateur qui a un emploi définitivement vacant à conférer peut, par dérogation à l'article 39*bis* du présent décret, compléter la charge de son membre du personnel à sa demande, par une extension de son engagement à titre définitif dans la même fonction. »

Art. 91. Dans l'article 30 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'actuel article 30 devient l'article 30, § 1^{er};

2° Un paragraphe 2 est inséré, disposant ce qui suit :

« § 2. En cas de direction avec classe attribuée à un membre du personnel qui n'est pas titulaire d'un diplôme d'instituteur primaire ou, le cas échéant, d'instituteur maternel, et dans la mesure où le nombre de périodes organisées dans la discipline du membre du personnel concerné est inférieur au nombre de périodes qu'il doit prêter devant une classe, la différence est consacrée au soutien. »

Art. 92. Dans l'article 9 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les modifications suivantes sont apportées :

a) A l'alinéa 1^{er}, les termes « ou d'instituteur maternel chargé des cours en immersion » sont insérés entre les termes « fonction de recrutement d'instituteur maternel » et les termes « et porteurs du diplôme »

b) Les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Pour être nommés à la fonction de promotion de directeur d'école primaire dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° Etre nommés à la fonction de recrutement d'instituteur primaire ou d'instituteur primaire chargé des cours en immersion, de maître de morale, de maître de cours spéciaux, ou de maître de seconde langue;

2° Etre porteurs d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction de recrutement visée au 1°.

Pour être nommés à la fonction de promotion de directeur d'école fondamentale dans l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° Etre nommés à la fonction de recrutement d'instituteur maternel, d'instituteur primaire ou d'instituteur maternel ou primaire chargé des cours en immersion, de maître de morale, de maître de cours spéciaux ou de maître de seconde langue;

2° Etre porteurs d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction de recrutement visée au 1° ».

Art. 93. L'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est modifié comme suit :

« 2° être porteurs du titre requis du niveau supérieur ou du niveau secondaire supérieur pour cette fonction de recrutement. »

Art. 94. L'article 10, alinéa 2 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est modifié comme suit :

« Les membres du personnel nommés aux fonctions de recrutement (...) d'accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance, porteurs d'un titre donnant accès à une fonction de professeur de pratique professionnelle ou de professeur de cours techniques et de pratique professionnelle peuvent également être nommés à la fonction de chef d'atelier lorsque ce titre est un titre du niveau supérieur ou du niveau secondaire supérieur. »

Art. 95. Dans le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, l'article 27, abrogé par le décret du 8 mars 2007 est rétabli comme suit :

« Article 27. Les voies de recours habituellement applicables au sein des Universités, Hautes Ecoles et Etablissements d'enseignement de promotion sociale sont d'application pour ce qui concerne les décisions prises par ces établissements dans le cadre de la certification des formations qu'ils dispensent en vertu du présent chapitre. Le cas échéant, les modalités d'application de ces voies de recours sont adaptées par les établissements aux spécificités du présent décret. »

Art. 96. Dans l'article 20, § 2, a), du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les termes « 1200 jours » sont remplacés par les termes « 1800 jours ».

Art. 97. Un article 26bis nouveau est inséré dans le même décret, libellé comme suit :

« Article 26bis. Les voies de recours habituellement applicables au sein des Universités, Hautes Ecoles et Etablissements d'enseignement de promotion sociale sont d'application pour ce qui concerne les décisions prises par ces établissements dans le cadre de la certification des formations qu'ils dispensent en vertu de la présente sous-section. Le cas échéant, les modalités d'application de ces voies de recours sont adaptées par les établissements aux spécificités du présent décret. »

Art. 98. Dans l'article 35, § 1^{er} du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Il invite également, pour l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel répondant aux conditions de l'article 97, 1^{er} à 6^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité à introduire leur candidature en précisant les établissements où ils souhaitent être affectés. Les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être détenteurs d'au moins trois attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er}. »

Art. 99. Dans l'article 59, § 4, alinéa 1^{er}, 3^o du décret du 2 février 2007 précité, les termes « d'instituteur primaire, ou » sont insérés entre les termes « d'un diplôme » et les termes « d'AESI ».

Art. 100. L'article 60, § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 2 février 2007 précité est complété comme suit :

« 3^o d'avoir obtenu les cinq attestations de réussite des formations visées aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret. »

Art. 101. Dans l'article 82, § 4, alinéa 1^{er}, 3^o du décret du 2 février 2007 précité, les termes « d'instituteur primaire, ou » sont insérés entre les termes « d'un diplôme » et les termes « d'AESI ».

Art. 102. L'article 83, § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 2 février 2007 précité est complété comme suit :

« 3^o d'avoir obtenu les cinq attestations de réussite des formations visées aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret. »

Art. 103. L'article 133 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, soit en application de l'article 28, § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 4 janvier 1999 précité avant l'entrée en vigueur du présent décret, soit avant qu'un appel aux candidats ait été lancé en vertu de l'article 35, § 1^{er}, est réputé prioritaire au sens de l'article 35, § 2, alinéa 3 du présent décret dès qu'il est en possession des cinq attestations de réussite.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis deux ans au moins au 1^{er} septembre 2008 est réputé avoir fait l'objet de deux évaluations dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ».

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis un an au moins au 1^{er} septembre 2008 est réputé avoir fait l'objet d'une évaluation ayant conduit à la mention « favorable ». Il est d'office évalué une seconde fois avant le 1^{er} septembre 2009.

Pour le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis moins d'un an à dater du 1^{er} septembre 2008, la première évaluation visée à l'article 36, § 2, a lieu au plus tard le 1^{er} septembre 2009.

Sont soustraits à l'appel aux candidats, effectué conformément à l'article 35, § 1^{er}, les emplois occupés par les directeurs désignés à titre temporaire de manière ininterrompue depuis au moins deux ans au 1^{er} septembre 2008, qui, à cette date étaient inscrits aux trois modules de la formation visée à l'article 17, § 1^{er} du présent décret, jusqu'à ce qu'ils aient pu les suivre et en présenter la certification.

§ 2. Le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o dans l'enseignement de promotion sociale, soit avant l'entrée en vigueur du présent décret, soit avant qu'un appel aux candidats ait été lancé en vertu de l'article 35, § 1^{er}, est réputé prioritaire au sens de l'article 35, § 2, alinéa 3 du présent décret dès qu'il est en possession des cinq attestations de réussite.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis deux ans au moins au 1^{er} septembre 2008 est réputé avoir fait l'objet de deux évaluations dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ».

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis un an au moins au 1^{er} septembre 2008 est réputé avoir fait l'objet d'une évaluation ayant conduit à la mention « favorable ». Il est d'office évalué une seconde fois avant le 1^{er} septembre 2009.

Pour le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis moins d'un an à dater du 1^{er} septembre 2008, la première évaluation visée à l'article 36, § 2, a lieu au plus tard le 1^{er} septembre 2009.

Sont soustraits à l'appel aux candidats, effectué conformément à l'article 35, § 1^{er}, les emplois occupés par les directeurs désignés à titre temporaire de manière ininterrompue depuis au moins deux ans au 1^{er} septembre 2008, qui s'inscrivent aux trois modules de la formation visée à l'article 17, § 1^{er} du présent décret, jusqu'à ce qu'ils aient pu les suivre et en présenter la certification. »

Art. 104. Dans l'article 135, § 1^{er} du même décret, deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit sont insérés : « Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} peut également répondre aux appels aux candidats visés aux articles 57 à 60 du présent décret pour un autre emploi que celui qu'il occupe et bénéficier dans ce dernier des dispositions transitoires prévues à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cadre :

1° Le membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur d'école maternelle ou de directeur d'école primaire peut répondre à un appel aux candidats pour une fonction de directeur d'école fondamentale

2° Le membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur d'école fondamentale peut répondre à un appel aux candidats pour une fonction de directeur d'école primaire ou de directeur d'école maternelle pour peu qu'il ait répondu avant sa désignation à titre temporaire aux conditions d'accès respectives à ces fonctions fixées au tableau II visé à l'article 102 du présent décret. »

Art. 105. Dans l'article 136, § 1^{er}, du même décret, deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit sont insérés :

« Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} peut également répondre aux appels aux candidats visés aux articles 80 à 82 du présent décret pour un autre emploi que celui qu'il occupe et bénéficier dans ce dernier des dispositions transitoires prévues à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cadre :

1° Le membre du personnel engagé à titre temporaire dans la fonction de directeur d'école maternelle ou de directeur d'école primaire peut répondre à un appel aux candidats pour une fonction de directeur d'école fondamentale

2° Le membre du personnel engagé à titre temporaire dans la fonction de directeur d'école fondamentale peut répondre à un appel aux candidats pour une fonction de directeur d'école primaire ou de directeur d'école maternelle pour peu qu'il ait répondu avant son engagement à titre temporaire aux conditions d'accès respectives à ces fonctions fixées au tableau II visé à l'article 102 du présent décret. »

Art. 106. Dans l'article 140 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 2 février 2007 précité, les termes « deux ans » sont remplacés par les termes « 3 ans »;

b) Un § 4 nouveau est inséré disposant ce qui suit :

« § 4. Le stage des membres du personnel admis au stage pendant l'année scolaire 2007-2008, est prolongé de plein droit, sauf application de l'article 33, §§ 2 à 6 ou de l'article 34 du présent décret, jusqu'à ce qu'ils aient pu suivre les modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} et en présenter la certification. Cette prolongation de stage est de maximum 1 an. ».

Art. 107. Dans le tableau II du décret du 2 février 2007 précité, les rubriques « Directeur d'école maternelle », « directeur d'école primaire » et « directeur d'école fondamentale » sont modifiées comme suit :

Directeur d'école maternelle	Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique, instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes	Diplôme d'instituteur maternel
Directeur d'école primaire	a) Instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique, instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale, religion)	a) Diplôme d'instituteur primaire ou AESI b) Diplôme d'instituteur primaire ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Directeur d'école fondamentale	a) Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique; instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale, religion)	a) Un des titres suivants : Diplôme d'instituteur maternel Diplôme d'instituteur primaire ou AESI b) Diplôme d'instituteur primaire ou diplôme d'instituteur maternel ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.

CHAPITRE XIV. — Du régime linguistique

Art. 108. Dans l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les termes « ou le certificat d'enseignement secondaire supérieur » sont ajoutés entre le terme « recrutement » et les termes « ou s'il produit »;

2° Au second alinéa, les termes « , s'il a obtenu dans cette langue le certificat d'enseignement secondaire supérieur, » sont insérés entre le terme « mention » et les termes « ou s'il produit ».

Art. 109. L'article 1^{er}, § 5 du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement est complété d'un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Les porteurs du diplôme de licencié en philologie germanique, langues et littératures germaniques ou langues et littérature modernes, complétés le cas échéant par un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, de même que les licenciés interprètes ou traducteurs sont réputés avoir fait la preuve de leur connaissance approfondie en vue de l'enseignement de cours en langue d'immersion pour ce qui concerne la(les) langue(s) mentionnée(s) sur leur diplôme. »

CHAPITRE XV. — *Des Commissions zonales de gestion des emplois*

Art. 110. A l'article 12 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Il est créé, auprès du Ministère de la Communauté française des Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés. En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, il est institué une commission zonale dans chaque zone définie ci-dessous :

- Zone 1 : Région de Bruxelles-capitale
- Zone 2 : Province du Brabant-wallon
- Zone 4 : Province de Liège
- Zone 6 : Province de Namur
- Zone 7 : Province du Luxembourg
- Zone 8 : Région Tournai/Hainaut Occidental
- Zone 9 : Région Mons/Hainaut Centre
- Zone 10 : Région Charleroi/Hainaut Sud ».

TITRE III. — Entrée en vigueur

Art. 111. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} février 2009, à l'exception des articles 18 à 27 qui produisent leurs effets le 1^{er} février 2008, des chapitres V et IX du titre II et des articles 35 à 39, 41 à 45, 62 à 65, 99, 101, 104, 105 et 110 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 23 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances,
de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

Session 2008-2009

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 629-1. — Amendement de commission, n° 629-2. — Rapport, n° 629-3. — Amendement de séance, n° 629-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 20 janvier 2009.

Annexe au décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, secondaire, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psychomédico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement

ENSEIGNEMENT SPECIALISE						Libre non confessionnel	
Tableaux de correspondances entre intitulés de cours : Forme 3							
INTITULE	INTITULE	INTITULE	INTITULE	INTITULE	INTITULE	Clas.	FONCTION
AVANT REFORME	APRES REFORME	APRES DECRET	APRES RATIONALISATION				
Education musicale	Education artistique (éd. Musicale)	Education artistique (musique)	Education musicale		CS	CS	Education musicale
Cuisine	Art culinaire	Art culinaire			CT	CT	Restauration-CT ESF- CT Cuisine
Cuisine	TP Art culinaire	Art culinaire			PP	PP	Restauration-PP cuisine
Musique	Education artistique (éd. Musicale)	Education artistique (musique)	Education musicale		CS	CS	Education musicale
Education physique	Education physique	Education physique	Education physique		CS	CS	Education Physique
Education physique	Education physique : sports	Education physique	Education physique		CS	CS	Education Physique
Education plastique	Education artistique (éd. Plastique)	Education artistique (dessin)	Education plastique		CS	CS	Education plastique
Dessin	Education artistique (éd. Plastique)	Education artistique (dessin)	Education plastique		CS	CS	Education plastique
Education plastique orientée	Education plastique orientée	Education plastique orientée	Education plastique		CS	CS	Education plastique
Education plastique orientée	Education plastique orientée	Education plastique orientée	Education plastique		CG	CG	Toutes fonctions CG -CS
Education plastique orientée	Education plastique orientée	Education plastique orientée	Education plastique		CG	CG	Toutes fonctions CG -CS
Français/langue maternelle	Français	Français	Français		CG	CG	Français
Français/langue maternelle	Langue maternelle	Français	Français		CG	CG	Français
Français/langue maternelle	Français-Histoire-Actualité	Français-Histoire-Actualité	Français		CG	CG	Français
Français/langue maternelle	Langue maternelle-Histoire-Actualité	Français-Histoire-Actualité	Français		CG	CG	Français
Histoire(-actualité)	Français-Histoire-Actualité	Français-Histoire-Actualité	Histoire		CG	CG	Histoire
	Initiation informatique	Math-Sciences-Géographie	Mathématique		CG	CG	Math
	Informatique	Math-Sciences-Géographie	Mathématique		CG	CG	Math
Mathématiques	Math-Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	Mathématique		CG	CG	math
	Notions de commerce	Math-Sciences-Géographie	Mathématique		CG	CG	Math
morale	morale	MOR	Morale		MOR	MOR	Mor
Religion	Religion	REL	Religion		REL	REL	REL
Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	CG	Math-Sciences-Géographie		CG	CG	Sciences
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique		CT	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	CT	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité		CT	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions de sécurité	CT	Technologie et notions de sécurité		CT	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie, hygiène et sécurité	CT	Technologie, hygiène et sécurité		CT	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Techno. et notions d'hygiène et sécurité	CT	Techno. et notions d'hygiène et sécurité		CT	CT	Fonction spécifique
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique		CT	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	CT	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité		CT	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions de sécurité	CT	Technologie et notions de sécurité		CT	CT	Fonction spécifique

ENSEIGNEMENT SPECIALISE Libre non confessionnel

Tableaux de correspondances entre intitulés de cours : Forme 3

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Clas.	INTITULE APRES DECRET	INTITULE APRES RATIONALISATION	Clas.	FONCTION
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie, hygiène et sécurité	CT	Technologie	Tech du métier	CT	Fonction spécifique
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Techno. et notions d'hygiène et sécurité	CT	Technologie	Tech du métier	CT	Fonction spécifique
Menuiserie	Menuiserie	CT	Menuiserie	Tech du métier: bois	CT	CT Bois
Menuiserie	Bois	CT	Bois	Tech du métier: bois	CT	CT Bois
Ebénisterie	Ebénisterie	CT	Bois	Tech du métier: bois	CT	CT Bois
Soudure			Equipement du bâtiment		CT	CT Chauffage - Sanitaire
Boulangerie(-pâtisserie)	Boulangerie-pâtisserie	CT	Boulangerie-pâtisserie	Tech du métier: boulangerie-pâtisserie	CT	CT Boulangerie - pâtisserie
Carrelage	Carrelage	CT	Carrelage	Tech du métier: carrelage	CT	CT Gros - œuvre- CT carrelage
Carrosserie	Carrosserie	CT	Carrosserie	Tech du métier: carrosserie	CT	CT Carrosserie
Tôlerie et carrosserie	Carrosserie - tôlerie	CT	Carrosserie - tôlerie	Tech du métier: carrosserie	CT	CT Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Mécanique: carrosserie / tôlerie	CT	Carrosserie - tôlerie	Tech du métier: carrosserie	CT	CT Carrosserie
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Construction gros-œuvre	Tech du métier: CGO	CT	CT Gros - œuvre - CT Carrelage
Chauffage	Chauffage	CT	Chauffage	Tech du métier: chauffage	CT	CT Sanitaire-chauffage
Mécano-soudure	Construction métallique	CT	Construction métallique	Tech du métier: constructions métalliques	CT	CT Soudage - CT Mécanique
Cuisine de collectivités/trav. de restaur.	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle	Tech du métier: cuisine	CT	CT Salle - CT Restauration
Electricité (du bâtiment)	Installations électriques	CT	Installations électriques du bâtiment	Tech du métier: électricité	CT	CT Electricité
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Notions d'électricité	CT	Installations électrique du bâtiment	Tech du métier: électricité	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Electricité	CT	Installations électriques du bâtiment	Tech du métier: électricité	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	TP: Education familiale et sanitaire	PP	TP: Education familiale et sanitaire	Tech du métier: électricité	PP	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	TP: Education familiale et sanitaire	PP	TP: Education familiale et sanitaire	Tech du métier: électricité	PP	CT Electricité
Installations électriques	Installations électriques	CT	Installations électriques du bâtiment	Tech du métier: électricité	CT	CT Electricité
Entretien de parcs et jardins	Entretien de parcs et jardins	CT	Entretien des parcs et jardins	Tech du métier: entretien parcs et jardins	CT	CT Horticulture
Chauffage	Equipement du bâtiment	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Installations sanitaires	Equipement du bâtiment	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Travaux sur tuyauterie	Equipement du bâtiment	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zingerie	Equipement du bâtiment	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zingerie	Travaux sur tuyauterie	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Plomberie	Travaux sur tuyauterie	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Mécanique	Mécanique	CT	Ferronnerie	Tech du métier: ferronnerie	CT	CT Soudage - CT Mécanique
Soudure	Soudage	CT	Ferronnerie	Tech du métier: ferronnerie	CT	CT Soudage - CT Mécanique
Cuisine	Art culinaire	CT	Art culinaire	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT Restauration- CT ESF- CT Cuisine
Education familiales et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CT	Education familiale et sanitaire	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux et des matériels	CT	Maintenance des locaux et des matériels	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Entretien	Maintenance des locaux et des matériels	CT	Maintenance des locaux et des matériels	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT	Maintenance du linge	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF, CT Habillement
Travaux ménagers	Travaux ménagers	CT	Travaux ménagers	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF

ENSEIGNEMENT SPECIALISE Libre non confessionnel

Tableaux de correspondances entre intitulés de cours : Forme 3

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Clas.	INTITULE APRES DECRET	INTITULE APRES RATIONALISATION	Clas.	FONCTION
Entretien véhicule station service	Mécanique d'entretien de véhicules	CT	Mécanique Garage	Tech du métier: garage	CT	CT Mécanique auto
Mécanique moteurs	Mécanique d'entretien de véhicules	CT	Mécanique Garage	Tech du métier: garage	CT	CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique garage	CT	Mécanique Garage	Tech du métier: garage	CT	CT Mécanique auto
Couture	Couture	CT	Couture	Tech du métier: habillement	CT	CT Habillement
Habillement	Couture	CT	Couture	Tech du métier: habillement	CT	CT Habillement
Horticulture	Arboriculture fruitière et ornementale	CT	Horticulture	Tech du métier: horticulture	CT	CT Horticulture
Culture maraîchère	Horticulture	CT	Horticulture	Tech du métier: horticulture	CT	CT Horticulture
Entretien de parcs et jardins	Horticulture	CT	Horticulture	Tech du métier: horticulture	CT	CT Horticulture
	Initiation informatique	CG	Mathématiques		CG	
	Informatique	CG	Mathématiques		CG	
Floriculture	Floriculture	CT	Horticulture	Tech du métier: horticulture	CT	CT Horticulture
Horticulture	Horticulture	CT	Horticulture	Tech du métier: horticulture	CT	CT Horticulture
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie, hygiène et sécurité	CT	Noions de sécurité		CT	Fonction spécifique
	Pépinieriste	CT	Horticulture	Tech du métier: horticulture	CT	CT Horticulture
Mécanique	Construction métallique	CT	Construction métallique	Tech du métier: mécanique	CT	CT Soudage - CT Mécanique
Mécanique	Mécanique	CT	Soudage	Tech du métier: mécanique	CT	CT Soudage - CT Mécanique
peinture - RMS	Parachèvement du bâtiment	CT	Parachèvement du bâtiment	Tech du métier: parachèvement du bâtiment	CT	CT Peinture RMS
Lettrage	Lettrage	CT	Peinture du bâtiment	Tech du métier: peinture	CT	CT Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	Peinture du bâtiment	CT	Peinture du bâtiment	Tech du métier: peinture	CT	CT Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	Peinture du bâtiment	CT	Peinture du bâtiment	Tech du métier: peinture	CT	CT Peinture RMS
Tôlerie et carrosserie	Carrosserie - tôlerie	CT	Peinture en carrosserie	Tech du métier: peinture de carrosserie	CT	CT Carrosserie
Tôlerie et carrosserie	Carrosserie - tôlerie	CT	Préparation en travaux de peinture	Tech du métier: préparation de peinture	CT	CT Carrosserie
RMS	Recouvrement murs et sols	CT	Peinture du bâtiment	Tech du métier: revêtement des sols	CT	CT Peinture RMS
Recouvrements des murs et des sols	Revêtements des murs et des sols	CT	Peinture du bâtiment	Tech du métier: revêtement des sols	CT	CT Peinture RMS
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle	Tech du métier: salle	CT	CT Salle - CT Restauration
Éducation plastique orientée	Éducation plastique orientée	CS	Service(s) et déco professionnelle		CT	???
	Mathématiques	CG	Mathématiques		CG	
	Mathématiques	Math	Mathématiques		Math	
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle	Tech du métier: salle	CT	CT Salle - CT Restauration
Installations sanitaires	Sanitaire	CT	Sanitaire	Tech du métier: sanitaire	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zinguerie	Sanitaire	CT	Sanitaire	Tech du métier: sanitaire	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Cuisine de collectivités/trav. de restau.	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle		CT	CT Salle - CT Restauration
Sanitaire	Sanitaire	CT	Sanitaire	Tech du métier: sanitaire	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Soudure	Construction métallique	CT	Construction métallique	Tech du métier: soudage	CT	CT Soudage - CT Mécanique
Soudure	Soudage	CT	Soudage	Tech du métier: soudage	CT	CT Soudage - CT Mécanique
Cuir	Travail du cuir	CT	Travail du cuir	Tech du métier: travail du cuir	CT	CT Travail du cuir- CT Cordonnier
Cordonnerie (orthopédique)	Travail du cuir	CT	Travail du cuir	Tech du métier: travail du cuir	CT	CT Travail du cuir- CT Cordonnier

ENSEIGNEMENT SPECIALISE **Libre non confessionnel**

Tableaux de correspondances entre intitulés de cours : Forme 3

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Clas.	INTITULE APRES DECRET	INTITULE APRES RATIONALISATION	Clas.	FONCTION
Cuir	Cuir	CT	Travail du cuir	Tech du métier: travail du cuir	CT	CT Travail du cuir- CT Cordonnier
Travaux sur tuyauterie	Sanitaire	CT	Travaux sur tuyauterie	Tech du métier: travaux sur tuyauterie	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zingherie	Travaux sur tuyauterie	CT	Travaux sur tuyauterie	Tech du métier: travaux sur tuyauterie	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Plomberie	Travaux sur tuyauterie	CT	Travaux sur tuyauterie	Tech du métier: travaux sur tuyauterie	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Installations sanitaires	Travaux sur tuyauterie	CT	Travaux sur tuyauterie	Tech du métier: travaux sur tuyauterie	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Travaux sur tuyauterie	Travaux sur tuyauterie	CT	Travaux sur tuyauterie	Tech du métier: travaux sur tuyauterie	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Chauffage	Chauffage	CT	Equipement du bâtiment	Tech du métier: équipement du bâtiment	CT	CT Chauffage - Sanitaire
Education familiale et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CT	Education familiale et sanitaire	Tech du métier: formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Travaux ménagers	TP: Travaux ménagers	PP	TP Travaux ménagers	TP Arts Ménagers	PP	PP ESF
Menuiserie	TP Bois	PP	TP Bois	TP Bois	PP	PP Bois
Notions de commerce	Notions de commerce	CG	Mathématiques			Math
Ebénisterie	TP: Ebénisterie	PP	TP Bois	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	TP: Menuiserie	PP	TP Menuiserie	TP Bois	PP	PP Bois
Boulangerie(-pâtisserie)	TP: Boulangerie-pâtisserie	PP	TP: Boulangerie-pâtisserie	TP Carrelage	PP	PP Boulangerie - pâtisserie
Carrelage	TP: Carrelage	PP	TP Carrelage	TP Carrelage	PP	PP Gros - oeuvre - PP Carrelage
Carrosserie	TP: Carrosserie	PP	TP Carrosserie	TP Carrosserie	PP	PP Carrosserie
Construction gros-œuvre	TP: Construction gros-œuvre	PP	TP Construction gros-œuvre	TP CGO	PP	PP Gros - oeuvre -
Chauffage	TP: Chauffage	PP	TP Chauffage	TP Chauffage	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Mécano-soudure	TP: Construction métallique	PP	TP Construction métallique	TP Constructions Métalliques	PP	PP Mécanique - PP Soudage
Soudure	TP: Construction métallique	PP	TP Construction métallique	TP Constructions Métalliques	PP	PP Mécanique - PP Soudage
Mécanique	TP: Mécanique	PP	TP Construction métallique	TP Constructions Métalliques	PP	PP Soudage - PP Mécanique
Couture	T.P. coupe - couture - essayage	PP	TP Coupe - couture - essayage	TP Couture	PP	PP Habillement
Couture	TP: Couture	PP	TP Couture	TP Couture	PP	PP Habillement -
Recouvrement murs et sols	Recouvrement murs et sols	CT	Recouvrement murs et sols		CT	
TP: Recouvrement murs et sols	TP: Recouvrement murs et sols	PP	TP: Recouvrement murs et sols		PP	
Habillement	TP: Couture	PP	TP Couture	TP Couture	PP	PP Habillement
Plomberie - zingherie	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Cuisine	TP Art culinaire	PP	TP Art culinaire	TP Cuisine	PP	PP Cuisine- PP Restauration
Recouvrements (des) murs et (des) sols	Recouvrements des murs et des sols	CT	Revêtements des murs et des sols		CT	
Electricité (du bâtiment)	TP: Revêtements des murs et des sols	PP	TP Revêtements des murs et des sols		PP	
Electricité (du bâtiment)	TP: Electricité	PP	TP Installations électriques du bâtiment	TP Electricité	PP	PP Electricité
Electricité (du bâtiment)	TP: Installations électriques	PP	TP Installations électriques du bâtiment	TP Electricité	PP	PP Electricité
Installations électriques	TP: Installations électriques	PP	TP Installations électriques du bâtiment	TP Electricité	PP	PP Electricité
Entretien de parcs et jardins	TP: Entretien de parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	TP Entretien des parcs et jardins	PP	PP Horticulture
Chauffage	TP: Chauffage	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Installations sanitaires	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Travaux sur tuyauterie	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zingherie	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Soudure	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Plomberie	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Chauffage	TP: Equipement du bâtiment	PP	TP Equipement du bâtiment	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Mécanique	TP Mécanique	PP	TP Ferronnerie	TP Ferronnerie	PP	PP Soudage - PP Mécanique

ENSEIGNEMENT SPECIALISE Libre non confessionnel

Tableaux de correspondances entre intitulés de cours : Forme 3

INTITULE	INTITULE APRES REFORME	Clas.	INTITULE APRES DECRET	INTITULE APRES RATIONALISATION	Clas.	FONCTION
Soudure	TP: Soudage	PP	TP Ferronnerie	TP Ferronnerie	PP	PP Soudage - PP Mécanique
Sécurité - hygiène						
Entretien véhicule station service	TP: Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Mécanique Garage	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique moteurs	TP: Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Mécanique Garage	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique garage	TP: Mécanique garage	PP	TP Mécanique garage	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Horticulture	TP Arboriculture fruitière et ornementale	PP	TP Horticulture	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Culture maraîchère	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Menuiserie	TP Menuiserie	PP	TP Menuiserie	PP Bois	PP	PP Bois
Entretien de parcs et jardins	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Floriculture	TP: Floriculture	PP	TP Horticulture	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Horticulture	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
	TP: Pépiniériste	PP	TP Horticulture	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Maintenance du linge	TP: Maintenance du linge	PP	TP Maintenance du linge	TP Maintenance des locaux et du matériel Arts ménagers	TP	PP ESF, PP Habillement
Entretien	TP: Maintenance des locaux et des matériels	PP	TP Maintenance des locaux et des matériels	TP Maintenance des locaux et des matériels Cuisine TP Salle	PP	PP rest., PP cuisine, PP ESF PP hab
Maintenance des locaux et matériel	TP: Maintenance des locaux et des matériels	PP	TP Maintenance des locaux et des matériels	TP Maintenance des locaux et des matériels Cuisine TP Salle	PP	PP restauration, PP cuisine, PP Salle
peinture - RMS	TP: Parachèvement du bâtiment	PP	TP Parachèvement du bâtiment	TP Parachèvement du bâtiment	PP	PP Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	TP: Peinture du bâtiment	PP	TP Peinture du bâtiment	TP Parachèvement du bâtiment	PP	PP Peinture RMS
Recouvrements des murs et des sols	TP: Revêtements des murs et des sols	PP	TP Peinture du bâtiment	TP Parachèvement du bâtiment	PP	PP Peinture RMS
Technologie et notions de sécurité	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	CT	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité		CT	
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	CT	Technologie et notions de sécurité		CT	
Letfrage	TP: Letfrage	PP	TP Peinture du bâtiment	TP Peinture	PP	PP Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	CT	Notions de sécurité		CT	
	TP: Peinture	PP	TP Peinture du bâtiment	TP Peinture	PP	PP Peinture RMS
	Technologie et notions de sécurité	CT	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité		CT	
	Technologie et notions de sécurité	CT	Technologie et notions de sécurité		CT	
Tôlerie et carrosserie	TP: Carrosserie - tôlerie	PP	TP Peinture en carrosserie	TP Peinture de carrosserie	PP	PP Carrosserie
	Technologie et notions de sécurité	CT	Notions de sécurité		CT	
Tôlerie et carrosserie	TP: Carrosserie - tôlerie	PP	TP Prép. En travaux de peinture	TP Préparation de peinture	PP	PP Carrosserie
	Technologie, hygiène et sécurité	CT	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité		CT	
	Technologie, hygiène et sécurité	CT	Technologie et notions de sécurité		CT	
Cuisine de collectivités/trav. de restaur.	TP: Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Service(s) et décoration professionnelle		PP	PP Salle - PP Restauration
RMS	TP: Recouvrement murs et sols	PP	TP Peinture du bâtiment	TP Revêtement des sols	PP	PP Peinture RMS

ENSEIGNEMENT SPECIALISE Libre non confessionnel

Tableaux de correspondances entre intitulés de cours : Forme 3

INTITULE	INTITULE APRES REFORME	Clas.	INTITULE APRES DECRET	INTITULE APRES RATIONALISATION	Clas.	FONCTION
Cuisine de collectivité/trav. de restaur.	TP: Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Service(s) et décoration professionnelle	TP Salle	PP	PP Salle - PP Restauration
	Techno. et notions d'hygiène et sécurité	CT	Technologie et notions d'hygiène et de sécurité		CT	
	Techno. et notions d'hygiène et sécurité	CT	Technologie et notions de sécurité		CT	
Services (cuisine)	TP: Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Service(s) et décoration professionnelle	TP Salle	PP	PP Salle - PP Restauration
	Techno. et notions d'hygiène et sécurité	CT	Notions de sécurité		CT	
Décoration professionnelle	TP: Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Service(s) et décoration professionnelle	TP Salle	PP	PP Salle - PP Restauration
Installations sanitaires	TP: Sanitaire	PP	TP Sanitaire	TP Sanitaire	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Travaux sur tuyauterie	TP: Sanitaire	PP	TP Sanitaire	TP Sanitaire	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zinguerie	TP: Sanitaire	PP	TP Sanitaire	TP Sanitaire	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Mécanique	TP Mécanique	PP	TP Soudage	TP Soudage	PP	PP Soudage - PP Mécanique
Soudure	TP: Soudage	PP	TP Soudage	TP Soudage	PP	PP Soudage - PP Mécanique
Tôlerie en carrosserie	TP Mécanique: carrosserie / tôlerie	PP	TP Carrosserie - tôlerie	TP Tôlerie	PP	PP carrosserie
Tôlerie et carrosserie	TP: Carrosserie - tôlerie	PP	TP Carrosserie - tôlerie	TP Tôlerie	PP	PP Carrosserie
Cuir	TP: Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir- PP Cordonnier
Cuir	TP Cuir	PP	TP Travail du cuir	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir- PP Cordonnier
Cordonnerie (orthopédique)	TP: Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir- PP Cordonnier
Installations sanitaires	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Plomberie - zinguerie	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Plomberie	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Chauffage - Sanitaire
Méthode de travail	Méthode de travail	CT	Pratique professionnelle: tous les métiers	TP: tous les métiers	PP	Fonction spécifique
Activité préparatoire aux lois						
Menuiserie	Aluminium	CT				
Menuiserie	TP Aluminium	PP				
Etude des styles	Etude des styles	CT				
Menuiserie	PVC	CT				
Menuiserie	TP: PVC	PP				
Vitrerie	Vitrerie	CT	Vitrerie		CT	
Vitrerie	TP Vitrerie	PP	TP Vitrerie		PP	

ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE DE FORME 3

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Art culinaire	Art culinaire	CT	Art culinaire	CT	Techniques du métier	CT	CT Restauration
Art culinaire	Art culinaire	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier	CT	CT Restauration
Art culinaire	Art culinaire	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Restauration
Art culinaire	(T.P.): Art culinaire	PP	T.P.: Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Cuisine
Art culinaire	Art culinaire	CTPP	Art culinaire	CTPP	TP Cuisine	CTPP	CTPP ESF
Art culinaire	Art culinaire	CTPP	Technologie	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP ESF
Cuisine	Art culinaire	CT	Art culinaire	CT	Techniques du métier	CT	CT Restauration CT ESF
Cuisine	Art culinaire	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Restauration CT ESF
Menuiserie	Bois	CT	Bois	CT	Techniques du métier	CT	CT Bois
Menuiserie	Bois	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Bois
Menuiserie	Bois	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Bois
Menuiserie	(T.P.): Bois	PP	T.P.: Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	(T.P.): Bois	PP	TP Menuiserie	PP	TP Bois TP Montage de structures menuisées TP Scierie	PP	PP Bois
Menuiserie	(TP:) Charpenterie	PP	T.P.: BOIS	PP	TP Bois TP Montage de structures menuisées TP Scierie	PP	PP Bois
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Construction gros-œuvre	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre
Construction gros-œuvre	(TP:) Construction gros-œuvre	PP	TP: Construction gros-œuvre	PP	TP CGO	PP	PP Gros œuvre
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Chape	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre
Construction gros-œuvre	Construction gros-œuvre	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Construction gros-œuvre	(TP:) Construction gros-œuvre	PP	TP : Chape	PP	TP CGO	PP	PP Gros œuvre
Construction gros-œuvre	(TP:) Constructions métalliques	PP	TP Constructions métalliques	PP	TP Soudage TP Ferronnerie TP Constructions métalliques	PP	PP Soudage
Construction gros-œuvre	Cordonnerie	CT	Cordonnerie	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir
Construction gros-œuvre	Cordonnerie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir
Construction gros-œuvre	Cordonnerie	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir
	(TP:) Cordonnerie	PP	TP : Cordonnerie	PP	TP Cordonnerie	PP	PP Travail du cuir
Piquage	Coupe-couture	CT	Habillement	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Piquage	Coupe-couture	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Piquage	Coupe-couture	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Piquage	(TP:) Coupe-couture	PP	TP habillement	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Piquage	Coupe-couture	CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Coupe-couture	CTPP	Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Coupe-couture	CTPP	Travaux pratiques	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Coupe-couture	CTPP	Dessin technique - Lecture de plans	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Coupe-couture	CTPP	Technologie	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Confection industrielle	Coupe-essayage-couture- confection	CT	Habillement	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Confection industrielle	Coupe-essayage-couture- confection	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Confection industrielle	Coupe-essayage-couture- confection	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Confection industrielle	(TP): Coupe-essayage-couture- confection	PP	TP Habillement TP Couture (Piqueur) Travaux pratiques	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Confection industrielle	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement	CTPP	CTPP Habillement

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Confection industrielle	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Habillement	CTPP	CTPP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Confection industrielle	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Travaux pratiques	CTPP	CTPP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Confection industrielle	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Dessin technique - Lecture de plans	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Confection industrielle	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Technologie	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	Coupe-essayage-couture-confection	CT	Habillement	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Habillement	Coupe-essayage-couture-confection	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Habillement	Coupe-essayage-couture-confection	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Habillement	(TP:) Coupe-essayage-couture-confection	PP	TP Habillement TP Couture (Piqueur) Travaux pratiques	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Habillement	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	TP Couture (piqueur)	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Travaux pratiques	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Dessin technique - Lecture de plans	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	coupe-essayage-couture-confection	CTPP	Technologie	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Couture	CT	Couture	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Couture	Couture	CT	Habillement	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Couture	Couture	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Couture	Couture	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Couture	(TP:) Couture	PP	TP: Couture	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Couture	(TP:) Couture	PP	TP: Couture (piqueur)	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Couture	Couture	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement	CTPP	CTPP Habillement

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Couture	Couture	CTPP	Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Couture	CTPP	Travaux pratiques	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Couture	CTPP	Dessin technique - Lecture de plans	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Couture	CTPP	Technologie	CTPP	Techniques du métier	CTPP	CTPP Habillement
Couverture du bâtiment	Couverture du bâtiment	CT	Couverture du bâtiment	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	Couverture du bâtiment	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	Couverture du bâtiment	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	(TP:) Couverture du bâtiment	PP	Couverture du bâtiment	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Décoration professionnelle	(TP:) Couverture du bâtiment	PP	Couverture	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Décoration professionnelle	Décoration professionnelle	CT	Education plastique orientée	CT	Techniques du métier	CT	CT Restauration CT ESF
Dessin publicitaire	(TP:) Décoration professionnelle	PP	TP : Education plastique orientée	PP	TP Salle	PP	PP Restauration PP Salle
Dessin publicitaire	Dessin-publicité	CT	Education plastique orientée	CT	Techniques du métier	CT	CT Arts Appliqués CT Publicité CT Décoration
Dessin publicitaire	Dessin-publicité	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Arts Appliqués CT Publicité CT Décoration
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Horticulture
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Carrosserie
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Cycle-moto- petit-engine

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Bois
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Carrelage
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire chauffage
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Gros œuvre
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Construction architecture
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Pavage
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Plafonnage
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Cordonnerie
Dessin technique	Dessin technique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Habillement
Dorure	Dorure	CT	Education plastique orientée Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Reliure CT Arts appliqués
Ebénisterie	Ebénisterie	CT	Bois	CT	Techniques du métier	CT	CT Bois
Ebénisterie	(TP:) Ebénisterie	PP	TP bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Education musicale	Education artistique (éd. Musicale)	CS	Education artistique Education musicale	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Musique	Education artistique (éd. Musicale)	CS	Education artistique Education musicale	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Education plastique	Education artistique (éd. Plastique)	CS	Education artistique Education plastique	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Dessin	Education artistique (éd. Plastique)	CS	Education artistique Education plastique	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Education familiale et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CTESF CT Restauration CT Cuisine
Education familiale et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CT	Technologie	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CTESF CT Restauration CT Cuisine
Education familiale et sanitaire	(TP:) Education familiale et sanitaire	PP	TP: Education familiale et sanitaire	PP	TP Arts ménagers	PP	PP ESF
Education familiale et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CTPP	Education familiale et sanitaire	CTPP	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP ESF

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Education familiale et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CTPP	Technologie	CTPP	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP ESF
Musique	Education musicale	CS	Education artistique Education musicale	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Education physique	Education physique	CS	Education physique	CS	Education physique Education physique (garçons) Education physique (filles)	CS	CS Education physique CS Education physique (garçons) CS Education physique (filles)
Education sociale	Education sociale	CT	Education sociale	CT	Education sociale	CG CS CT CTPP PP	Toutes fonctions CG, CS, CTPP, PP, CT
Electricité (du bâtiment)	Electricité	CT	Installations électriques du bâtiment	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Electricité	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Electricité	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	(TP:) Electricité	PP	TP Installations électriques du bâtiment	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Electricité (du bâtiment)	(TP:) Electricité	PP	TP Equipement du bâtiment	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Eléments de commerce	Eléments de commerce	CT	Eléments de commerce	CT	Cours commerciaux	CT	CT Cours commerciaux
Eléments de commerce	Eléments de commerce	CT	Cours commerciaux	CT	Cours commerciaux	CT	CT Cours commerciaux
(Français:) Eléments de commerce	(Français:) Eléments de commerce	CG	Français: Eléments de commerce	CG	Français	CG	CG Français
(Français:) Eléments de commerce	(Français:) Eléments de commerce	CG	Français	CG	Français	CG	CG Français

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
(Sc-éco.) Eléments de commerce	(Sc-éco.) Eléments de commerce	CG	Sc-éco: Eléments de commerce	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
(Sc-éco.) Eléments de commerce	(Sc-éco.) Eléments de commerce	CG	Sciences économiques	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
(Sc-éco.) Eléments de commerce	(Sc-éco.) Eléments de commerce	CG	Techniques de secrétariat	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Eléments de commerce	Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CT	Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CT	Utilisation de l'outil informatique	CT	CT Informatique
Eléments de commerce	Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CT	Informatique	CT	Utilisation de l'outil informatique	CT	CT Informatique
Eléments de commerce	Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CT	Informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	XXX
(Sc-éco.) Eléments de commerce	(Sc-éco.) Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CG	Sc-éco: Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
(Sc-éco.) Eléments de commerce	(Sc-éco.) Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CG	Techniques de secrétariat	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Eléments de commerce	(Sc-éco.) Utilisation de l'outil informatique	CG sc-éco	Sc-éco: Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CG sc-éco	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Eléments de commerce	(Sc-éco.) Utilisation de l'outil informatique	CG sc-éco	Techniques de secrétariat	CG sc-éco	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Eléments de commerce	Utilisation de l'outil informatique	CT	Eléments de commerce y compris utilisation de l'outil informatique	CT	Utilisation de l'outil informatique	CT	CT Informatique
Eléments de commerce	Utilisation de l'outil informatique	CT	Informatique	CT	Utilisation de l'outil informatique	CT	CT Informatique
...	Equipement du bâtiment	CT	Equipement du bâtiment	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire-Chauffage

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
...	Equipement du bâtiment	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire- Chauffage
...	Equipement du bâtiment	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire- Chauffage
...	(TP): Equipement du bâtiment	PP	TP: Equipement du bâtiment	PP	TP Equipement du bâtiment	PP	PP Sanitaire- Chauffage
Français/langue maternelle	Français/langue maternelle	CG	Langue maternelle- Histoire-Actualité	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Français/langue maternelle	CG	Français	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Français-Histoire-Actualité	CG	Langue maternelle- Histoire-Actualité	CG	Français Histoire	CG	CG Français CG Histoire
Français/langue maternelle	Français-Histoire-Actualité	CG	Français	CG	Français Histoire	CG	CG Français CG Histoire
Français/langue maternelle	Français-Histoire-Actualité	CG	Histoire	CG	Français Histoire	CG	CG Français CG Histoire
Horticulture	Horticulture	CT	Horticulture	CT	Techniques du métier	CT	CT Horticulture
Horticulture	Horticulture	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Horticulture
Horticulture	Horticulture	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Horticulture
Horticulture	(TP): Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Imprimerie	Imprimerie	CT	Imprimerie	CT	Techniques du métier	CT	CT Imprimerie
Imprimerie	Imprimerie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Imprimerie
Imprimerie	Imprimerie	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Imprimerie
Electricité (du bâtiment)	Installations électriques	CT	Installation électrique du bâtiment	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Installations électriques	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Installations électriques	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	(TP): Installations électriques	PP	TP Installation électrique du bâtiment	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Electricité (du bâtiment)	(TP): Installations électriques	PP	TP Equipement du bâtiment	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Electricité (du bâtiment)	(TP): Installations électriques	PP	TP Electricité	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Installations électriques	Installations électriques	CT	Installation électrique du bâtiment	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Installations électriques	Installations électriques	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Installations électriques	Installations électriques	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
Langue moderne...	Langue moderne...	CG	Langue moderne...	CG	Langue moderne Allemand Langue moderne Néerlandais Langue moderne Anglais	CG	CG Langues Germaniques
Langue moderne...	Langue moderne...	CG	Langue moderne : Allemand	CG	Langue moderne Allemand	CG	CG Langues Germaniques
Langue moderne...	Langue moderne...	CG	Langue moderne : Néerlandais	CG	Langue moderne Néerlandais	CG	CG Langues Germaniques
Langue moderne...	Langue moderne...	CG	Langue moderne : Anglais	CG	Langue moderne Anglais	CG	CG Langues Germaniques
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT	Maintenance du linge	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT	Technologie	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance du linge	(TP:) Maintenance du linge	PP	TP: Maintenance du linge	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Maintenance du linge	(TP:) Maintenance du linge	PP	TP Habillement	PP	TP habillement	PP	PP Habillement
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CTPP	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP ESF
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CTPP	Education familiale et sanitaire	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP ESF
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CTPP	Technologie	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP ESF
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Technologie	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Maintenance des locaux et matériel	(TP): Maintenance des locaux (et) des matériels	PP	TP: Maintenance des locaux (et) des matériels	PP	TP Maintenance des locaux et du matériel	PP	PP ESF
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux (et) des matériels	CTPP	Maintenance des locaux (et) des matériels	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP ESF
Travaux ménagers	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Travaux ménagers	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Travaux ménagers	Maintenance des locaux (et) des matériels	CT	Technologie	CT	Techniques du métier Formation à la vie quotidienne	CT	CT ESF
Mathématiques	Math-Sciences-Géographie	CG	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Mathématiques	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Mathématiques	Math-Sciences-Géographie	CG	Sciences	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Mathématiques	Math-Sciences-Géographie	CG	Géographie	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	CG	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	CG	Sciences	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	CG	Géographie	CG	Mathématique Sciences Géographie	CG	CG Math CG Sciences CG Géographie
Maroquinerie	Maroquinerie	CT	Maroquinerie	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Maroquinerie	Maroquinerie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir
Maroquinerie	Maroquinerie	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir
Maroquinerie	(TP:) Maroquinerie	PP	TP Maroquinerie	PP	TP Maroquinerie	PP	PP Maroquinerie
Machines-outils	Mécanique	CT	Mécanique	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
Machines-outils	Mécanique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
Machines-outils	Mécanique	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
Machines-outils	(TP:) Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	PP Mécanique
Mécano-soudure	Mécanique	CT	Mécanique	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
Mécano-soudure	Mécanique	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
Mécano-soudure	Mécanique	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique
	(TP:) Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	PP Mécanique
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	CT	Mécanique- carrosserie-tôlerie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique CT Mécanique auto CT Carrosserie CT Soudage
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique CT Mécanique auto CT Carrosserie CT Soudage
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique CT Mécanique auto CT Carrosserie CT Soudage
Tôlerie en carrosserie	(TP:) Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	TP Mécanique- carrosserie-tôlerie	PP	TP Mécanique TP Carrosserie TP Tôlerie	PP	PP Mécanique PP Carrosserie PP Soudage
Carrosserie	Mécanique carrosserie-tôlerie	CT	Mécanique carrosserie-tôlerie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique CT Mécanique auto CT Carrosserie CT Soudage

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Carosserie	Mécanique carrosserie-tôlerie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique CT Mécanique auto CT Carrosserie CT Soudage
Carosserie	Mécanique carrosserie-tôlerie	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique CT Mécanique auto CT Carrosserie CT Soudage
Mécanique garage	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	CT	Mécanique Garage	CT	Techniques du métier	CT	CT Cycle-moto- petit-engin CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Cycle-moto- petit-engin CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Cycle-moto- petit-engin CT Mécanique auto
Mécanique garage	(TP:) Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique Garage	PP	TP Cycles-motos-petits engins	PP	PP Cycle-moto- petit-engin
Mécanique garage	(TP:) Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Cycles-motos- petits engins	PP	TP Cycles-motos-petits engins	PP	PP Cycle-moto- petit-engin PP Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique d'entretien de véhicules	CT	Mécanique Garage	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique d'entretien de véhicules	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique d'entretien de véhicules	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto
Entretien véhicule station service	(TP:) Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Mécanique Garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Entretien véhicule station service	(TP:) Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique garage	CT	Mécanique garage	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Mécanique garage	Mécanique garage	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique garage	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Mécanique auto
Mécanique garage	(TP:) Mécanique garage	PP	TP: Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique garage	(TP:) Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Méthode de travail	Méthode de travail	CT	Méthode de travail	CT	Techniques du métier	CT	CT en rapport avec la formation donnée
Morale	Morale	MOR	morale	MOR	Morale	MOR	Morale
(Français): Néerlandais et / ou Anglais	(Français): Néerlandais et / ou Anglais	CG	Français	CG	Français	CG	CG Français
(Français): Néerlandais et / ou Anglais	(Français): Néerlandais et / ou Anglais	CG	Néerlandais	CG	Langue moderne Néerlandais	CG	CG Langues Germaniques
(Français): Néerlandais et / ou Anglais	(Français): Néerlandais et / ou Anglais	CG	Anglais	CG	Langue moderne Anglais	CG	CG Langues Germaniques
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Notions d'électricité	CT	Notions d'électricité	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Notions d'électricité	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Notions d'électricité	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Electricité
...	...		Palfrenier	CT	Techniques du métier	CT	CT Palfrenier
...	...		Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Palfrenier
...	...		Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Palfrenier
...	...		TP Palfrenier	PP	TP Palfrenier	PP	PP Palfrenier
...	Parachèvement du bâtiment	CT	Parachèvement du bâtiment	CT	Techniques du métier	CT	CT Carrelage CT Peinture-RMS CT Plafonnage CT Gros œuvre CT Pavage
...	Parachèvement du bâtiment	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Carrelage CT Peinture-RMS CT Plafonnage CT Gros œuvre CT Pavage

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
...	Parachèvement du bâtiment	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Carrelage CT Peinture-RMS CT Plafonnage CT Gros œuvre CT Pavage
...	(TP:) Parachèvement du bâtiment	PP	TP: Parachèvement du bâtiment	PP	TP Parachèvement du bâtiment	PP	PP Carrelage PP Peinture-RMS PP Plafonnage PP Gros œuvre PP Pavage
Dallage-pavage	Pavage	CT	Pavage	CT	Techniques du métier	CT	CT Pavage CT Carrelage CT Gros œuvre
Dallage-pavage	Pavage	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Pavage CT Carrelage CT Gros œuvre
Dallage-pavage	Pavage	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Carrelage CT Gros œuvre
Dallage-pavage	(TP:) Pavage	PP	TP Pavage	PP	TP Pavage	PP	PP Pavage PP Carrelage PP Gros œuvre
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT	Peinture	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	(TP:) Peinture (du bâtiment)	PP	TP Peinture	PP	TP Peinture	PP	PP Peinture RMS
Plafonnage	Plafonnage	CT	Plafonnage	CT	Techniques du métier	CT	CT Plafonnage
Plafonnage	Plafonnage	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Plafonnage
Plafonnage	Plafonnage	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Plafonnage
Plafonnage	(TP:) Plafonnage	PP	TP Plafonnage	PP	TP Plafonnage	PP	PP Plafonnage
...	Recouvrement murs sols	CT	Recouvrement murs sols	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
...	Recouvrement murs sols	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
...	Recouvrement murs sols	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Peinture RMS
...	(TP:) Recouvrement murs sols	PP	TP: Recouvrement murs sols	PP	TP Revêtements des sols	PP	PP Peinture RMS
...	(TP:) Recouvrement murs sols	PP	TP Revêtements des sols	PP	TP Revêtements des sols	PP	PP Peinture RMS

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Religion	Religion	REL	Religion	REL	Religion...	REL	Religion...
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Décoration professionnelle	(TP:) Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP: Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Cuisine TP Salle	PP	PP Salle PP Cuisine PP Restauration
Décoration professionnelle	(TP:) Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Cuisine	PP	TP Cuisine TP Salle	PP	PP Salle PP Cuisine PP Restauration
Décoration professionnelle	(TP:) Service(s) et décoration professionnelle	PP	TP Salle	PP	TP Cuisine TP Salle	PP	PP Salle PP Cuisine PP Restauration
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT ESF CT Restauration CT Cuisine

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
...	Soins aux personnes	CT	Soins aux personnes	CT	Techniques du métier	CT	CT Soins infirmiers CT Soins aux personnes
...	Soins aux personnes	CT	Education familiale et sanitaire	CT	Techniques du métier	CT	CT Soins infirmiers CT Soins aux personnes
...	Soins aux personnes	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Soins infirmiers CT Soins aux personnes
...	(TP:.)Soins aux personnes	PP	TP:Soins aux personnes	PP	TP Aide à la personne	PP	PP Soins infirmiers PP Soins aux personnes
...	Soins aux personnes	CTPP	Soins aux personnes	CTPP	TP Aide à la personne	CTPP	CTPP Soins infirmier CTPP ESF
Soudure	Soudage	CT	Construction métallique	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage
Soudure	Soudage	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage
Soudure	Soudage	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage
Soudure	(TP:.) Soudage	PP	TP : Construction métallique	PP	TP Soudage TP Ferronnerie TP Constructions métalliques	PP	PP Soudage
Soudure	(TP:.) Soudage	PP	TP Soudage	PP	TP Soudage TP Ferronnerie TP Constructions métalliques	PP	PP Soudage
Soudure	(TP:.) Soudage	PP	TP Métal	PP	TP Soudage TP Ferronnerie TP Constructions métalliques	PP	PP Soudage
Soudure	(TP:.) Soudage	PP	TP Ferronnerie	PP	TP Soudage TP Ferronnerie TP Constructions métalliques	PP	PP Soudage
Mécano-soudure	Soudage	CT	Construction métallique	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage
Mécano-soudure	Soudage	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Mécano-soudure	Soudage	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Soudage
...	Technique d'expression langue des signes	CG	Langue des signes	CG	Langue des signes	CG	CG Langue des signes
Technologie et notions de sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT	Technologie et notion de sécurité	CT	Techniques du métier	CT	CT en rapport avec la formation donnée
Cuir	Travail du cuir	CT	Travail du cuir	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir CT Cordonnerie CT Maroquinerie
Cuir	Travail du cuir	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir CT Cordonnerie CT Maroquinerie
Cuir	Travail du cuir	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Travail du cuir CT Cordonnerie CT Maroquinerie
Cuir	(TP:) Travail du cuir	PP	TP: Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir PP Cordonnerie PP Maroquinerie
Cuir	Travail du cuir	CTPP	Travail du cuir	CTPP	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir PP Cordonnerie PP Maroquinerie
Travaux de bureau (et de magasin)	Travaux de bureau	CT	Travaux de bureau	CT	Techniques de secrétariat Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Secrétariat-bureautique CT Informatique CT Cours commerciaux
Travaux de bureau (et de magasin)	Travaux de bureau	CT	Techniques de secrétariat	CT	Techniques de secrétariat Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Secrétariat-bureautique CT Informatique CT Cours commerciaux
Travaux de bureau (et de magasin)	Travaux de bureau	CT	Informatique	CT	Techniques de secrétariat Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Secrétariat-bureautique CT Informatique CT Cours commerciaux

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Travaux de bureau (et de magasin)	Travaux de bureau	CT	Cours commerciaux	CT	Techniques de secrétariat Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Secrétariat-bureautique CT Informatique CT Cours commerciaux
Travaux de bureau (et de magasin)	(TP:) Travaux de bureau	PP	TP: Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Travaux de bureau (et de magasin)	Travaux de bureau	CS	Travaux de bureau	CS	Dactylographie et bureautique	CS	CS Dactylographie
Travaux de bureau (et de magasin)	(Français:) Travaux de bureau	CG	Français: Travaux de bureau	CG	Français		CG Français
Travaux de bureau (et de magasin)	(Sc-éco:) Travaux de bureau	CG	Sc-éco: Travaux de bureau	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Travaux de bureau (et de magasin)	(Sc-éco:) Travaux de bureau	CG	Techniques de secrétariat	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Couverture du bâtiment	Travaux de couverture	CT	Travaux de couverture	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux de couverture	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux de couverture	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	(TP:) Travaux de couverture	PP	TP Travaux de couverture	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Classement	Travaux de (vente en) magasin	CT	Travaux de magasin	CT	Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Informatique CT Cours commerciaux
Classement	Travaux de (vente en) magasin	CT	Informatique	CT	Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Informatique CT Cours commerciaux
Classement	Travaux de (vente en) magasin	CT	Cours commerciaux	CT	Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Informatique CT Cours commerciaux
Travaux de magasin	(TP:) Travaux de (vente en) magasin	PP	TP: Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin	(Français:) Travaux de (vente en) magasin	CG	Français: Travaux de magasin	CG	Français	CG	CG Français
Travaux de magasin	(Sc-éco:) Travaux de (vente en) magasin	CG	Sc-éco: Travaux de magasin	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Travaux de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CT	Travaux de magasin	CT	Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Informatique CT Cours commerciaux

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	CLASS	INTITULE APRES DECRET	CLASS	INTITULE apres Rationalisation	CLASS	ACCROCHE FONCTION
Travaux de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CT	Informatique	CT	Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Informatique CT Cours commerciaux
Travaux de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CT	Cours commerciaux	CT	Utilisation de l'outil informatique Cours commerciaux	CT	CT Informatique CT Cours commerciaux
Travaux de magasin	(TP:) Travaux de (vente en) magasin	PP	TP: Travaux de magasin	PP	Travaux de magasin Travaux de logistique	PP	PP Vente
Plomberie - zinguerie	Travaux sur tuyauterie	CT	Travaux sur tuyauterie	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire chauffage
Plomberie - zinguerie	Travaux sur tuyauterie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire chauffage
Plomberie - zinguerie	Travaux sur tuyauterie	CT	Technologie	CT	Techniques du métier	CT	CT Sanitaire chauffage
Plomberie - zinguerie	(TP:) Travaux sur tuyauterie	PP	TP: Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie TP Chauffage TP Sanitaire TP Equipement du bâtiment	PP	PP Sanitaire- Chauffage
Plomberie - zinguerie	(TP:) Travaux sur tuyauterie	PP	TP Chauffage	PP	TP Travaux sur tuyauterie TP Chauffage TP Sanitaire TP Equipement du bâtiment	PP	PP Sanitaire- Chauffage
Plomberie - zinguerie	(TP:) Travaux sur tuyauterie	PP	TP Sanitaire	PP	TP Travaux sur tuyauterie TP Chauffage TP Sanitaire TP Equipement du bâtiment	PP	PP Sanitaire- Chauffage
Plomberie - zinguerie	(TP:) Travaux sur tuyauterie	PP	TP Equipement du bâtiment	PP	TP Travaux sur tuyauterie TP Chauffage TP Sanitaire TP Equipement du bâtiment	PP	PP Sanitaire- Chauffage
Vitrierie	Vitrierie	CT	Pause de vitrage	CT	...		
Vitrierie	Vitrierie	CT	Dessin technique - Lecture de plans	CT	...		
Vitrierie	Vitrierie	CT	Technologie	CT	...		
Vitrierie	(TP:) Vitrierie	PP	TP Pause de vitrage	PP	...		

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL							Version du 12-04-2008
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Education gestuelle	/	/	/	/	/	/	/
Fsthétique	/	/	/	/	/	/	/
Maintenance	[CT spécifique]	CT	/	/	[CT spécifique]	/	/
Etude des styles	Etude des styles	CT/CS	/	/	/	/	/
Art floral	Fleuristerie	PP	/	/	/	/	/
Garnissage	Garnissage	PP	/	/	/	/	/
Imprimerie	Imprimerie	PP	/	/	/	/	/
Lettrage	Lettrage	PP	/	/	/	/	/
Photographie	Photographie	CT	/	/	/	/	/
/	Recherche artistique: recherche(s) graphique(s)	CT	/	/	/	/	/
Vitric	Vitric	PP	/	/	/	/	/
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Hygiène professionnelle et sécurité du travail	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/
Technologie, hygiène et sécurité	Hygiène professionnelle et sécurité du travail	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/
Méthode de travail	Méthode de travail	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/
Méthode de travail	Méthode de travail	CT/CTPP	Méthode de travail	CT/CTPP	[CT spécifique]	/	/
Technologie	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/
Technologie et notions de sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Technologie, hygiène et sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	[CT spécifique]	CT	[CT spécifique]	/	/
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Hygiène professionnelle et sécurité du travail	CT/CTPP	Technologie et notion d'hygiène et de sécurité	CT/CTPP	[CT/CTPP spécifique]	CT/CTPP	/
Technologie, hygiène et sécurité	Hygiène professionnelle et sécurité du travail	CT/CTPP	Technologie et notion d'hygiène et de sécurité	CT/CTPP	[CT/CTPP spécifique]	CT/CTPP	/
Technologie	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	Technologie et notion d'hygiène et de sécurité	CT/CTPP	[CT/CTPP spécifique]	CT/CTPP	/
Technologie et notions de sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	Technologie et notion d'hygiène et de sécurité	CT/CTPP	[CT/CTPP spécifique]	CT/CTPP	/
Technologie et notions d'hygiène et de sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	Technologie et notion d'hygiène et de sécurité	CT/CTPP	[CT/CTPP spécifique]	CT/CTPP	/
Technologie, hygiène et sécurité	Technologie et notions (d'hygiène et) de sécurité	CT/CTPP	Technologie et notion d'hygiène et de sécurité	CT/CTPP	[CT/CTPP spécifique]	CT/CTPP	/
Art culinaire	Art culinaire	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Cuisine	Art culinaire	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Cuisine de collectivités	Art culinaire	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Cuisine de collectivités / Trav. Restaur.	Art culinaire	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Travaux ménagers	Art culinaire	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Art culinaire	Cuisine	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Cuisine	Cuisine	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Cuisine de collectivités	Cuisine	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Cuisine de collectivités / Trav. Restaur.	Cuisine	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Travaux ménagers	Cuisine	PP/CTPP	Art culinaire	CT	TM (Cuisine)	CT	CT Restauration - CT Cuisine
Aluminium	Aluminium	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Menuiserie	Aluminium	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Bois	Bois	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Bois-décoration	Bois	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Charpenterie	Bois	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Menuiserie	Bois	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Charpenterie	Charpenterie	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Bois-décoration	Décoration-bois	CS/PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Ebénisterie	Ebénisterie	PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Bois-décoration	Menuiserie	CT/PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Menuiserie	Menuiserie	CT/PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Menuiserie	PVC	CT/PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
PVC	PVC	CT/PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Restauration de meubles	Restauration de meubles	CT/PP	Bois	CT	TM (Bois)	CT	CT Bois
Boulangerie(-pâtisserie)	Boulangerie-pâtisserie	PP/CTPP	Boulangerie-pâtisserie	CT	TM (Boulangerie-Pâtisserie)	CT	CT Boulangerie-pâtisserie
Carrelage	Carrelage	PP	Carrelage	CT	TM (Carrelage)	CT	CT Carrelage - CT Pavage - CT Gros-œuvre
Carrosserie	Carrosserie	PP	Carrosserie	CT	TM (Carrosserie)	CT	CT Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Carrosserie	PP	Carrosserie	CT	TM (Carrosserie)	CT	CT Carrosserie
Carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	Carrosserie	CT	TM (Carrosserie)	CT	CT Carrosserie

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	Carrosserie	CT	TM (Carrosserie)	CT	CT Carrosserie
Chauffage	Chauffage	PP	Chauffage	CT	TM (Chauffage)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Bétonnage	Coffrage-ferrailage-bétonnage	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Coffrage	Coffrage-ferrailage-bétonnage	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Coffrage-ferrailage-bétonnage	Coffrage-ferrailage-bétonnage	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Coffrage-ferrailage-bétonnage	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Ferrailage	Coffrage-ferrailage-bétonnage	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Bétonnage	Construction (-gros-œuvre)	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Coffrage	Construction (-gros-œuvre)	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Coffrage-ferrailage-bétonnage	Construction (-gros-œuvre)	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Ferrailage	Construction (-gros-œuvre)	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Bétonnage	Maçonnerie	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Coffrage	Maçonnerie	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Coffrage-ferrailage-bétonnage	Maçonnerie	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Ferrailage	Maçonnerie	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Construction (-gros-œuvre)	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Maçonnerie	Construction (-gros-œuvre)	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Maçonnerie	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL							Version du 12-04-2008
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Maçonnerie	Maçonnerie	PP	Construction gros-œuvre	CT	TM (CGO)	CT	CT Gros-œuvre
Couverture du bâtiment	Couverture du bâtiment	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Recouvrement-isolation	Couverture du bâtiment	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Travaux de couverture	Couverture du bâtiment	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Zinguerie	Couverture du bâtiment	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Installations sanitaires	Couverture du bâtiment	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux de couverture	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Recouvrement-isolation	Travaux de couverture	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Travaux de couverture	Travaux de couverture	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Zinguerie	Travaux de couverture	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Installations sanitaires	Travaux de couverture	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux d'étanchéité	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Recouvrement-isolation	Travaux d'étanchéité	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Travaux de couverture	Travaux d'étanchéité	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Zinguerie	Travaux d'étanchéité	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Installations sanitaires	Travaux d'étanchéité	CT/PP	Couverture non métallique	CT	TM (Couverture)	CT	CT Couverture
Dessin publicitaire	Dessin-publicité	CS/PP	Dessin-Publicité	CT	TM (Dessin publicitaire)	CT	CT Publicité
Publicité	Dessin-publicité	CS/PP	Dessin-Publicité	CT	TM (Dessin publicitaire)	CT	CT Publicité

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Dessin publicitaire	Publicité	CT/PP	Dessin-publicité	CT	TM (Dessin publicitaire)	CT	CT Publicité
Publicité	Publicité	CT/PP	Dessin-publicité	CT	TM (Dessin publicitaire)	CT	CT Publicité
Education musicale	Education artistique (Ed Musicale)	CS	Education artistique (Ed Musicale)	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Musique	Education artistique (Ed Musicale)	CS	Education artistique (Ed Musicale)	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Education musicale	Solfège	CS	Education artistique (Ed Musicale)	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Musique	Solfège	CS	Education artistique (Ed Musicale)	CS	Education musicale	CS	CS Education musicale
Dessin	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Education plastique (appliquée/orientée)	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Dessin	Education plastique (appliquée/orientée)	CS/CT	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Education plastique (appliquée/orientée)	Education plastique (appliquée/orientée)	CS/CT	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Art culinaire	Art culinaire	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Cuisine	Art culinaire	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Cuisine de collectivités	Art culinaire	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Cuisine de collectivités / Trav. Restaur.	Art culinaire	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Art culinaire	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Art culinaire	Cuisine	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Cuisine	Cuisine	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Cuisine de collectivités	Cuisine	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
Cuisine de collectivités / Trav. Restaur.	Cuisine	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Cuisine	PP/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Education familiale et sanitaire	Education à la santé	CT/CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	Education nutritionnelle	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Activités sportives	Activités sportives	CS	Education physique	CS	Education physique	CS	CS Education physique
Education physique	Activités sportives	CS	Education physique	CS	Education physique	CS	CS Education physique
Activité sportives	Education physique (orientée)	CS/CT	Education physique	CS	Education physique	CS	CS Education physique
Education physique	Education physique (orientée)	CS/CT	Education physique	CS	Education physique	CS	CS Education physique
Dessin	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education plastique	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Education plastique (appliquée/orientée)	Education artistique (Ed Plastique)	CS	Education plastique	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Dessin	Education plastique (appliquée/orientée)	CS/CT	Education plastique	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Education plastique (appliquée/orientée)	Education plastique (appliquée/orientée)	CS/CT	Education plastique	CS	Education plastique	CS	CS Education plastique
Education sociale	Education sociale	CG, CS, CT, PP, CTPP, ER	Education sociale	ER	Education sociale	CTPP	A accrocher à une fonction
Initiation à la vie sociale	Education sociale	CG, CS, CT, PP, CTPP, ER	Education sociale	ER	Education sociale	CTPP	A accrocher à une fonction
Législation sociale	Education sociale	CG, CS, CT, PP, CTPP, ER	Education sociale	ER	Education sociale	CTPP	A accrocher à une fonction
Mécano-soudure	Soudage	CT/PP	Ferronnerie	CT	TM (Ferronnerie)	CT	CT Soudage

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Soudure	Soudage	CT/PP	Ferronnerie	CT	TM (Ferronnerie)	CT	CT Soudage
Entretien de collectivités	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Entretien	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Art au foyer	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Buanderie/lingerie collect.	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Lessivage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Raccomodage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Repassage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Education familiale	Education familiale et sanitaire	CT/CTPP	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Education familiale et sanitaire	Education familiale et sanitaire	CT/CTPP	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Buanderie/lingerie collect.	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Entretien	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Entretien de collectivités	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Lessivage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL		Version du 12-04-2008					
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Maintenance des locaux et matériel	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Maintenance du linge	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Raccomodage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Repassage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Education familiale	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Education familiale et sanitaire	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Art au foyer	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Formation pratique: vie quotidienne	CTPP	Formation à la vie quotidienne	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Français/langue maternelle	Français/langue maternelle	CG	Français (Communication)	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Français-Histoire-Actualité	CG	Français (Communication)	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Langue maternelle-Histoire-Actualité	CG	Français (Communication)	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Français/langue maternelle	CG	Français-Histoire-Actualité	CG	Français	CG	CG Français
Actualités-Histoire	Français-Histoire-Actualité	CG	Français-Histoire-Actualité	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Français-Histoire-Actualité	CG	Français-Histoire-Actualité	CG	Français	CG	CG Français
Actualités-Histoire	Langue maternelle-Histoire-Actualité	CG	Français-Histoire-Actualité	CG	Français	CG	CG Français
Français/langue maternelle	Langue maternelle-Histoire-Actualité	CG	Français-Histoire-Actualité	CG	Français	CG	CG Français
Culture maraîchère	Culture maraîchère	PP	Horticulture	CT	TM (Horticulture)	CT	CT Horticulture
Floriculture	Floriculture	PP	Horticulture	CT	TM (Horticulture)	CT	CT Horticulture

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Horticulture	Horticulture	PP	Horticulture	CT	TM (Horticulture)	CT	CT Horticulture
Horticulture	Sylviculture	PP	Horticulture	CT	TM (Horticulture)	CT	CT Horticulture
Horticulture	Arboriculture fruitière et/ou ornementale	PP	Horticulture	CT	TM (Horticulture)	CT	CT Horticulture
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Electricité	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Electricité	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Installations électriques	Electricité	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Notions d'électricité	Electricité	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Installations électriques	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Installations électriques	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Installations électriques	Installations électriques	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Notions d'électricité	Installations électriques	PP	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
(Notions d') électricité (du bâtiment)	Notions d'électricité	CT	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Electricité (du bâtiment)	Notions d'électricité	CT	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Installations électriques	Notions d'électricité	CT	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Notions d'électricité	Notions d'électricité	CT	Installations électriques	CT	TM (Electricité)	CT	CT Electricité
Langue moderne...	Langue moderne...	CG	Langue moderne...	CG	Langue moderne...	CG	CG Langues germaniques
Entretien de collectivités	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL		Version du 12-04-2008					
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Entretien	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Travaux ménagers	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Entretien	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Entretien de collectivités	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Maintenance des locaux et matériel	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Travaux ménagers	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Entretien de collectivités	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Maintenance des locaux et matériel	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Entretien	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Maintenance des locaux et des matériels	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Entretien	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Entretien de collectivités	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Maintenance des locaux et matériel	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance des locaux	CTPP	TP Maintenance des locaux et du matériel	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Lessivage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Raccordable	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Repassage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Travaux ménagers	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Repassage	Repassage	PP/CTPP	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Buanderie/lingerie collect.	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Lessivage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Maintenance du linge	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Raccodage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Repassage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Travaux ménagers	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	[CT/PP/CTPP spécifique]		
Buanderie/lingerie collect.	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Lessivage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Maintenance du linge	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Raccodage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Repassage	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Maintenance du linge	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Repassage	Repassage	PP/CTPP	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Buanderie/lingerie collect.	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Lessivage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL		Version du 12-04-2008					
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Maintenance du linge	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Raccordable	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Repassage	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Travaux ménagers	Travaux ménagers	CT/PP/CTP P	Maintenance du linge	CTPP	TP Maintenance du linge	CTPP	CTPP Education sociale et familiale
Mathématique(s)	Mathématique(s)	CG	Mathématiques	CG	Mathématique	CG	CG Math
Mathématique(s)	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématiques	CG	Mathématique	CG	CG Math
Mathématique(s)	Mathématique(s)	CG	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique	CG	CG Math
Mathématique(s)	Math-Sciences-Géographie	CG	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique	CG	CG Math
Sciences-Géographie	Math-Sciences-Géographie	CG	Math-Sciences-Géographie	CG	Mathématique	CG	CG Math
Ajustage	Mécanique	PP	Mécanique	CT	TM (Mécanique)	CT	CT Mécanique
Mécanique	Mécanique	PP	Mécanique	CT	TM (Mécanique)	CT	CT Mécanique
Mécano-soudure	Mécanique	PP	Mécanique	CT	TM (Mécanique)	CT	CT Mécanique
Ajustage machines outils	Mécanique	PP	Mécanique	CT	TM (Mécanique)	CT	CT Mécanique
Entretien véhicule station service	Cycles-moteurs-petits engins	PP	Mécanique en cycle et petits engins motorisés	CT	TM (Cycle-moto-petit engin)	CT	CT Cycle-moto-petit engin - CT Mécanique auto
Mécanique garage	Cycles-moteurs-petits engins	PP	Mécanique en cycle et petits engins motorisés	CT	TM (Cycle-moto-petit engin)	CT	CT Cycle-moto-petit engin - CT Mécanique auto
Mécanique moteurs	Cycles-moteurs-petits engins	PP	Mécanique en cycle et petits engins motorisés	CT	TM (Cycle-moto-petit engin)	CT	CT Cycle-moto-petit engin - CT Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique : cycles-moteurs-petits engins	PP	Mécanique en cycles et petits engins motorisés	CT	TM (Cycle-moto-petit engin)	CT	CT Cycle-moto-petit engin - CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	PP	Mécanique en cycles et petits engins motorisés	CT	TM (Cycle-moto-petit engin)	CT	CT Cycle-moto-petit engin - CT Mécanique auto

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Mécanique moteurs	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	PP	Mécanique en cycles et petits engins motorisés	CT	TM (Cycle-moto-petit engin)	CT	CT Cycle-moto-petit engin - CT Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique d'entretien de véhicules	PP	Mécanique Garage	CT	TM (Garage)	CT	CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique d'entretien de véhicules	PP	Mécanique Garage	CT	TM (Garage)	CT	CT Mécanique auto
Mécanique moteurs	Mécanique d'entretien de véhicules	PP	Mécanique Garage	CT	TM (Garage)	CT	CT Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique garage	PP	Mécanique Garage	CT	TM (Garage)	CT	CT Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique garage	PP	Mécanique Garage	CT	TM (Garage)	CT	CT Mécanique auto
Mécanique moteurs	Mécanique garage	PP	Mécanique Garage	CT	TM (Garage)	CT	CT Mécanique auto
Parachèvement du bâtiment	Parachèvement du bâtiment	CT/PP	Parachèvement du bâtiment	CT	TM (Peinture)	CT	CT Peinture RMS
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT/PP	Parachèvement du bâtiment	CT	TM (Peinture)	CT	CT Peinture RMS
Parachèvement du bâtiment	Parachèvement du bâtiment	CT/PP	Parachèvement du bâtiment	CT	TM (Plafonnage)	CT	CT Plafonnage
Plafonnage	Plafonnage	CT/PP	Parachèvement du bâtiment	CT	TM (Plafonnage)	CT	CT Plafonnage
Dallage-pavage	Pavage	CT/PP	Pavage	CT	TM (Pavage)	CT	CT Carrelage - CT Pavage - CT Gros-œuvre
Paveur	Pavage	PP	Pavage	CT	TM (Pavage)	CT	CT Carrelage - CT Pavage - CT Gros-œuvre
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT/PP	Peinture	CT	TM (Peinture)	CT	CT Peinture RMS
Carrosserie	Carrosserie	PP	Peinture en carrosserie	CT	TM (Peinture de carrosserie)	CT	CT Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Carrosserie	PP	Peinture en carrosserie	CT	TM (Peinture de carrosserie)	CT	CT Carrosserie
Carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	Peinture en carrosserie	CT	TM (Peinture de carrosserie)	CT	CT Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	Peinture en carrosserie	CT	TM (Peinture de carrosserie)	CT	CT Carrosserie

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Plafonnage	Plafonnage	CT/PP	Plafonnage	CT	TM (Plafonnage)	CT	CT Plafonnage
Religion	Religion	REL.	Religion	REL.	Religion	REL.	Religion
Recouvrements (des) murs et (des) sols	Revêtements des murs et sols	CT/PP	Revêtement des sols	CT	TM (Revêtement des sols)	CT	CT Peinture RMS
Cuisine de collectivités/trav. de restaur.	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Cuisine de collectivités/trav. de restauration	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	Salle	CT	TM (Salle)	CT	CT Restauration - CT Salle
Installations sanitaires	Sanitaire	CT/PP	Sanitaire	CT	TM (Sanitaire)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie	Sanitaire	CT/PP	Sanitaire	CT	TM (Sanitaire)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie - zinguerie	Sanitaire	CT/PP	Sanitaire	CT	TM (Sanitaire)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Sanitaire	CT/PP	Sanitaire	CT	TM (Sanitaire)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Commerce	Eléments de commerce	CG/CT	Sciences économiques	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Eléments de commerce	Eléments de commerce	CG/CT	Sciences économiques	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Facturation	Eléments de commerce	CG/CT	Sciences économiques	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques
Notions de commerce	Eléments de commerce	CG/CT	Sciences économiques	CG	Sciences économiques	CG	CG Sciences économiques

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Mécano-soudure	Constructions métalliques	PP	Soudage	CT	TM (Soudage)	CT	CT Soudage
Soudure	Constructions métalliques	PP	Soudage	CT	TM (Soudage)	CT	CT Soudage
Mécano-soudure	Soudage	CT/PP	Soudage	CT	TM (Soudage)	CT	CT Soudage
Soudure	Soudage	CT/PP	Soudage	CT	TM (Soudage)	CT	CT Soudage
Horticulture	Sylviculture	PP	Sylviculture	CT	TM (Sylviculture)	CT	CT Sylviculture
Accordage/réparation d'instruments de pianos	Accordage (de pianos)	PP	TP Accordage de pianos	PP	TP Accordage	PP	PP Accordage
Art culinaire	Art culinaire	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Cuisine	Art culinaire	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Cuisine de collectivités	Art culinaire	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Cuisine de collectivités / Trav. Restaur.	Art culinaire	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Travaux ménagers	Art culinaire	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Art culinaire	Cuisine	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Cuisine	Cuisine	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Cuisine de collectivités	Cuisine	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Cuisine de collectivités / Trav. Restaur.	Cuisine	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Travaux ménagers	Cuisine	PP/CTPP	TP Art culinaire	PP	TP Cuisine	PP	PP Restauration - PP Cuisine
Aluminium	Aluminium	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	Aluminium	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL							Version du 12-04-2008
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Bois	Bois	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Bois-décoration	Bois	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Charpenterie	Bois	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	Bois	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Bois	Charpenterie	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	Charpenterie	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Charpenterie	Charpenterie	PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Bois-décoration	Décoration-bois	CS/PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Ebénisterie	Ebénisterie	PP	TP bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Bois-décoration	Menuiserie	PP/CT	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	Menuiserie	PP/CT	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Bois	Menuiserie	PP/CT	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Menuiserie	PVC	CT/PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
PVC	PVC	CT/PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Restauration de meubles	Restauration de meubles	CT/PP	TP Bois	PP	TP Bois	PP	PP Bois
Boulangerie(-pâtisserie)	Boulangerie-pâtisserie	PP/CTPP	TP Boulangerie-pâtisserie	PP	TP Boulangerie-pâtisserie	PP	PP Boulangerie-pâtisserie
Vannerie	Cannage-rempaillage	PP	TP Cannage	PP	TP Cannage	PP	PP Vannerie
Vannerie	Cannage-rempaillage	PP	TP Cannage-rempaillage	PP	TP Cannage	PP	PP Vannerie

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Vannerie	Cannage-rempaillage	PP	TP Cannage-rempaillage	PP	TP Rempaillage	PP	PP Vannerie
Carrelage	Carrelage	PP	TP Carrelage	PP	TP Carrelage	PP	PP Carrelage - PP Pavage - PP Gros-œuvre
Carrosserie	Carrosserie	PP	TP Carrosserie	PP	TP Carrosserie	PP	PP Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Carrosserie	PP	TP Carrosserie	PP	TP Carrosserie	PP	PP Carrosserie
Carrosserie	Mécanique carrosserie-tôlerie	PP	TP Carrosserie	PP	TP Carrosserie	PP	PP Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	TP Carrosserie	PP	TP Carrosserie	PP	PP Carrosserie
Chauffage	Chauffage	PP	TP Chauffage	PP	TP Chauffage	PP	PP Sanitaire-chauffage
Bétonnage	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Coffrage	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Coffrage-ferraillage-bétonnage	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Ferraillage	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Maçonnerie	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Travaux du bâtiment	Coffrage-ferraillage-bétonnage	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Bétonnage	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Coffrage	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Coffrage-ferraillage-bétonnage	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL							Version du 12-04-2008
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Ferraillage	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Maçonnerie	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Travaux du bâtiment	Construction (-gros-œuvre)	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Bétonnage	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Coffrage	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Coffrage-ferraillage-bétonnage	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Ferraillage	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Maçonnerie	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Travaux du bâtiment	Travaux du bâtiment	PP	TP Construction gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Construction gros-œuvre	Maçonnerie	PP	TP Construction Gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Maçonnerie	Maçonnerie	PP	TP Construction Gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Travaux du bâtiment	Maçonnerie	PP	TP Construction Gros-œuvre	PP	TP Construction Gros-oeuvre	PP	PP Gros-œuvre
Cordonnerie (orthopédique)	Travail du cuir	PP	TP Cordonnerie	PP	TP Cordonnerie	PP	PP Travail du cuir - PP Cordonnerie
Cuir	Travail du cuir	PP	TP Cordonnerie	PP	TP Cordonnerie	PP	PP Travail du cuir - PP Cordonnerie
Travail du cuir	Travail du cuir	PP	TP Cordonnerie	PP	TP Cordonnerie	PP	PP Travail du cuir - PP Cordonnerie
Couverture du bâtiment	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Recouvrement-isolation	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Travaux de couverture	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Installations sanitaires	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Zinguerie	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Recouvrement-isolation	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Travaux de couverture	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Installations sanitaires	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Zinguerie	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux d'étanchéité	CT	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Recouvrement-isolation	Travaux d'étanchéité	CT	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Travaux de couverture	Travaux d'étanchéité	CT	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Installations sanitaires	Travaux d'étanchéité	CT	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Zinguerie	Travaux d'étanchéité	CT	TP Couverture non métallique	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
			TP Décoration en ameublement	PP	TP Décoration en ameublement	PP	PP Décoration
Bois-décoration	Encadrement	PP	TP Encadrement	PP	TP Encadrement	PP	PP Encadrement
Classement	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Organisation du/de bureau	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Travaux de bureau	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL		Version du 12-04-2008					
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Travaux de bureau et de magasin	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Correspondance commerciale	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Dactylocopie	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Dactylographie (et traitement de texte)	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Facturation	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Informatique	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Mécanographie	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Utilisation de l'outil informatique	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Correspondance commerciale	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Dactylocopie	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Dactylographie (et traitement de texte)	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Facturation	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Informatique	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Mécanographie	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Utilisation de l'outil informatique	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	TP Encodage de données	PP	TP Encodage de données	PP	PP Secrétariat-bureautique
Entretien de parcs et jardins	Arboriculture fruitière et/ou ornementale	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	PP Horticulture
Horticulture	Arboriculture fruitière et/ou ornementale	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	PP Horticulture
Entretien de parcs et jardins	Entretien des parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	PP Horticulture

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Horticulture	Entretien des parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	TP Entretien des parcs et jardins	PP	PP Horticulture
Mécano-soudure	Soudage	CT/PP	TP Ferronnerie	PP	TP Ferronnerie	PP	PP Soudage
Soudure	Soudage	CT/PP	TP Ferronnerie	PP	TP Ferronnerie	PP	PP Soudage
Confection industrielle	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Coupe et couture	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Coupe-couture-essayage	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture artisanale	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Retouches	Coupe-couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Confection industrielle	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Coupe et couture	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Coupe-couture-essayage	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture artisanale	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Retouches	Coupe-essayage-couture-confection	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Confection industrielle	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Coupe et couture	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Coupe-couture-essayage	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Couture artisanale	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Habillement	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Piquage	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Retouches	Couture	PP/CTPP	TP Habillement	CTPP	TP Habillement	CTPP	CTPP Habillement
Culture maraîchère	Culture maraîchère	PP	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Floriculture	Floriculture	PP	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Horticulture	Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Horticulture	Sylviculture	PP	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Horticulture	Arboriculture fruitière et/ou ornementale	PP	TP Horticulture	PP	TP Horticulture	PP	PP Horticulture
Electricité (du bâtiment)	Electricité	PP	TP Installations électriques	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Notions d'électricité	Electricité	PP	TP Installations électriques	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Electricité (du bâtiment)	Installations électriques	PP	TP Installations électriques	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité
Installations électriques	Installations électriques	PP	TP Installations électriques	PP	TP Electricité	PP	PP Electricité

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Cordonnerie (orthopédique)	Travail du cuir	PP	TP Maroquinerie	PP	TP Maroquinerie	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie
Cuir	Travail du cuir	PP	TP Maroquinerie	PP	TP Maroquinerie	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie
Maroquinerie	Travail du cuir	PP	TP Maroquinerie	PP	TP Maroquinerie	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie
Travail du cuir	Travail du cuir	PP	TP Maroquinerie	PP	TP Maroquinerie	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie
Ajustage	Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	PP Mécanique
Ajustage machines outils	Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	PP Mécanique
Mécanique	Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	PP Mécanique
Mécano-soudure	Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	TP Mécanique	PP	PP Mécanique
Entretien véhicule station service	Cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique en cycles et petits engins motorisés	PP	TP Cycle-moto-petit engin	PP	PP Cycle-moto-petit engin
Mécanique moteurs	Cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique en cycles et petits engins motorisés	PP	TP Cycle-moto-petit engin	PP	PP Cycle-moto-petit engin
Mécanique garage	Cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique en cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Cycle-moto-petit engin	PP	PP Cycle-moto-petit engin
Entretien véhicule station service	Mécanique : cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique en cycles et petits engins motorisés	PP	TP Cycle-moto-petit engin	PP	PP Cycle-moto-petit engin
Mécanique garage	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique en cycles et petits engins motorisés	PP	TP Cycle-moto-petit engin	PP	PP Cycle-moto-petit engin
Mécanique moteurs	Mécanique: cycles-moteurs-petits engins	PP	TP Mécanique en cycles et petits engins motorisés	PP	TP Cycle-moto-petit engin	PP	PP Cycle-moto-petit engin
Entretien véhicule station service	Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique garage	Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique moteurs	Mécanique d'entretien de véhicules	PP	TP Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Entretien véhicule station service	Mécanique garage	PP	TP Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Mécanique garage	Mécanique garage	PP	TP Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Mécanique moteurs	Mécanique garage	PP	TP Mécanique garage	PP	TP Garage	PP	PP Mécanique auto
Parachèvement du bâtiment	Parachèvement du bâtiment	CT/PP	TP Parachèvement du bâtiment	PP	TP Peinture	PP	PP Peinture RMS
Parachèvement du bâtiment	Parachèvement du bâtiment	CT/PP	TP Parachèvement du bâtiment	PP	TP Plafonnage	PP	PP Plafonnage
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT/PP	TP Parachèvement du bâtiment	PP	TP Peinture	PP	PP Peinture RMS
Plafonnage	Plafonnage	CT/PP	TP Parachèvement du bâtiment	PP	TP Plafonnage	PP	PP Plafonnage
Dallage-pavage	Pavage	CT/PP	TP Pavage	PP	TP Pavage	PP	PP Carrelage - PP Pavage - PP Gros-œuvre
Paveur	Pavage	PP	TP Pavage	PP	TP Pavage	PP	PP Carrelage - PP Pavage - PP Gros-œuvre
Peinture (du bâtiment)	Peinture (du bâtiment)	CT/PP	TP Peinture	PP	TP Peinture	PP	PP Peinture RMS
Carrosserie	Carrosserie	PP	TP Peinture en carrosserie	PP	TP Peinture de carrosserie	PP	PP Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Carrosserie	PP	TP Peinture en carrosserie	PP	TP Peinture de carrosserie	PP	PP Carrosserie
Carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	TP Peinture en carrosserie	PP	TP Peinture de carrosserie	PP	PP Carrosserie
Tôlerie en carrosserie	Mécanique-carrosserie-tôlerie	PP	TP Peinture en carrosserie	PP	TP Peinture de carrosserie	PP	PP Carrosserie
Plafonnage	Plafonnage	CT/PP	TP Plafonnage	PP	TP Plafonnage	PP	PP Plafonnage
Organisation du bureau	Techniques d'accueil et de téléphonie	CT	TP Réception-téléphonie	PP	TP Réception-téléphonie	PP	PP Secrétariat-bureautique
Standardiste	Techniques d'accueil et de téléphonie	CT	TP Réception-téléphonie	PP	TP Réception-téléphonie	PP	PP Secrétariat-bureautique
Composition (livres)	Reliure	CT/PP	TP Reliure	PP	TP Reliure	PP	PP Reliure
Composition (livres)	Reliure	CT/PP	TP Reliure-dorure	PP	TP Dorure	PP	PP Reliure
Composition (livres)	Reliure	CT/PP	TP Reliure-dorure	PP	TP Reliure	PP	PP Reliure

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Recouvrements (des) murs et (des) sols	Revêtements des murs et sols	CT/PP	TP Revêtement des sols	PP	TP Revêtement des sols	PP	PP Peinture RMS
Cuisine de collectivités/trav. de restaur.	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP Salle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP Salle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP Salle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP Salle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Cuisine de collectivités/trav. de restaur.	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP service et décoration professionnelle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP service et décoration professionnelle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Services (cuisine)	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP service et décoration professionnelle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Services et décoration professionnelle	Service(s) et décoration professionnelle	PP/CTPP	TP service et décoration professionnelle	PP	TP Salle	PP	PP Restauration - PP Salle
Installations sanitaires	Sanitaire	CT/PP	TP Sanitaire	PP	TP Sanitaire	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie	Sanitaire	CT/PP	TP Sanitaire	PP	TP Sanitaire	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie - zinguerie	Sanitaire	CT/PP	TP Sanitaire	PP	TP Sanitaire	PP	PP Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Sanitaire	CT/PP	TP Sanitaire	PP	TP Sanitaire	PP	PP Sanitaire-chauffage
Mécano-soudure	Constructions métalliques	PP	TP Soudage	PP	TP Soudage	PP	PP Soudage
Soudure	Constructions métalliques	PP	TP Soudage	PP	TP Soudage	PP	PP Soudage
Mécano-soudure	Soudage	CT/PP	TP Soudage	PP	TP Soudage	PP	PP Soudage
Soudure	Soudage	CT/PP	TP Soudage	PP	TP Soudage	PP	PP Soudage
Horticulture	Sylviculture	PP	TP Sylviculture	PP	TP Sylviculture	PP	PP Sylviculture

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL							Version du 12-04-2008
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Cordonnerie (orthopédique)	Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie - PP Cordonnerie
Cuir	Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie - PP Cordonnerie
Maroquinerie	Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie - PP Cordonnerie
Travail du cuir	Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	TP Travail du cuir	PP	PP Travail du cuir - PP Maroquinerie - PP Cordonnerie
Classement	Organisation de bureau-communication	CT	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Organisation du/de bureau	Organisation de bureau-communication	CT	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Travaux de bureau	Organisation de bureau-communication	CT	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Travaux de bureau et de magasin	Organisation de bureau-communication	CT	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Classement	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Organisation du/de bureau	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Travaux de bureau	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Travaux de bureau et de magasin	Travaux de bureau	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de bureau	PP	TP Travaux de bureau	PP	PP Secrétariat-bureautique
Classement	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Commerce (travaux de magasin)	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Distribution et services	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de bureau et de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Travaux de magasin et réserve	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve de marchandise	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de vente et de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Vente	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Classement	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Commerce (travaux de magasin)	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Distribution et services	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de bureau et de magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve de marchandise	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de vente et de magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Vente	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Classement	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Commerce (travaux de magasin)	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Distribution et services	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL						Version du 12-04-2008	
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Travaux de bureau et de magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve de marchandise	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Travaux de vente et de magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Vente	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de logistique	PP	TP Travaux de logistique	PP	PP Vente
Classement	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Commerce (travaux de magasin)	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Distribution et services	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de bureau et de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve de marchandise	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de vente et de magasin	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Vente	Travaux de (vente en) magasin	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Classement	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Commerce (travaux de magasin)	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Distribution et services	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de bureau et de magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve de marchandise	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de vente et de magasin	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Vente	Travaux de magasin et réserve de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Classement	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Commerce (travaux de magasin)	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Distribution et services	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de bureau et de magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de magasin et réserve de marchandise	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Travaux de vente et de magasin	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente
Vente	Travaux en magasin, en réserve et dépôt de marchandises	CG/CS/CT/ PP	TP Travaux de magasin	PP	TP Travaux de magasin	PP	PP Vente

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL							Version du 12-04-2008
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
/	/	/	TP Travaux du palefrenier	PP	TP Palefrenier	PP	PP Palefrenier
Chauffage	Chauffage	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Equipement du bâtiment	Equipement du bâtiment	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie	Plomberie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie-zinguerie	Plomberie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Plomberie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Installations sanitaires	Sanitaire	CT/PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie	Sanitaire	CT/PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie - zinguerie	Sanitaire	CT/PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Sanitaire	CT/PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie	Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Plomberie-zinguerie	Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	TP Travaux sur tuyauterie	PP	PP Sanitaire-chauffage
Vannerie	Cannage-rempaillage	PP	TP Vannerie-cannage	PP	TP Cannage	PP	PP Vannerie
Vannerie	Cannage-rempaillage	PP	TP Vannerie-cannage	PP	TP Vannerie	PP	PP Vannerie
Couverture du bâtiment	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Recouvrement-isolation	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Travaux de couverture	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Installations sanitaires	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Zinguerie	Couverture du bâtiment	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Recouvrement-isolation	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Travaux de couverture	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Installations sanitaires	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Zinguerie	Travaux de couverture (métallique)	CT/PP	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Couverture du bâtiment	Travaux d'étanchéité	CT	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Recouvrement-isolation	Travaux d'étanchéité	CT	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Travaux de couverture	Travaux d'étanchéité	CT	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Installations sanitaires	Travaux d'étanchéité	CT	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Zinguerie	Travaux d'étanchéité	CT	TP Zinguerie	PP	TP Couverture	PP	PP Couverture
Installations sanitaires	Plomberie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie	Plomberie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie - zinguerie	Plomberie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Plomberie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Installations sanitaires	Sanitaire	CT/PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie	Sanitaire	CT/PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage

Version du 12-04-2008

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL

Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction

INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Plomberie - zinguerie	Sanitaire	CT/PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Sanitaire	CT/PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Installations sanitaires	Travaux sur tuyauterie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie	Travaux sur tuyauterie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Plomberie - zinguerie	Travaux sur tuyauterie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Travaux sur tuyauterie	Travaux sur tuyauterie	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Equipement du bâtiment	Equipement du bâtiment	PP	Travaux sur tuyauterie	CT	TM (Travaux sur tuyauterie)	CT	CT Sanitaire-chauffage
Correspondance commerciale	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Dactylocopie	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Dactylographie (et traitement de texte)	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Facturation	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Informatique	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Mécanographie	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Utilisation de l'outil informatique	Utilisation de l'ordinateur	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Correspondance commerciale	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Dactylocopie	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE LIBRE CONFESIONNEL						Version du 12-04-2008	
Tableau de correspondances entre intitulés de cours et accroche fonction							
INTITULE AVANT REFORME	INTITULE APRES REFORME	Cl.	INTITULE APRES DECRET	Cl.	INTITULE APRES RATIONALISATION	Cl.	FONCTION
			<i>Par ordre alphabétique</i>				
Dactylographie (et traitement de texte)	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Facturation	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Informatique	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Mécanographie	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique
Utilisation de l'outil informatique	Utilisation de l'outil informatique	CG/CS/CT/ PP	Utilisation de l'outil informatique	ER	Utilisation de l'outil informatique	ER	PP Secrétariat-bureautique

Remarques

Chaque intitulé peut se lire tel quel ou précédé de la mention "T.P." ou "Complément de".

TM = Techniques du métier

Vu pour être annexé au décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, secondaire, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement.

Bruxelles, le 23 janvier 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion Sociale

M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 874

[C — 2009/29098]

23 JANUARI 2009. — Decreet houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools-, lager, secundair onderwijs, het kunstsecundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs, het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de PMS centra

Artikel 1. § 1. In deze titel wordt verstaan onder :

a) «Gereguleerd beroep» : elk ambt dat uitgeoefend kan worden in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools-, lager, secundair onderwijs, het kunstsecundair onderwijs, het secundair onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs, het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de PMS centra;

b) «Beroepskwalificaties» : de kwalificaties bevestigd door een opleidingsbewijs, een attest van bekwaamheid bedoeld bij artikel 4, littera *a)*, eerste streepje en/of een beroepservaring;

c) «Opleidingsbewijs» : de diploma's, getuigschriften en andere bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een overheid van een lidstaat gemachtigd krachtens de wets-, verordening- of administratieve bepalingen van deze lidstaat en die een beroepsopleiding bekrachtigen die voornamelijk verworven werd in de Europese Gemeenschap;

d) «Bevoegde overheid» : elke overheid of instantie die specifiek gemachtigd werd door een lidstaat om bekwaamheidsbewijzen en andere documenten of informaties uit te reiken of in ontvangst te nemen, alsook om aanvragen in ontvangst te nemen en beslissingen te nemen, bedoeld bij dit decreet;

e) «Gereguleerde vorming» : elke vorming die de specifieke uitoefening van een bepaald beroep beoogt en die uit een studiecycclus bestaat, desgevallend aangevuld met een beroepsopleiding, een beroepsstage of een beroepspraktijk;

f) «Beroepservaring» : de werkelijke en wettelijke uitoefening van het betrokken beroep in een lidstaat;

g) «Lidstaat» : lidstaat van de Europese Unie alsook IJsland, Liechtenstein, Noorwegen en Zwitserland zodra de richtlijn 2005/36/EG op deze landen van toepassing zal zijn;

h) «Aanvrager» : onderdaan van een lidstaat;

i) «Derde land» : ander land dan deze vermeld in *g)* van dit artikel.

§ 2. Wordt gelijkgesteld met een opleidingsbewijs elk opleidingsbewijs uitgereikt in een derde land voor zover de titularis ervan over een beroepservaring van drie jaar beschikt, voor het betrokken beroep, op het grondgebied van de lidstaat die het opleidingsbewijs erkent en gehomologeerd heeft.

Art. 2. Deze titel omzet gedeeltelijk de richtlijn 2005/36/CE van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties. Hij stelt regels vast volgens dewelke, wanneer ze de toegang tot een gereguleerd beroep of de uitoefening ervan afhankelijk maakt van het bezit van bepaalde beroepsbekwaamheden, de Franse Gemeenschap, voor de toegang tot het beroep en zijn uitoefening, de beroepsbekwaamheden verworven in één of meerdere andere lidstaten (hierna «afkomstlidstaten») erkent en die de titularis van genoemde kwalificaties toelaten er hetzelfde beroep uit te oefenen.

Art. 3. De erkenning van de beroepskwalificaties door de Franse Gemeenschap machtigt de begunstigde ertoe in de Franse Gemeenschap tot hetzelfde beroep toegang te hebben als het beroep waarvoor hij in de afkomstlidstaat bekwaam werd verklaard en er hetzelfde beroep mag uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als de titularissen van door de Franse Gemeenschap bepaalde beroepskwalificaties.

Voor de toepassing van deze titel wordt het beroep dat door de aanvrager in de Franse Gemeenschap uitgeoefend kan worden hetzelfde als dat waarvoor hij bekwaam werd verklaard in zijn afkomstlidstaat indien de gedekte activiteiten vergelijkbaar zijn.

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 6, worden de beroepsbekwaamheden samengebracht volgens de volgende hierna beschreven niveaus :

a) attest van bekwaamheid uitgereikt door een bevoegde overheid van de afkomstlidstaat gemachtigd krachtens de wets-, verordening- of administratieve bepalingen van deze Staat op basis :

— ofwel van een vorming die niet deel uitmaakt van een getuigschrift of een diploma in de zin van *b)*, *c)*, *d)* of *e)* of van een specifiek examen zonder voorafgaande vorming of van de voltijdse uitoefening van het beroep in een andere lidstaat gedurende drie opeenvolgende jaren of gedurende een gelijkwaardige periode deeltijds uitgeoefend gedurende de laatste tien jaren;

— ofwel van een algemene vorming van het niveau van het lager of secundair onderwijs waarbij gestaafd wordt dat de titularis ervan over algemene kennis beschikt;

b) getuigschrift ter bekrachtiging van een cyclus van secundaire studies :

— ofwel algemeen onderwijs, aangevuld met een studiecycclus of een beroepsvorming ander dan deze bedoeld bij *c)* en/of met een stage of de beroepspraktijk vereist naast deze studiecycclus;

— ofwel technisch of beroepsonderwijs, desgevallend aangevuld met een studiecycclus of een beroepsvorming zoals bedoeld bij het vorige streepje en/of met een stage of de beroepspraktijk vereist naast deze studiecycclus;

c) diploma ter bekrachtiging van :

- ofwel een vorming op het niveau van het postsecundair onderwijs ander dan dat bedoeld bij *d)* en *e)* van een minimale duur van één jaar of een gelijkwaardige duur met deeltijdse prestaties, waarvan één van de toegangsvoorwaarden, als algemene regel, de voltooiing van de cyclus van secundaire studies is die vereist is voor de toegang tot het universitair of hoger onderwijs, of de voltooiing van een gelijkwaardige vorming van het secundair niveau, alsook de beroepsopleiding die naast deze cyclus postsecundaire studies mogelijk vereist is;
- ofwel, als het om een gereguleerd beroep gaat, een vorming met een specifieke structuur die gelijkwaardig aan het niveau van vorming bedoeld in punt *i)*, die een beroepsniveau toekent dat vergelijkbaar is en die opleidt tot een vergelijkbaar niveau van verantwoordelijkheden en ambten (ambten bedoeld bij de bijlage II van de voornoemde richtlijn 2005/36/CE);

d) diploma tot bekrachtiging van een vorming op het niveau van het postsecundair onderwijs van een minimale duur van drie jaar die niet een periode van vier jaar overschrijdt of die een gelijkwaardige duur bestrijkt met deeltijdse prestaties, gegeven in een universiteit of in een inrichting voor hoger onderwijs of in een andere inrichting van gelijkwaardig niveau, alsook de mogelijk vereiste beroepsopleiding naast de cyclus van postsecundaire studies;

e) diploma waarbij bevestigd wordt dat de titularis met succes een cyclus postsecundaire studies heeft gevolgd van een minimale duur van vier jaar, of een gelijkwaardige duur aan deeltijdse prestaties, in een universiteit of in een inrichting voor hoger onderwijs of in een andere inrichting van gelijkwaardig niveau, en, desgevallend, dat hij met succes de vereiste beroepsopleiding naast de cyclus van postsecundaire studies heeft gevolgd.

Art. 5. Gelijkgesteld wordt met een opleidingsbewijs dat de vorming bedoeld bij artikel 4 bekrachtigt, voor hetzelfde niveau, elk opleidingsbewijs of geheel van opleidingsbewijzen uitgereikt door een bevoegde overheid in een lidstaat, voor zover het een vorming bekrachtigt dat verworven werd in de Europese Gemeenschap, erkend door deze lidstaat als zijnde van gelijkwaardig niveau en het er dezelfde rechten toekent inzake toegang tot een beroep of uitoefening ervan, of dat toegang verleent tot de uitoefening van dit beroep.

Gelijkgesteld wordt met een dergelijk opleidingsbewijs, binnen dezelfde voorwaarden als deze bepaald in het eerste lid, elke beroepskwalificatie die, zonder te voldoen aan de vereisten bedoeld in de wets-, verordnungs- en administratieve bepalingen van de afkomstlidstaat voor de toegang tot een beroep of de uitoefening ervan, aan de titularis ervan verworven rechten toekent krachtens deze bepalingen. Dit is meer specifiek van toepassing in het geval wanneer de afkomstlidstaat het niveau verhoogt van de vorming vereist voor de toegang tot een beroep of de uitoefening ervan en waar een persoon die de vorige vorming gevolgd heeft, die niet beantwoordt aan de vereisten van de nieuwe kwalificatie, rechten geniet die verworven werden krachtens wets-, verordnungs- en administratieve bepalingen; in dergelijk geval, wordt de vorige vorming, voor de toepassing van artikel 6, beschouwd als overeenstemmend met het niveau van de nieuwe vorming.

Art. 6. § 1. Wanneer in de Franse Gemeenschap, de toegang tot een gereguleerd beroep of tot de uitoefening ervan afhankelijk wordt gemaakt van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties, kent de Franse Gemeenschap de toegang tot dit beroep en de uitoefening ervan toe, onder dezelfde voorwaarden als voor de titularissen van de door haar bepaalde beroepskwalificaties, aan de aanvragers die over het attest van bekwaamheid beschikken of het opleidingsbewijs dat verplicht uitgereikt moet worden in een andere lidstaat om toegang te verlenen tot ditzelfde beroep op zijn grondgebied of tot de uitoefening ervan.

De attesten van bekwaamheid of de opleidingsbewijzen dienen aan de volgende voorwaarden te voldoen :

a) uitgereikt zijn door een bevoegde overheid in een lidstaat, daartoe gemachtigd overeenkomstig de wets-, verordnungs- en administratieve bepalingen van die Staat;

b) getuigen van een niveau van beroepskwalificatie minstens gelijkwaardig aan het niveau dat onmiddellijk inferior is aan dat vereist in de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 4.

§ 2. De toegang tot het beroep en de uitoefening ervan, bedoeld in de eerste paragraaf, moeten ook toegekend worden aan de aanvragers die het beroep bedoeld bij genoemde paragraaf voltijds hebben uitgeoefend tijdens twee jaar gedurende de tien vorige jaren in een andere lidstaat die geen reglementering heeft voor dit beroep, op voorwaarde dat ze over één of meerdere attesten van bekwaamheid beschikken of één of meerdere opleidingsbewijzen.

De attesten van bekwaamheid of de opleidingsbewijzen dienen aan de volgende voorwaarden te voldoen :

a) uitgereikt zijn door een bevoegde overheid in een lidstaat, daartoe gemachtigd overeenkomstig de wets-, verordnungs- en administratieve bepalingen van deze Staat;

b) getuigen van een niveau van beroepskwalificatie minstens gelijkwaardig aan het niveau dat onmiddellijk inferior is aan dat vereist in de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in artikel 4;

c) bevestigen dat de titularis bereid is om het betrokken beroep uit te oefenen.

De twee jaar beroepservaring bedoeld bij het eerste lid kunnen evenwel niet vereist worden als het(de) opleidingsbewijs(-zen) waarover de aanvrager beschikt een vorming bekrachtigt(-en) die gereguleerd is in de zin van artikel 1, § 1, *e)*, van de kwalificatieniveaus bepaald bij artikel 4, *b)*, *c)*, *d)* of *e)*.

§ 3. In afwijking van § 1, *b)*, en van § 2, *b)*, verleent de Franse Gemeenschap de toegang tot een gereguleerd beroep en zijn uitoefening wanneer ze de toegang tot dat beroep afhankelijk maakt van het bezit van een opleidingsbewijs dat een vorming van het hoger onderwijs of het universitair onderwijs bekrachtigt van een duur van vier jaar en dat de aanvrager een opleidingsbewijs bezit van het niveau bedoeld bij artikel 4, *c)*.

Art. 7. § 1. Artikel 6 verhindert niet dat de Franse Gemeenschap van de aanvrager vereist dat hij een aanpassingsstage zou lopen gedurende maximum drie jaar of dat hij zich zou onderwerpen aan een bekwaamheidsproef in één van de volgende gevallen :

a) wanneer de duur van de vorming waarover hij beschikt krachtens artikel 6, § 1 of § 2, minstens één jaar minder bedraagt dan deze vereist in de Franse Gemeenschap;

b) wanneer de vorming die hij genoten heeft betrekking heeft op materies die substantieel verschillen van deze gedekt door het opleidingsbewijs vereist in de Franse Gemeenschap;

c) wanneer het gereguleerde beroep in de Franse Gemeenschap een of meerdere gereguleerde beroepsactiviteiten bevat die niet bestaan in het overeenstemmend beroep in de afkomstlidstaat van de aanvrager, in de zin van artikel 3, tweede lid, en dat dit verschil gekenmerkt wordt door een specifieke vorming die vereist is in de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op materies die substantieel verschillen van deze gedekt door het attest van bekwaamheid of het opleidingsbewijs dat door de aanvrager ingediend wordt.

§ 2. Indien de Franse Gemeenschap gebruik maakt van de mogelijkheid bedoeld bij de eerste paragraaf, moet ze de aanvrager de keuze laten tussen de aanpassingsstage en de bekwaamheidsproef.

Voor de toepassing van § 1 b) en c), wordt verstaan onder « materies die substantieel verschillen van », materies waarvan de kennis essentieel is voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de migrant gevolgde vorming wezenlijke verschillen inzake duur of inhoud vertoont met de vorming vereist in de Franse Gemeenschap.

De eerste paragraaf wordt toegepast met inachtneming van het verhoudingsbeginsel. Meer specifiek, wanneer de Franse Gemeenschap zich voorneemt van de aanvrager te vereisen dat hij een aanpassingsstage zou lopen of aan een bekwaamheidsproef zou voldoen, moet ze eerst nagaan of de door de aanvrager tijdens zijn beroepservaring in een lidstaat of een derde land verworven kennis wel voldoende is om geheel of gedeeltelijk het substantieel verschil bedoeld bij het tweede lid te dekken.

Art. 8. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap een « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs » opgericht, belast met :

1° het onderzoeken van de aanvragen om erkenning ingediend door de titularissen van de beroepskwalificaties verworven in een of meerdere andere lidstaten;

2° het bepalen van de gereglementeerde beroepen die door deze titularissen in de Franse Gemeenschap uitgeoefend kunnen worden;

3° het bepalen van de bekwaamheidsbewijzen van de Franse Gemeenschap die beantwoorden aan hun beroepskwalificaties;

4° het bepalen van de compensatiemaatregelen, waaraan ze zich desgevallend moeten onderwerpen.

§ 2. De Commissie bedoeld bij de eerste paragraaf bestaat uit :

— een voorzitter : de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek;

— een plaatsvervangend voorzitter : de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van het universitair onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek;

— de volgende werkende en plaatsvervangende leden :

1° een ambtenaar en zijn plaatsvervanger, titularissen van een graad gerangschikt in een van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek en benoemd in vast verband;

2° twee ambtenaren en hun plaatsvervangers, titularissen van een graad gerangschikt in een van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en benoemd in vast verband;

3° twee ambtenaren en hun plaatsvervangers, titularissen van een graad gerangschikt in een van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie personeel van het gesubsidieerd onderwijs en benoemd in vast verband;

4° een lid en zijn plaatsvervanger gekozen door de Regering onder de inspecteurs van het secundair onderwijs van de lagere graad, die in vast verband benoemd zijn;

5° een lid en zijn plaatsvervanger gekozen door de Regering onder de inspecteurs van het secundair onderwijs van de hogere graad, die benoemd in vast verband zijn;

6° een lid en zijn plaatsvervanger per representatieve vakvereniging van het personeel van het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; deze worden door de Regering gekozen op de voordracht van hun respectieve vakvereniging onder de vastbenoemde personeelsleden;

7° een lid en zijn plaatsvervanger per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de psycho-medische-sociale centra, deze worden door de Regering gekozen op de voordracht van de vertegenwoordigingsorganen, ieder wat hem betreft;

8° een lid en zijn plaatsvervanger die de universiteiten vertegenwoordigen en die door de Interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap worden voorgedragen;

9° een lid en zijn plaatsvervanger die de hogescholen vertegenwoordigen en die door de Algemene raad van de hogescholen worden voorgedragen.

De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Regering aangewezen, voor een vernieuwbare periode van vier jaar.

§ 3. De Commissie voor de titels voor de toegang tot de ambten in het onderwijs kan het advies van deskundigen aanvragen.

§ 4. De nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs, worden door de Regering bepaald.

Art. 9. Indien, voorafgaandelijk aan het onderzoek van de aanvraag om erkenning ingediend door een titularis van beroepskwalificaties bedoeld bij artikel 8, de Voorzitter van de Commissie vermeld in hetzelfde artikel vaststelt dat genoemde aanvraag betrekking heeft op één van de gevallen beschreven in artikel 7 § 1, vraagt hij het advies aan van de Algemene Inspectiedienst. De Algemene Inspectiedienst stelt een lijst op van de materies die, op basis van een vergelijking tussen de vorming vereist in de Franse Gemeenschap en deze gekregen door de aanvrager, niet gedekt worden door de beroepskwalificaties ingediend door deze laatste.

Binnen een termijn van veertig kalenderdagen vanaf de afzending van het dossier aan de Algemene Inspectiedienst, zendt deze laatste genoemde lijst aan de Commissie over.

De Commissie, eventueel bijgestaan door één (meerdere) lid(leden) van de Algemene Inspectiedienst uitgenodigd om als deskundige(n) te zetelen, kiest onder de materies vermeld op deze lijst deze waarvan de kennis een essentiële voorwaarde is om in de Franse Gemeenschap het gereglementeerde beroep, waarvoor de aanvraag om erkenning ingediend wordt, uit te kunnen oefenen.

In afwezigheid van een antwoord van de Algemene Inspectiedienst of in geval van antwoord buiten de termijnen, bepaalt de Commissie zelf de materies waarvan de kennis vereist is om in de Franse Gemeenschap het gereglementeerde beroep, waarvoor de aanvraag om erkenning ingediend wordt, uit te kunnen oefenen.

De Regering geeft aan de aanvrager kennis van de compensatiemaatregelen waaraan hij zich moet onderwerpen, ofwel op zijn eigen keuze, een bekwaamheidsproef of een aanpassingsstage.

Indien de aanvrager voor de bekwaamheidsproef kiest, wordt het nazicht van de kennis in de materies gekozen door de Commissie verwezenlijkt door het afleggen van de examens betreffende genoemde materies in een inrichting van zijn keuze voor door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs. Dit nazicht moet rekening houden met het feit dat de aanvrager een geschoolde vakman is in zijn afkomstlidstaat. De deontologie die van toepassing is op de bedoelde activiteiten in de Franse Gemeenschap kan ook in deze materies opgenomen worden.

De uitslag van de examens die de aanvrager moet afleggen, worden aan de Voorzitter van de Commissie meegedeeld door de overheid van de betrokken onderwijsinrichting.

Indien de aanvrager voor de aanpassingsstage kiest, verbindt hij er zich toe in een inrichting van zijn keuze voor door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs het deel van de vorming te volgen dat overeenstemt met de door de Commissie gekozen materies en waarin verplicht een praktische stage van uitoefening van het reglementeerde beroep in situ vervat is. De duur van deze stage moet tussen 90 en 300 uren bestrijken. De evaluatie van de praktische stage in situ wordt gedaan door de inspectiediensten van het onderwijs die er de uitslag van meedelen aan de Voorzitter van de Commissie. Na kennis te hebben genomen van bovenvermelde uitslag, zendt de Voorzitter, uit naam van de Commissie, een advies aan de Regering over.

Art. 10. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de artikelen *2bis*; 3; derde en vierde leden; *4bis*; *4ter* en *4quater* opgeheven.

Art. 11. Artikel *10ter*, § 2, 2° van de wet van 7 juli 1970 betreffende de structuur van het hoger onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° overeenstemmend met toepassing van artikel 62, lid 1, 1° van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. ».

Art. 12. In artikel 6, § 5, 2°, littera *c*), 2de streepje van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « van de artikelen 3; derde en vierde leden; *4bis*; *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen », vervangen door de woorden « van titel I van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs. ».

Art. 13. In artikel 6, § 4, 2°, littera *c*), 2de streepje van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psychopedagogisch jaar, worden de woorden « van de artikelen 3; derde en vierde leden; *4bis*; *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen », vervangen door de woorden « van titel I van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs. ».

Art. 14. In artikel 6, § 4, 2°, littera *c*), 2de streepje van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden de woorden « van de artikelen 3; derde en vierde leden; *4bis*; *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen », vervangen door de woorden « van titel I van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs. ».

Art. 15. In artikel 6, § 4, 2°, littera *c*), 2de streepje van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de woorden « van de artikelen 3; derde en vierde leden; *4bis*; *4ter* en *4quater* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen », vervangen door de woorden « van titel I van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs. ».

Art. 16. Artikel 4, § 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. De bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij de eerste paragraaf kunnen ook buitenlandse bekwaamheidsbewijzen zijn die als gelijkwaardig erkend werden met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften of van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. ».

Art. 17. Artikel 82, § 3 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij de eerste paragraaf kunnen ook buitenlandse bekwaamheidsbewijzen zijn die als gelijkwaardig erkend werden met toepassing van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften of van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten. ».

TITEL II. — Diverse wijzigingsbepalingen

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende het taalbadonderwijs en het gebarentaalbadonderwijs

Art. 18. In het koninklijk besluit van 14 april 1964 houdende bepaling van de wijze waarop de weddetoelagen worden vastgesteld voor de personeelsleden van de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, die houder zijn van bekwaamheidsbewijzen welke voldoende worden geacht, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel *1bis*, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2003, wordt opgeheven;

2° Er wordt een artikel *3bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel *3bis*. De voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van lid van het onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen worden als volgt bepaald :

1° het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, uitgereikt in de taalbadtaal;

2° het buitenlandse bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is aan het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, uitgereikt in de taalbadtaal;

3° het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt in de taalbadtaal of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat minstens gelijkwaardig is aan dat getuigschrift uitgereikt in de taalbadtaal;

4° het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van diepgaande kennis van de taalbadtaal (CCALI);

5° Voor de taalbadcursussen Nederlands, het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van diepgaande kennis van de Nederlandse taal (CCALN);

6° Voor de taalbadcursussen Duits, het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van diepgaande kennis van de Duitse taal (CCALA). ».

Art. 19. In het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« Artikel 4. De voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen voor de ambten van lid van het onderwijzend personeel belast met taalbadcursussen worden als volgt bepaald :

1° Artikel *1bis*, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2003, wordt opgeheven;

2° Artikel 4, opgeheven bij het koninklijk besluit van 30 juli 1975, wordt hersteld in de volgende redactie :

« 1° het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit, uitgereikt in de taalbadtaal;

2° het buitenlandse bekwaamheidsbewijs dat gelijkwaardig is aan het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit, uitgereikt in de taalbadtaal;

3° het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt in de taalbadtaal of met een buitenlands bekwaamheidsbewijs dat minstens gelijkwaardig is aan dit getuigschrift uitgereikt in de taalbadtaal;

4° het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van diepgaande kennis van de taalbadtaal (CCALI);

5° Voor de taalbadcursussen Nederlands, het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van diepgaande kennis van de Nederlandse taal (CCALN);

6° Voor de taalbadcursussen Duits, het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs om het buiten taalbadcursussen overeenstemmende ambt uit te oefenen bedoeld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit, aangevuld met een getuigschrift van diepgaande kennis van de Duitse taal (CCALA). ».

Art. 20. In artikel 7, punt 7, littera *b*), van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, aangevuld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 1993 en gewijzigd bij de decreten van 13 juli 1998, 17 juli 2003, 17 december 2003 en 11 mei 2007, wordt het eerste streepje aangevuld met de volgende woorden: « en in artikel 24 van het decreet van 3 februari 2006 betreffende de inrichting van taalexamens. ».

Art. 21. In het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 6, § 5, 2°, littera *b*), worden de woorden « van artikel 36, vierde lid van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden » vervangen door de woorden « van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

2° Artikel 6, § 5, 2° wordt met een littera *d*), luidend als volgt, aangevuld:

« *d*) om een bekwaamheidsbewijs verkregen in het buitenland als voldoende geachte bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen waarvoor een aanvraag regelmatig werd overgezonden aan de administratieve instantie die bevoegd is voor het uitreiken van een machtiging tot het geven van taalbadcursussen met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling. »;

3° Artikel 6, § 6, derde lid wordt aangevuld met de woorden « en *d*). »;

4° Artikel 11*ter* wordt opgeheven.

Art. 22. In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 6, § 4, 2°, littera *b*), worden de woorden « van artikel 36, vierde lid van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden » vervangen door de woorden « van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

2° Artikel 6, § 4, 2° wordt met een littera *d*), luidend als volgt, aangevuld:

« *d*) om een bekwaamheidsbewijs verkregen in het buitenland als voldoende geachte bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen waarvoor een aanvraag regelmatig werd overgezonden aan de administratieve instantie die bevoegd is voor het uitreiken van een machtiging tot het geven van taalbadcursussen met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling. »;

3° Artikel 6, § 5, derde lid wordt aangevuld met de woorden « en *d*). ».

Art. 23. In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 6, § 4, 2°, littera *b*), worden de woorden « van artikel 36, vierde lid van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden » vervangen door de woorden « van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

2° Artikel 6, § 4, 2° wordt met een littera *d*), luidend als volgt, aangevuld:

« *d*) om een bekwaamheidsbewijs verkregen in het buitenland als voldoende geachte bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen waarvoor een aanvraag regelmatig werd overgezonden aan de administratieve instantie die bevoegd is voor het uitreiken van een machtiging tot het geven van taalbadcursussen met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling. »;

3° Artikel 6, § 6, derde lid wordt aangevuld met de woorden « en *d*). ».

Art. 24. In het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In artikel 6, § 4, 2°, littera *b*), worden de woorden « van artikel 36, vierde lid van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden » vervangen door de woorden « van artikel 43 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten »;

2° Artikel 6, § 4, 2° wordt met een littera *d*), luidend als volgt, aangevuld:

« *d*) om een bekwaamheidsbewijs verkregen in het buitenland als voldoende geachte bekwaamheidsbewijs van groep B te beschouwen waarvoor een aanvraag regelmatig werd overgezonden aan de administratieve instantie die bevoegd is voor het uitreiken van een machtiging tot het geven van taalbadcursussen met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de procedure voor het onderzoek van de aanvragen om toelating tot het onderwijzen in de taal van onderdompeling. »;

3° Artikel 6, § 5, derde lid wordt aangevuld met de woorden « en *d*). ».

Art. 25. In artikel 4, eerste lid van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het gespecialiseerd voorschools- en lager onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 11 mei 2007, worden de woorden « 11*bis* en 11*ter* » vervangen door de woorden « en 11*bis* ».

Art. 26. In artikel 2, § 1 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 11 mei 2007, worden de woorden « van artikel 11*bis* van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende

geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, van artikel 11*bis* van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, en van artikel 11*bis* van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie » vervangen door de woorden « van artikel 11 ter van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, van artikel 11 ter van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, en van artikel 11 ter van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie ».

Art. 27. In het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een hoofdstuk VII*bis* « Over de bezoldiging van de taalbadambten », luidend als volgt, ingevoegd :

« HOOFDSTUK VII*bis*. — Over de bezoldiging van de taalbadambten

Art. 30*bis*. De leden van het onderwijzend personeel belast met taalbadlessen genieten de weddeschaal waarop hun basisbekwaamheidsbewijs, buiten specifieke taalbevoegdheid vereist in zake, ze recht zou verlenen als ze het overeenstemmende ambt zouden uitoefenen in het onderwijs ingericht in het Frans. ».

2° Artikel 36 wordt vervangen door een artikel 36, luidend als volgt :

« Art. 36. De personeelsleden die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, tijdelijk benoemd of aangeworven zijn, die aangewezen zijn als prioritaire tijdelijke, die in vast verband benoemd of aangeworven zijn, in een ambt van personeelslid belast met taalbadcursussen, blijven, zowel administratief als geldelijk, onderworpen aan de bepalingen die totdien op hen van toepassing waren, wanneer deze bepalingen hun gunstiger zijn. ».

Art. 28. In artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt punt 20°, afgeschaft door het decreet van 11 mei 2007, hersteld in de volgende woorden :

« 20° Tweetalige klas Frans-gebarentaal : klas waarin een deel van de leerlingen een onderwijs in de Franse taal geniet terwijl simultaan dove of slechthorende leerlingen gebarentaalbadonderwijs of een onderwijs in de geschreven Franse taal genieten; ».

Art. 29. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) De eerste tot en met vierde leden vormen de eerste paragraaf;

b) Er wordt een tweede paragraaf, luidend als volgt, ingevoegd :

« § 2. In de tweetalige klassen Frans-gebarentaal, voor de dove leerlingen, bevat de uurregeling twee bijkomende lestijden bestemd voor de cursussen gebarentaal en Dovencultuur. ».

Art. 30. In artikel 4 van hetzelfde decreet, tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, in de tweetalige klassen Frans - gebarentaal, voor dove leerlingen, bevat de uurregeling twee bijkomende lestijden bestemd voor de cursussen gebarentaal en Dovencultuur. ».

Art. 31. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een vierde paragraaf, luidend als volgt :

« § 4. Vanaf 1 september 2014, bevat het bekwaamheidsbewijs vereist voor het uitoefenen van het ambt van, respectief, kleuteronderwijzer belast met gebarentaalbadcursussen en onderwijzer lager onderwijs belast met gebarentaalbadcursussen, naast de elementen bedoeld bij de vorige paragrafen, een opleiding van 480 lestijden met als doel de verwerving van bevoegdheden inzake mondelinge en schriftelijke tweetaligheid, waarvan de Regering de inhoud goedkeurt op de voordracht van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 32. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een afdeling 3*bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Afdeling 3*bis*. — Onderwijs via gebarentaalbad en taalbad in de geschreven Franse taal in tweetalige klassen Frans - gebarentaal.

Art. 13*bis*. § 1. Op de aanvraag van het inrichtingshoofd, na het advies te hebben genomen van de participatieraad bedoeld bij artikel 3, na voorafgaandelijke raadpleging van het basisoverlegcomité voor de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinrichtingen, van de Plaatselijke paritaire commissie voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, van de ondernemingsraad, of bij gebrek eraan door de plaatselijke overleginstantie, of bij gebrek eraan door de vakverenigingen voor de inrichtingen voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs, kan de Regering een school ertoe machtigen alle cursussen en pedagogische activiteiten van de uurregeling in het kader van tweetalige klassen Frans - gebarentaal in te richten.

In het gesubsidieerd onderwijs kan de Regering een inrichtende macht ertoe machtigen in één van de scholen en de vestigingen die ze organiseert alle cursussen en pedagogische activiteiten van de uurregeling in het kader van tweetalige klassen Frans - gebarentaal in te richten. De aanvraag gaat samen met het advies van de participatieraad bedoeld bij artikel 3 en met de uitslag van de voorafgaandelijke raadpleging van de Plaatselijke paritaire commissie voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, van de ondernemingsraad, of bij gebrek eraan door de plaatselijke overleginstantie, of bij gebrek eraan door de vakverenigingen voor de inrichtingen voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs.

Voor iedere betrokken school moet minstens een derde van de onderwijzers gebarentaal in tweetalige klassen Frans - gebarentaal tot de dovencultuurwereld behoren. Minstens één van deze onderwijzers die tot de dovencultuurwereld behoren, wordt bestemd voor de klassen van het kleuteronderwijs.

Wanneer een school of een vestiging tweetalige klassen Frans- gebarentaal inricht, wordt deze organisatie ingelast in het inrichtingsproject.

§ 2. De leerling vat het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans – gebarentaal op het niveau van het eerste jaar kleuteronderwijs aan.

In afwijking van het vorige lid kan een commissie opgericht binnen de inrichting, die minstens de directeur en de onderwijzers die belast zijn met het betrokken jaar, een leerling ertoe machtigen dit onderwijs in een ander jaar aan te vatten voor zover hij het bewijs levert dat hij over de nodige bevoegdheid beschikt.

Een basisschool die gebarentaalbadonderwijs begint in te richten in tweetalige klassen Frans – gebarentaal doet dit geleidelijk aan van het begin van het kleuteronderwijs tot het zesde jaar van het lager onderwijs en zorgt ervoor dat een leerling die taalbadonderwijs heeft ondernomen dit onderwijs kan blijven volgen gedurende heel het lagere onderwijs binnen dezelfde inrichting.

Art. 13^{ter}. In het kleuteronderwijs wordt voor het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans – gebarentaal verstrekt door een onderwijzer kleuteronderwijs belast met gebarentaalbadcursussen.

In het lager onderwijs wordt voor het gebarentaalbadonderwijs in een tweetalige klas Frans – gebarentaal verstrekt door een onderwijzer lager onderwijs belast met gebarentaalbadcursussen

§ 2. Voor de toepassing van de artikelen 24, § 1, tweede lid en 34, § 2 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van artikel 29^{bis}, § 4 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de diensten gepresteerd vóór 1 februari 2009 door de personeelsleden aangewezen of aangeworven ten laste van een inrichtende macht, die houder zijn van het respectieve bekwaamheidsbewijs voor het ambt onderwijzer kleuteronderwijs belast met gebarentaalbadcursussen of onderwijzer lager onderwijs belast met gebarentaalbadcursussen, geacht het te zijn geweest in het respectieve ambt onderwijzer kleuteronderwijs belast met gebarentaalbadcursussen of onderwijzer lager onderwijs belast met gebarentaalbadcursussen.

De diensten die vóór 1 februari 2009 gepresteerd werden door de personeelsleden aangewezen of aangeworven ten laste van een inrichtende macht, die niet houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist overeenkomstig het eerste lid, worden geacht het te zijn geweest in het respectieve ambt onderwijzer kleuteronderwijs belast met gebarentaalbadcursussen of onderwijzer lager onderwijs belast met gebarentaalbadcursussen, en een afwijking bedoeld bij artikel 6, § 5 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs te hebben bekomen, per volledig gepresteerd schooljaar. ».

Art. 33. In artikel 29 van hetzelfde decreet wordt een derde paragraaf, luidend als volgt, toegevoegd :

« § 3. Voor de tweetalige klassen Frans – gebarentaal komen, naast de volgens de eerste paragraaf berekende lestijden, nog :

- a) 6 lestijden per dove of slechthorende leerling die een tweetalige klas Frans – gebarentaal bezoekt;
- b) 2 lestijden per tweetalige klas Frans – gebarentaal, bestemd voor de cursus gebarentaal en Dovencultuur.

De lestijden die krachtens het eerste lid toegekend zijn voor de inrichting van tweetalige klassen Frans – gebarentaal worden in geen enkel geval beschouwd als lestijden uit het lestijdenpakket verkregen met toepassing van de artikelen 29 tot 32 en 34 van dit decreet. ».

Art. 34. In artikel 41 van hetzelfde decreet wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Voor de tweetalige klassen Frans – gebarentaal komen, naast de volgens de eerste paragraaf berekende lestijden, nog :

- c) 6 lestijden per dove of slechthorende leerling die een tweetalige klas Frans – gebarentaal bezoekt;
- d) 2 lestijden per tweetalige klas Frans – gebarentaal, bestemd voor de cursus gebarentaal en Dovencultuur.

De lestijden die krachtens het eerste lid toegekend zijn voor de inrichting van tweetalige klassen Frans – gebarentaal worden in geen enkel geval beschouwd als lestijden uit het lestijdenpakket verkregen met toepassing van de artikelen 29 tot 32 en 34 van dit decreet. ».

HOOFDSTUK II

Het verlof om voorlopig een ambt in het onderwijs of een psycho-medisch-sociaal centrum uit te oefenen

Art. 35. In het opschrift van hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals hersteld bij het decreet van 1 juli 2005, worden de woorden « het universitair onderwijs » aangevuld met de woorden « , en de psycho-medisch-sociale centra ».

Art. 36. In artikel 23 van hetzelfde koninklijk besluit, waarvan de huidige tekst de eerste paragraaf zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « het universitair onderwijs » worden aangevuld met de woorden « , of de psycho-medisch-sociale centra »;

2° In het laatste lid wordt de woorden « dit artikel » vervangen door de woorden « deze paragraaf »;

3° Er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Een verlof kan door de Regering aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 1 toegekend worden om voorlopig een ambt uit te oefenen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap of in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Duitstalige Gemeenschap.

Dit verlof wordt niet bezoldigd en gelijkgesteld met een periode dienstactiviteit. Het verlof kan worden toegestaan voor alle prestaties die het personeelslid in vaste dienst uitoefent of voor een gedeelte van deze. ».

Art. 37. In het opschrift van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals hersteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 1998, worden de woorden « in het onderwijs » aangevuld met de woorden « en de psycho-medisch-sociale centra ».

Art. 38. In artikel 14 van hetzelfde koninklijk besluit, zoals hersteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In de eerste paragraaf, eerste lid, worden de woorden « het universitair onderwijs » aangevuld met de woorden « , of in de psycho-medisch-sociale centra »;

2° Er wordt een vierde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Een verlof kan door de Regering aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 1 toegekend worden om voorlopig een ambt uit te oefenen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap of in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Duitstalige Gemeenschap.

Dit verlof wordt niet bezoldigd en gelijkgesteld met een periode dienstactiviteit. Het verlof kan worden toegestaan voor alle prestaties die het personeelslid in vaste dienst uitoefent of voor een gedeelte van deze. ».

Art. 39. Artikel 61bis van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals ingevoegd bij het decreet van 13 december 2007, wordt aangevuld met een vierde paragraaf luidend als volgt :

« § 4. Een verlof kan door de Regering aan de personeelsleden bedoeld bij artikel 1 toegekend worden om voorlopig een ambt uit te oefenen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap of in een psycho-medisch-sociaal centrum van de Duitstalige Gemeenschap.

Dit verlof wordt niet bezoldigd en gelijkgesteld met een periode dienstactiviteit. Het verlof kan worden toegestaan voor alle prestaties die het personeelslid in vaste dienst uitoefent of voor een gedeelte van deze. ».

HOOFDSTUK III

Het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 40. Artikel 4, § 4 van het decreet van 2 juni 1998 organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waarvan de huidige tekst het 1e lid vormt, wordt aangevuld met een 2e lid, luidend als volgt :

« De Regering stelt de goedkeuringsregels van de cursusprogramma's vast. ».

Art. 41. In artikel 12, § 1, 1°, letter a) van hetzelfde decreet worden de woorden « voor de leerlingen van minder dan 12 jaar en 3 lestijden voor de leerlingen van ten minste 12 jaar » geschrapt.

Art. 42. In artikel 35 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 17 juli 2003, wordt het 2e lid, 1° vervangen als volgt :

« 1° voor op het gebied van muziek :

- 280 lestijden/jaar voor complete groepen van 4 leerlingen, voor de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de tweede graad;
- 360 lestijden/jaar voor complete groepen van 3 leerlingen, voor de leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de derde graad; ».

Art. 43. In artikel 51 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3 wordt als volgt aangevuld :

1° § 3 wordt als volgt aangevuld : « 19° leraar opleiding vocale muziek jazz; 20° leraar electroakoestische muziek; »;

2° § 4 wordt aangevuld met een punt 8° luidend als volgt :

« 8° leraar multidisciplinaire opleiding. ».

Art. 44. In artikel 106 van hetzelfde decreet :

1° Wordt punt 1° als volgt vervangen :

« 1° leraar muzikale opleiding :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- Diploma van het hoger secundair onderwijs uitgereikt binnen een specialiteit van het muziekonderwijs en aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van licentiaat, richting muziekschrijven en muziektheorie, optie muziekvorming, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van master met de didactische finaliteit, richting muziekschrijven en muziektheorie, optie muziekvorming;
- Diploma van master met gespecialiseerde finaliteit of grondige specialiteit, richting muziekschrijven en muziektheorie, optie muziekvorming, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van bachelor in muziekvorming of muziekopvoeding, uitgereikt op het einde van het Kunsthoger onderwijs van het korte type;
- Diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs in muziekvorming of muziekopvoeding (GLSO).

b) Voldoend geachte bekwaamheidsbewijzen :

- Diploma van het hoger kunstonderwijs uitgereikt in een specialiteit van het muziekonderwijs;
- Diploma van licentiaat, richting muziekschrijven en muziektheorie, optie muziekvorming;
- Diploma van master met gespecialiseerde finaliteit of grondige finaliteit, richting muziekschrijven en muziektheorie, optie muziekvorming.

c) Bewijzen voor pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- DPBO van de voorbereidende notenleer;
- DPBO van de gewone notenleer;
- DPBO van de perfectionneringsnotenleer;

- GPBO van de muziekvorming;
- GLSO in muziekvorming of muziekopvoeding;
- GHSO in de muziek. »

2° Een nieuwe punt 18° luidend als volgt wordt ingevoegd :

« 18° leraar opleiding vocale muziek jazz :

a) Vereist bekwaamheidsbewijs :

- Diploma van het hoger kunstonderwijs van opleiding vocale muziek, jazz-zang, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van master met didactische finaliteit in de muziek, richting jazz en lichte muziek, optie zang;
- Diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit in de muziek, richting jazz en lichte muziek, optie zang, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- De erkenning van nuttige ervaring aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Voldoend geachte bekwaamheidsbewijzen :

- Diploma van hoger kunstonderwijs van opleiding vocale muziek, jazz-zang;
- Diploma van licentiaat in de muziek, richting jazz en lichte muziek, optie zang;
- Diploma van master met gespecialiseerde of gegronde finaliteit in de muziek, afdeling jazz en lichte muziek, optie zang;
- De erkenning van nuttige ervaring.

c) Bewijzen van pedagogische bekwaamheid :

- GPBO van opleiding vocale muziek, jazz;
- GHSO in het muziekdomein. »

3° Een nieuw punt 19° luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« 19° leraar electroakoestische muziek :

a) vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- Diploma van master met didactische finaliteit in de electroakoestische muziek;
- Diploma van master met gespecialiseerde of grondige specialiteit in de electroakoestische muziek aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van licentiaat in de electroakoestische muziek aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van het kunsthoger onderwijs of van het hoger kunstonderwijs uitgereikt in een andere specialiteit aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring en een bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) Voldoend geachte bewijzen :

- Licentiaat in de electroakoestische muziek;
- Diploma van het kunsthoger of van het hoger kunstonderwijs uitgereikt in een andere specialiteit aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring.

c) bewijzen van pedagogische bekwaamheid :

- GPBO van electroakoestische muziek;
- GHSO van het muziekdomein. ».

Art. 45. In artikel 107 van hetzelfde decreet wordt een punt 8° ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° leraar multidisciplinaire vorming :

a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- Diploma van het hoger kunstonderwijs voor voordrachtskunst, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van het hoger kunstonderwijs voor dramatische kunst, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van het kunstonderwijs van de 3e graad uitgereikt in de specialiteit « toneel », aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van het kunsthoger onderwijs van het korte type uitgereikt in de specialiteit « dramatische vertolking », aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van geaggregeerde het hoger secundair onderwijs uit de domeinen van het toneel en de woordkunsten;
- Diploma van licentiaat van de domeinen van het toneel en de woordkunsten, optie dramatische kunst of kunst van de welsprekendheid, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van licentiaat van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van master met didactische finaliteit van de domeinen van het toneel en de woordkunsten, optie dramatische kunst of kunst van de welsprekendheid;
- Diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit of zonder specifieke finaliteit van de domeinen van het toneel en de woordkunsten, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- Diploma van master met didactische finaliteit van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken;

- Diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit, of zonder specifieke finaliteit, van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid;
- b) Voldoend geacht bekwaamheidsbewijzen :
 - Diploma van het hoger kunstonderwijs voor voordrachtskunst;
 - Diploma van het hoger kunstonderwijs voor dramatische kunst;
 - Diploma van het kunstonderwijs van de 3e graad uitgereikt in de specialiteit « toneel »;
 - Diploma van het kunsthoger onderwijs van het korte type uitgereikt in de specialiteit « Dramatische vertolking »;
 - Diploma van licentiaat van de domeinen van het toneel en de woordkunsten, optie dramatische kunst of kunst van de welsprekendheid;
 - Diploma van licentiaat van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken;
 - Diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit of zonder specifieke finaliteit van de domeinen van het toneel en de woordkunsten, optie dramatische kunst of kunst van de welsprekendheid;
 - Diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit, of zonder specifieke finaliteit, van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie, optie dramatische vertolking of toneel en communicatietechnieken.
- c) Bekwaamheidsbewijzen voor pedagogische bekwaamheid :
 - DPBO gesproken Frans;
 - GPBO dictie-voordrachtskunst;
 - GPBO dramatische kunst;
 - GPBO multidisciplinaire vorming van de domeinen van het toneel en de woordkunsten;
 - GHSO van de domeinen van de vertoningskunsten en de techniek voor de verspreiding en de communicatie;
 - GHSO van de domeinen van het toneel en de woordkunsten. ».

Art. 46. In artikel 112, 1e lid van hetzelfde decreet, wordt punt 3) vervangen door een punt 3° luidend als volgt :

« 3° zes leden gekozen onder : de leden van het leidend en onderwijzend personeel van het kunstonderwijs definitief benoemd of aangeworven, de leden van de Inspectiedienst van het kunstonderwijs en de houders van een universitair diploma in de psychopedagogie of in de opvoedingswetenschappen.

Drie van die leden worden aangesteld door de inrichtende macht en drie door de Regering of zijn afgevaardigde op de voordracht van de inspectie van het kunstonderwijs voor het betrokken domein.

Voor elke categorie van gekozen leden worden twee plaatsvervangers voorgesteld.

Onder de zes leden bedoeld in het eerste lid worden maximaal een lid van de Inspectiedienst van het kunstonderwijs en maximaal een houder van een universitair diploma in de psychopedagogie of in de opvoedingswetenschappen aangesteld. ».

Art. 47. De diensten bewezen vóór de inwerkingtreding van dit decreet door de leraren muziekvorming die houder zijn van een diploma van bachelor in muziekvorming of in muziekopleiding, uitgereikt op het einde van het kunsthoger onderwijs van het korte type of van het diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs in muziekvorming of in muziekopleiding (GLSO), worden gelijkgesteld, voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, met de diensten bewezen door de leraren muziekvorming houders van het vereist bekwaamheidsbewijs.

Art. 48. In artikel 1, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 aangevuld met het decreet van 2 juni 2006 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden?

HOOFDSTUK IV. — *Vervanging van de kinderverzorgers*

Art. 49. In artikel 24 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt het 1e lid vervangen door het volgende lid :

« De vervanging van een afwezig vastbenoemd kinderverzorger of van zijn plaatsvervanger wordt onderworpen aan dezelfde voorwaarden als de vervanging van de leden van het onderwijzend personeel van het gewoon basisonderwijs. »

Art. 50. In artikel 34 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt het 1e lid vervangen door het volgende lid :

« De vervanging van een afwezig vastbenoemd kinderverzorger of van zijn plaatsvervanger wordt onderworpen aan dezelfde voorwaarden als de vervanging van de leden van het onderwijzend personeel van het gewoon basisonderwijs. »

Art. 51. In artikel 44 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, wordt het 1e lid vervangen door het volgende lid :

« De vervanging van een afwezig vastbenoemd kinderverzorger of van zijn plaatsvervanger wordt onderworpen aan dezelfde voorwaarden als de vervanging van de leden van het onderwijzend personeel van het gewoon basisonderwijs. »

HOOFDSTUK V. — *Statutaire overgangsbepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 52. Dit hoofdstuk is van toepassing op alle statutaire situaties die voortvloeien of voortgevloeid zijn uit opeenvolgende hervormingen van de organisatie van het gespecialiseerd beroepssecundair onderwijs van vorm 3.

Art. 53. De rechtsgevolgen bedoeld in de artikelen 54, 56, 57 en 58 worden beperkt tot het gespecialiseerd secundair onderwijs van de vormen 1, 2 en 3.

Afdeling II. — De definitieve personeelsleden

Art. 54. De leden van het definitief benoemd of aangeworven personeel in een ambt waartoe een vak behoorde vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk, wordt geacht definitief benoemd of aangeworven te zijn waartoe het bedoeld vak voortaan behoort overeenkomstig de bijlage bij dit decreet.

Art. 55. Het definitief benoemd of aangeworven personeelslid aan wie een nuttige ervaring toegekend is voor een ambt van leraar technische vakken of van leraar beroepspraktijk of leraar technisch vakken en beroepspraktijk, behoudt het voordeel van die erkenning voor de bedoelde specialiteit in de uitoefening van zijn nieuw ambt als leraar technische vakken of van leraar beroepspraktijk of leraar technische vakken en beroepspraktijk.

Het in het 1e lid bedoeld personeelslid geniet de bezoldiging verbonden aan zijn oorspronkelijk ambt, behalve als de bezoldiging in verband met het oorspronkelijk ambt hem een lagere bezoldiging toekent.

Afdeling III. — Tijdelijke personeelsleden

Art. 56. Voor de toepassing van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de diensten die bewezen worden in het ambt waartoe het vak behoorde vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk door het personeelslid, geacht bewezen te zijn binnen het (de) ambt(en) waartoe het vak voortaan behoort krachtens de bijlage bij dit decreet.

In dat kader worden voor het schooljaar 2008/2009 de personeelsleden geacht hun kandidatuur ingediend te hebben binnen de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 34 en 42 van voornoemd decreet van 1 februari 1993.

Art. 57. Voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de diensten die bewezen worden in het ambt waartoe het vak behoorde vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk door het personeelslid, geacht bewezen te zijn binnen het (de) ambt(en) waartoe het vak voortaan behoort krachtens de bijlage bij dit decreet.

In dat kader worden voor het schooljaar 2008/2009 de personeelsleden geacht hun kandidatuur ingediend te hebben binnen de vormen en termijnen voorgeschreven in dezelfde artikelen 24 en 30 van voornoemd decreet van 6 juni 1994.

Art. 58. De vrijstellingen verworven vóór de inwerkingtreding van dit hoofdstuk door het personeelslid binnen een (meerdere) vak(ken) bedoeld in de bijlage, bij toepassing van het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon secundair onderwijs, worden geacht eveneens verworven te zijn binnen het (of een van de) ambt(en) waartoe het vak voortaan behoort overeenkomstig de bijlage bij dit decreet.

Art. 59. Het tijdelijk personeelslid aan wie een nuttige ervaring toegekend is voor een ambt van leraar technische vakken of leraar technische vakken en beroepspraktijk, behoudt het voordeel van die erkenning voor de beschouwde specialiteit binnen de uitoefening van zijn nieuw ambt van leraar technische vakken of van leraar beroepspraktijk of leraar technische vakken en beroepspraktijk.

HOOFDSTUK VI. — *Schoolbemiddeling en positieve discriminatie*

Art. 60. In artikel 32 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt het 3e lid vervangen doot een nieuw 3e lid, luidend als volgt :

« Indien de leerling verzuimt zich aan te melden na ontvangst van de oproeping bedoeld bij het eerste lid en telkens als het inrichtingshoofd het noodzakelijk acht, vaardigt deze laatste een opvoedend hulppersonneelslid, een bemiddelaar bedoeld bij hoofdstuk V van dit decreet mits het voorafgaand akkoord van de coördinatoren van de dienst voor schoolbemiddeling af naar de woonplaats of de verblijfplaats van de leerling of vraagt hij de directeur van het psycho-medisch-sociale centrum een personeelslid van dit centrum deze opdracht uit te voeren. De afgevaardigde van het inrichtingshoofd stelt een verslag op van het bezoek ter attentie van het inrichtingshoofd. De Regering kan de regels voor het bezoek nader bepalen. »

Art. 61. In het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt een artikel *4bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *4bis*. In afwijking van artikel 4, zijn de lijsten van de instellingen of vestigingen die positieve discriminatie genieten, met inbegrip van de instellingen of vestigingen voor prioritair secundair onderwijs, voor het jaar 2009-2010 deze van de instellingen of vestigingen die positieve discriminatie genieten, met inbegrip van de instellingen of vestigingen voor prioritair secundair onderwijs voor het schooljaar 2008-2009.

Het volgende klassemment door het Bestuur van de vestigingen voor basisonderwijs en van de instellingen of vestigingen van het secundair onderwijs zoals bepaald in § 2 van hetzelfde artikel en de instelling van de lijsten zoals bedoeld in § 4 van hetzelfde artikel zullen ten laatste op 1 oktober 2009 worden opgesteld.

De duur van de driejaarlijkse projecten bedoeld in artikel 8, § 2, in artikel 11, § 3 en in artikel 12, § 1, wordt automatisch van drie naar vier jaar gedragen, hetzij met het schooljaar 2009-2010 inbegrepen, met de verlenging van de menselijke en werkingsmiddelen die in dat kader toegekend zijn. »

HOOFDSTUK VII. — *De inspectie*

Art. 62. In artikel 5, § 2, 1e lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 1995 tot oprichting van een « Centre d'auto-formation et de formation continuée » voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007, worden de woorden « een inspecteur-coördinator van de psycho-medisch-sociale centra » vervangen door de woorden « de inspecteur belast met de coördinatie van de

inspectie op het niveau van de psycho-medisch-sociale centra en de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 63. In artikel 10, § 4 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, worden de woorden « en 2°, a), b), e), g) » vervangen door de woorden « , 2° ».

Art. 64. In artikel 53 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° IN het 4e lid, worden de woorden « Onverminderd het volgende lid » toegevoegd voor de woorden « Wanneer de proef »;

2° Het volgende lid wordt ingevoegd tussen het 4e en het 5e lid :

« Wanneer het aantal definitieve personeelsleden behorende tot de in het vorige lid bedoeld Inspectiedienst onvoldoende is om een examencommissie samen te stellen overeenkomstig dit lid, is de coördinerende Inspecteur-generaal lid van die examencommissie. ».

Art. 65. Artikel 88 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Niemand wordt tot de in het 1e lid, 6°, bedoelde opleiding toegelaten als hij op de datum van indiening van de aanvraag om deelname niet beantwoordt aan de voorwaarden opgesomd in het 1e lid, 1°, 2°, 4° en 5°. ».

Art. 66. Artikel 162 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 162. § 1. De personeelsleden die, voor eender welk ambt, een vacante betrekking bekleden van een bevorderingsambt van inspecteur worden vastbenoemd in een ambt van inspecteur voor zover zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

- a) Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese gemeenschappen, behalve een door de Regering te verlenen vrijstelling;
- b) Van onberispelijk gedrag zijn;
- c) De burgerlijke en politieke rechten genieten;
- d) Aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- e) Voldoen aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;
- f) In vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt met volledige prestaties in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- g) Een dienstanciënniteit van minstens vijftien jaar tellen;
- h) Een ambtsanciënniteit van minstens tien jaar tellen;
- i) Geen sanctie of tuchtstraf gekregen hebben tijdens de vijf voorafgaande jaren.

§ 2. Het(de) personeelslid(leden) bedoeld in § 1 dat(die) niet aan alle vereiste voorwaarden voldoet(n) om vastbenoemd te worden krachtens die bepaling, wordt(en) geacht voorlopig aangesteld te zijn als inspecteur op de datum van inwerkingtreding van dit decreet. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 7 december 2007*

houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven

Art. 67. In artikel 57 van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, worden de woorden « respectievelijk gelijkgesteld met het eerste jaar B en » geschrapt.

Art. 68. De statutaire gevolgen gebonden aan de toepassing van vorig artikel hebben slechts uitwerking met ingang van 1 februari 2009.

HOOFDSTUK IX. — *Verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij*

Art. 69. In artikel 8bis van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals vervangen bij het decreet van 8 mei 2003 wordt het 1e lid aangevuld met de woorden « of wanneer zij een kind van minder dan twaalf jaar opvangen in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin ».

Art. 70. In artikel 13bis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals vervangen bij het decreet van 8 mei 2003, wordt het 1e lid aangevuld met de woorden « of met het oog op de opvang van een kind van minder dan twaalf jaar in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin ».

Art. 71. In artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals vervangen bij het decreet van 8 mei 2003, wordt het 1e lid aangevuld met de woorden « of met het oog op de opvang van een kind van minder dan twaalf jaar in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin ».

Art. 72. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1985 betreffende het verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij van de gesubsidieerde personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering, wordt het 1e lid aangevuld met de woorden « of met het oog op de opvang van een kind van minder dan twaalf jaar in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin ».

HOOFDSTUK X. — *De verloven van de leden van de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 73. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 juni 1981 betreffende het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen van de personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering, worden de woorden « de helft » vervangen door de woorden « minstens de helft ».

Art. 74. In artikel 2, 3° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen, worden de woorden « de helft » vervangen door de woorden « minstens de helft ».

HOOFDSTUK XI. — *Het verlof voor sportactiviteiten*

Art. 75. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden in dienstactiviteit, bedoeld bij :

1° Het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° De wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

3° Het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat;

4° Het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra;

5° Het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

6° Het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

7° Het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

8° Het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

9° Het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

10° Het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

11° Het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

12° Titel I van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst;

13° Het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is dit hoofdstuk niet van toepassing op de personeelsleden :

1° houder van een van de ambten bedoeld in artikel 6, E, c), 27. en F, c), 10., in artikel 6ter, 6°, a), in artikel 7, c), 12. wanneer dat ambt uitgeoefend wordt binnen een autonoom internaat of een onthaalhuis, in artikel 7, c), 13., en in artikel 10 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

2° houder van een van die ambten bedoeld in artikel 2, § 1, 3. en 4. van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde Rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de Rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra;

3° houder van een van de ambten bedoeld in de artikelen 3 en 4, 1°, 2°, 4°, 5° en 6° van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten;

4° houder van een van de ambten bedoeld in artikel 5, C van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

5° houder van een van de ambten bedoeld in de artikelen 69, 6° en 75, 4° van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

6° houder van het ambt bedoeld in artikel 2, 2°, a) van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

7° houder van het ambt bedoeld in artikel 6, 2°, a) van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra.

Art. 76. In de zin van dit hoofdstuk moet verstaan worden onder :

1° « Decreet van 8 december 2006 » : het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

2° « Sportmanifestatie » : de Olympische spelen, de Paralympische spelen, de Wereldkampioenschappen of Europese kampioenschappen, de Universiades alsook elke competitie die ermee gelijkgesteld wordt door de regering na advies van de Dienst van de Franse Gemeenschap aangesteld door de Regering, houdende rekening met de bekendheid en het niveau van de competitie;

3° »Topsporter « : de topsporter aldus erkend bij toepassing van artikel 12, § 1, 2e lid, 1° van het decreet van 8 december 2006;

4° « Internationaal scheidsrechter » : het personeelslid dat lid is van een sportfederatie bij toepassing van het decreet van 8 december 2006 en/of beheerder van een olympische tak en dit als scheidsrechter, umpire, rechter of ermee gelijkgesteld en dat zijn activiteiten moet uitoefenen ter gelegenheid van een sportmanifestatie.

Art. 77. Op zijn aanvraag kan een verlof toegekend worden voor sportactiviteiten aan het personeelslid bedoeld in artikel 75 dat de hoedanigheid van topsporter of internationaal scheidsrechter heeft, met het oog op zijn deelname en/of zijn voorbereiding op zijn deelname aan een sportmanifestatie.

Aan het in artikel 75 bedoeld personeelslid dat voor de sportieve en/of lichamelijke en/of psychologische omkadering instaat van een topsporter kan eveneens op zijn aanvraag een verlof toegekend worden voor sportactiviteiten.

Het verlof bedoeld in dit artikel wordt toegekend voor de duur van de deelname en/of de voorbereiding op de deelname van de topsporter of de internationale scheidsrechter aan de betrokken sportmanifestatie.

Dat verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De aanvraag wordt ingediend overeenkomstig de procedure beschreven in artikel 79.

Art. 78. De duur van het verlof voor sportactiviteiten kan, naargelang het geval, geen dertig werkdagen overtreffen, in een of meerdere periodes, per schooljaar, per academiejaar of per begrotingsjaar.

Onder werkdagen moet verstaan worden de schooldagen en, wat de PMS-centra betreft, de werkingsdagen.

Voor de in artikel 75 bedoeld personeelsleden, tijdelijk aangesteld of aangeworven, loopt het verlof in ieder geval ten einde ten laatste op het moment waarop de definitieve aanstelling of de aanwerving ten einde loopt.

Art. 79. In het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt de aanvraag om verlof voor sportactiviteiten door het personeelslid via de hiërarchische weg ingediend bij de Regering.

In het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt de aanvraag om verlof voor sportactiviteiten ingediend door een personeelslid bij de inrichtende macht waartoe hij behoort.

De aanvraag gaat mee met het advies van de betrokken sportfederatie en van de Dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 76, 2°.

Deze moet minstens dertig dagen voor het begin van het verlof ingediend worden en de datum waarop het aangevraagd verlog begint, opnemen alsook de duur ervan.

Art. 80. In het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het verlof toegekend door de regering.

In het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt het verlof toegekend door de inrichtende macht die het voor goedkeuring aan de regering voorlegt.

Art. 81. Er wordt van rechtswege einde gemaakt aan het verlof voor sportactiviteiten op de datum waarop het personeelslid de hoedanigheid van topsporter of internationaal scheidsrechter verliest.

Wegens voldoende gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden kan er eveneens een einde gemaakt worden aan het verlof voor sportactiviteiten voor de afloop van de termijn ervan, op de aanvraag van de betrokkene. De aanvraag wordt ingediend volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 79, 1e tot 3e lid.

Art. 82. Wanneer het personeelslid dat een verlof gekregen heeft voor sportactiviteiten bij toepassing van dit hoofdstuk vervangen wordt, wordt die vervanging bij prioriteit uitgevoerd door een of meerdere personeelsleden ter beschikking gesteld bij gebrek aan betrekkingen of in gedeeltelijk lasterverlies verklaard volgens de bepalingen van toepassing.

Binnen de selectie- en bevorderingsambten kan het personeelslid evenwel tijdelijk vervangen worden door een personeelslid dat definitief benoemd aangeworven is in het wervingsambt dat toegang verleent tot het selectie- of bevorderingsambt. In dat geval zijn de bepalingen van het 1e lid van toepassing op het tijdelijk nagelaten wervingsambt.

Onverminderd het 1e en het 2e lid gebeurt de vervanging binnen de naleving van de statutaire regels betreffende de aanwerving alsook binnen de naleving van de subsidievoorwaarden.

HOOFDSTUK XII

Verlof voor het afstaan van organen of weefsels in het onderwijs en in de psycho-medisch-sociale centra

Art. 83. In het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt een artikel 4^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 4^{ter}. Het personeelslid kan een verlof verkrijgen voor het afstaan van organen en weefsels. Dat verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De duur van het verlof komt overeen met die van de hospitalisatie en het eventuele vereiste herstel. De afwezigheden gewettigd door voorafgaande medische onderzoeken worden eveneens gedekt.

Een medisch getuigschrift getuigt van de noodzakelijke duur van het verlof.

Art. 84. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, [gespecialiseerd], middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals opgeheven bij het decreet van 8 mei 2003, wordt hersteld in de volgende vorm :

« Artikel 6. Het definitieve of tijdelijke personeelslid kan een verlof bekomen voor het afstaan van organen of weefsels. Dat verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De duur van het verlof komt overeen met die van de hospitalisatie en het eventuele vereiste herstel. De afwezigheden gewettigd door voorafgaande medische onderzoeken worden eveneens gedekt.

Een medisch getuigschrift getuigt van de noodzakelijke duur van het verlof.

Art. 85. In het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *5bis*. Het personeelslid kan een verlof verkrijgen voor het afstaan van organen of weefsels. Dat verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De duur van het verlof komt overeen met die van de hospitalisatie en het eventuele vereiste herstel. De afwezigheden gewettigd door voorafgaande medische onderzoeken worden eveneens gedekt.

Een medisch getuigschrift getuigt van de noodzakelijke duur van het verlof. »

HOOFDSTUK XIII. — *Selectie- en bevorderingsambten*

Art. 86. In artikel 97 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 worden twee nieuwe leden toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het 1e lid, 5°, kunnen de houders van een hoger bekwaamheidsbewijs, die benoemd zijn tot onderdirecteur of tijdelijk dat ambt uitgeoefend hebben en er een ambtsanciënniteit van meer dan 6000 dagen tellen verdeeld over 3 minstens 3 schooljaren, eveneens benoemd worden tot het ambt van directeur in het onderwijs voor sociale promotie.

De ambtsanciënniteit beoogt de uitoefening van het ambt van onderdirecteur en de tijdelijke uitoefening, door de onderdirecteur, van de hogere ambten van directeur in het onderwijs voor sociale promotie. »

Art. 87. Artikel 123 ter, § 1, van het decreet van de raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt ams volgt gewijzigd :

1° In het 1e lid worden de woorden « en in het modulair onderwijs dat eigen is aan het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 » geschrapt.

2° Er wordt een 2e lid opgericht, luidend als volgt : « In afwijking van het 1e lid, binnen de naleving van de hieronder bepaalde procedure, heeft elke leerling het recht schriftelijk beroep in te dienen tegen de beslissingen om weigering genomen tegen de Studieraad bijeengekomen in het kader van de vormingseenheden die de in hoofdstuk II bedoeld opleidingen inrichten, alsook de vormingseenheden bedoeld voor de kandidaten tot de selectie- en bevorderingsambten ander dan die van de directeur en de inspecteur. Op straffe van onontvankelijkheid moet dat beroep de nauwkeurige onregelmatigheden bepalen die het wettigen. »

Art. 88. Een nieuw artikel *54quinquies* wordt ingevoegd in het decreet van 1 februari 1993, bepalende het volgende :

« Artikel *54quinquies*. Wanneer een personeelslid definitief houder is van een onvolledige last binnen een selectieambt kan de inrichtende macht die een vacante definitieve betrekking heeft in afwijking van artikel *50bis* van dit decreet en op zijn aanvraag de last van zijn personeelslid aanvullen en op zijn aanvraag, door een uitbreiding van zijn definitieve aanwerving in hetzelfde ambt. »

Art. 89. In artikel *71nonies* van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt het 1e lid aangevuld met het volgende :

« – na de directiestage bedoeld in artikel 33 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. »

Art. 90. Een nieuw artikel *44quater* wordt ingevoegd in het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs=

« Artikel *44quater*. Wanneer een personeelslid definitief houder is van een onvolledige last binnen een selectieambt kan de inrichtende macht die een vacante definitieve betrekking heeft in afwijking van artikel *39bis* van dit decreet en op zijn aanvraag de last van zijn personeelslid aanvullen en op zijn aanvraag, door een uitbreiding van zijn definitieve aanwerving in hetzelfde ambt. »

Art. 91. In artikel 30 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Huidig artikel 30 wordt artikel 30, § 1

2° Een paragraaf 2 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Ingeval van directie met klas toegekend aan een personeelslid dat niet houder is van een diploma van leraar lager onderwijs of, in voorkomend geval, van kleuteronderwijzer, en in de mate waarin het aantal lestijden georganiseerd binnen het vak van het betrokken personeelslid lager is dan het aantal lestijden dat hij moet presteren voor een klas, wordt het verschil aangewend aan de ondersteuning. »

Art. 92. In artikel 9 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In het 1e lid worden de woorden « of van kleuteronderwijzer belast met onderdompeling » ingevoegd tussen de woorden « wervingsambt van kleuteronderwijzer » en « en houder zijn ».

b) Het 2e en het 3e lid worden vervangen door hetgeen volgt :

« Om benoemd te worden tot het bevorderingsambt van directeur van de lagere school in het onderwijs van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden :

1° Benoemd worden tot het wervingsambt van leraar lager onderwijs of leraar lager onderwijs belast met onderdompeling, van meester zedenleer, van meeste bijzondere vakken of van meester tweede taal

2° Houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een wervingsambt bedoeld in 1°.

Om benoemd te worden tot het vorderingsambt van directeur van een basisschool in het onderwijs van de Franse Gemeenschap moeten de personeelsleden :

1° Benoemd worden tot het wervingsambt van leraar lager onderwijs, leraar lager onderwijs of kleuteronderwijzer of leraar lager onderwijs belast met onderdompeling, van leermeester bijzondere vakken of leermeester tweede taal.

2° Houder zijn van een vereist bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een wervingsambt bedoeld in 1°.

Art. 93. Artikel 10, 1e en 2e lid, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt als volgt gewijzigd :

« 2° houder zijn van het vereist bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau of van het niveau van het hoger secundair onderwijs voor dat wervingsambt. »

Art. 94. Artikel 10, 2e lid van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt als volgt gewijzigd :

« De personeelsleden benoemd tot de wervingsambten van begeleider in een centrum voor opvoeding en alternerende opleiding, houder van een bekwaamheidsbewijs dat toegang verleent tot een ambt van leraar beroepspraktijk of leraar technische vakken en beroepspraktijk kunnen eveneens benoemd worden tot het ambt van werkmeester wanneer dat bekwaamheidsbewijs een bewijs is van het hogere niveau of van het niveau van het hoger secundair onderwijs. »

Art. 95. In het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt artikel 27, opgeheven bij het decreet van 8 maart 2007, als volgt hersteld :

« Artikel 27. De rechtsmiddelen die gewoonlijk van toepassing zijn op de Universiteiten, Hogescholen en Instellingen voor onderwijs voor sociale promotie, zijn van toepassing wat betreft de beslissingen door die instellingen genomen in het kader van de certificering van de opleidingen die zij geven krachtens dit hoofdstuk. In voorkomend geval worden de toepassingsmodaliteiten van die beroepswijzen door de instellingen aangepast aan de specificiteiten van dit decreet. »

Art. 96. In artikel 20, § 2, a) van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden de woorden « 1200 dagen » vervangen door de woorden « 1800 dagen ».

Art. 97. Een nieuw artikel 26bis wordt ingevoegd in hetzelfde decreet, luidend als volgt :

« Artikel 26bis. De rechtsmiddelen die gewoonlijk van toepassing zijn op de Universiteiten, Hogescholen en Instellingen voor onderwijs voor sociale promotie, zijn van toepassing wat betreft de beslissingen door die instellingen genomen in het kader van de certificering van de opleidingen die zij geven krachtens dit hoofdstuk. In voorkomend geval worden de toepassingsmodaliteiten van die beroepswijzen door de instellingen aangepast aan de specificiteiten van dit decreet. »

Art. 98. In artikel 35, § 1 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden het 2e en het 3e lid vervangen door hetgeen volgt :

« Hij vraagt ook voor het onderwijs voor sociale promotie aan de personeelsleden die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel 97, 1° tot 6°, van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 19669 hun kandidatuur in te dienen met bepaling van de instellingen waar zij zouden willen worden aangesteld.

De in het 1e en het 2e lid bedoeld personeelsleden moeten minstens drie slaagattesten bezitten van de vormingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1. ».

Art. 99. In artikel 59, § 4, 1e lid, 3° van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « van leraar lager onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « van een diploma » en « van GLSO ».

Art. 100. Artikel 60, § 4, 1e lid, van voornoemd decreet van 2 februari 2007 wordt als volgt aangevuld :

« 3° het vijf slaagattesten bekomen heeft van de opleidingen bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 van dit decreet. »

Art. 101. In artikel 82, § 4, 1e lid, 3° van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « van leraar lager onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « van een diploma » en « van GLSO ».

Art. 102. Artikel 83, § 4, 1e lid, van voornoemd decreet van 2 februari 2007 wordt als volgt aangevuld :

« 3° dat het vijf slaagattesten bekomen heeft van de opleidingen bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 van dit decreet. »

Art. 103. Artikel 133 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt binnen een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1° hetzij bij toepassing van artikel 2, § 1, 1°, hetzij bij toepassing van artikel 28, § 1, 2e lid van voornoemd decreet van 4 januari 1999 voor de inwerkingtreding van dit decreet, ofwel voor een oproep tot kandidaten gebeurd is krachtens artikel 35, § 1, wordt als prioritair beschouwd in de zin van artikel 35, § 2, 3e lid van dit decreet zodra het in het bezit is van de vijf slaagattesten.

Het in het 1e lid bedoelde personeelslid dat ononderbroken tijdelijk aangesteld wordt sinds minstens twee jaar op 1 september 2008 wordt geacht twee evaluaties te hebben ondergaan waarvan de laatste geleid heeft tot de toekenning van de melding « positief ».

Het in het 1e lid bedoelde personeelslid dat ononderbroken tijdelijk aangesteld wordt sinds minstens een jaar op 1 september 2008 wordt geacht een evaluatie te hebben ondergaan met als melding « positief ». Het wordt van rechtswege een tweede keer geëvalueerd vóór 1 september 2009.

Voor het in het 1e lid bedoeld personeelslid, dat ononderbroken tijdelijk aangesteld is sinds minstens een jaar vanaf 1 september 2008 heeft de eerste evaluatie bedoeld in artikel 36, § 2, ten laatste plaats op 1 september 2009.

De betrekkingen die bezet worden door de directeurs die ononderbroken tijdelijk aangesteld worden sinds minstens twee jaar op 1 september 2008 en op die datum ingeschreven waren voor de drie vormingsmodules bedoeld in artikel 17, § 1 van dit decreet, worden verwijderd van de oproep tot kandidaten die gebeurt overeenkomstig artikel 35, § 1, tot als zij hen gevolgd kunnen hebben en het certificaat voorgesteld kunnen hebben.

§ 2. Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt binnen een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1° in het onderwijs voor sociale promotie, hetzij vóór de inwerkingtreding van dit decreet, hetzij vóór er een oproep tot kandidaten gestart is krachtens artikel 35, § 1, wordt geacht prioritair te zijn in de zin van artikel 35, § 2, 3e lid van dit decreet zodra het in het bezit is van de vijf slaagattesten.

Het in het 1e lid bedoelde personeelslid dat ononderbroken tijdelijk aangesteld wordt sinds minstens twee jaar op 1 september 2008 wordt geacht twee evaluaties te hebben ondergaan met als melding « positief ». Het wordt van rechtswege een tweede keer geëvalueerd vóór 1 september 2009.

Voor het in het 1e lid bedoeld personeelslid, dat ononderbroken tijdelijk aangesteld is sinds minstens een jaar vanaf 1 september 2008 heeft de eerste evaluatie bedoeld in artikel 36, § 2, ten laatste plaats op 1 september 2009.

De betrekkingen die bezet worden door de directeurs die ononderbroken tijdelijk aangesteld worden sinds minstens twee jaar op 1 september 2008 en op die datum ingeschreven waren voor de drie vormingsmodules bedoeld in artikel 17, § 1 van dit decreet, worden verwijderd van de oproep tot kandidaten die gebeurt overeenkomstig artikel 35, § 1, tot als zij hen gevolgd kunnen hebben en het certificaat voorgesteld kunnen hebben.

Art. 104. In artikel 135, § 1 van hetzelfde decreet, worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Het in het 1e lid bedoelde personeelslid kan ook aan de oproepingen tot de kandidaten antwoorden bedoeld in de artikelen 57 tot 60 van dit decreet voor een andere betrekking dan de betrekking dat het lid bezet en binnen die betrekking over de overgangsbepalingen beschikken bedoeld in het 1e lid. In dat kader :

1° Kan het personeelslid dat tijdelijk benoemd is binnen het ambt van directeur van een kleuterschool of van directeur van een lagere school aan een oproep tot kandidaten antwoorden voor een ambt van directeur van een basisschool

2° Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt binnen het ambt van directeur van een basisschool kan aan een oproep tot kandidaten antwoorden voor een ambt van directeur van een kleuterschool voor zover hij vóór zijn aanstelling tijdelijk aan de toegangsvoorwaarden beantwoord heeft betreffende zijn ambten vastgesteld in tabel II bedoeld in artikel 102 van dit decreet. »

Art. 105. In artikel 136, § 1, van hetzelfde decreet, worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Het personeelslid bedoeld in het 1e lid kan eveneens antwoorden op de oproepen tot kandidaten bedoeld in de artikelen 80 tot 82 van dit decreet voor een andere betrekking dan de betrekking dat het lid bezet en binnen die betrekking over de overgangsbepalingen beschikken bedoeld in het 1e lid. In dat kader :

1° Kan het personeelslid dat tijdelijk aangeworven is binnen het ambt van directeur van een kleuterschool of van directeur van een lagere school aan een oproep tot kandidaten antwoorden voor een ambt van directeur van een basisschool

2° Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt binnen het ambt van directeur van een basisschool kan aan een oproep tot kandidaten antwoorden voor een ambt van directeur van een kleuterschool voor zover hij vóór zijn aanstelling tijdelijk aan de toegangsvoorwaarden beantwoord heeft betreffende zijn ambten vastgesteld in tabel II bedoeld in artikel 102 van dit decreet. »

Art. 106. In artikel 140 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, 2e lid, van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de woorden « twee jaar » vervangen door de woorden « 3 jaar »;

b) Een nieuwe § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

§ 4. De stage van de personeelsleden die tot de stage toegelaten zijn gedurende het schooljaar 2007 – 2008, wordt van rechtswege verlengd, behalve toepassing van artikel 33, §§ 2 tot 6 of van artikel 34 van dit decreet, tot als zij de vormingsmodules kunnen hebben volgen bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 en er de certificering ervan voorbrengen. Die verlenging van de stage bedraagt maximaal 1 jaar. ».

Art. 107. In tabel II van voornoemd decreet van 2 februari 2007 worden de rubrieken

Directeur van een kleuterschool	Kleuteronderwijzer, kleuteronderwijzer belast met de taalbadcursussen, kleuteronderwijzer belast met gebarentaalbadcursussen	Diploma van kleuteronderwijzer
Directeur van een lagere school	a) Onderwijzer, onderwijzer belast met taalbadcursussen, onderwijzer belast met gebarentaalbadcursussen b) Leermeester bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding, tweede taal, zedenleer, godsdienst)	a) Diploma van onderwijzer of GLSO b) Diploma van onderwijzer of GLSO voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of om een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.
Directeur van een basisschool	a) Onderwijzer, onderwijzer belast met de taalbadcursussen; onderwijzer belast met gebarentaalbadcursussen[q[ann]] b) Leermeester bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding, tweede taal, zedenleer, godsdienst)	a) Een van de volgende bekwaamheidsbewijzen : Diploma van kleuteronderwijzer of GLSO b) Diploma van onderwijzer of diploma van kleuteronderwijzer of GLSO voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of om een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.

HOOFDSTUK XIV. — *De taalregeling*

Art. 108. In artikel 15 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 1e lid worden de woorden « of het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « aanwerving steunt, » en « heeft behaald »;

2° In het tweede lid worden de woorden « als hij in die taal een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs heeft behaald » ingevoegd tussen de woorden « vermeldt, » en « of zo hij een getuigschrift voorlegt ».

Art. 109. Artikel 1, § 5 van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs wordt met een nieuw lid aangevuld, luidend als volgt :

« De houders van het diploma van licentiaat in de Germaanse filologie, Germaanse taal- en letterkunde of moderne taal- en letterkunde, in voorkomend geval aangevuld met een diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, alsook d licentiaten vertaler-tolk worden geacht hun grondige kennis te hebben bewezen met het oog op het taalbadonderwijs wat betreft de taal(talen) vermeld op hun diploma. »

HOOFDSTUK XV. — *De zonale commissies voor het beheer van de betrekkingen*

Art. 110. In artikel 12 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, wordt het 1e lid vervangen door de volgende bepaling :

« Bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zonale commissies voor personeelsbeheer voor het gespecialiseerd gewoon en buitengewoon secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, kunstonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

Wat het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs betreft wordt in elke zone een zonale commissie opgericht, zoals hierna opgenomen :

- Zone 1 :Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- Zone 2 : Provincie Waals-Brabant
- Zone 4 : Provincie Luik
- Zone 6 : Provincie Namen
- Zone 7 : Provincie Luxemburg
- Zone 8 : Regio Doornik/West-Henegouwen
- Zone 9 : Regio Bergen/Henegouwen centrum
- Zone 10 : Regio Charleroi/Zuid-Henegouwen ».

TITEL III. — *Inwerkingtreding*

Art. 111. Dit decreet treedt in werking op 1 februari 2009 met uitzondering van de artikelen 18 tot 27 die uitwerking hebben met ingang van 1 februari 2008, van de hoofdstukken V en IX van titel II en de artikelen 35 tot 39, 41 tot 45, 62 tot 65, 99, 101, 104, 105 en 110 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 23 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008- 2009.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 629-1. — Commissieamendementen, nr. 629-2. — Verslag, nr. 629-3. — Vergaderingsamendementen , nr. 629-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 januari 2009.